

# 1. INTRODUCTION

## 1.1. Contexte et Justification

Les lois promulguées le 22 juillet 2004 sur la Décentralisation clarifient l'orientation que l'Etat camerounais donne audit processus. Le système décentralisé qui se met progressivement en place, vise à transférer aux Collectivités Territoriales Décentralisées, les compétences et les ressources nécessaires, susceptibles de les aider à prendre en charge leur propre développement. C'est dans cette perspective que le Gouvernement du Cameroun avec l'aide de la communauté des bailleurs multilatéraux et bilatéraux et des partenaires au développement, a mis en place un important programme de développement décentralisé participatif dénommé Programme National de Développement Participatif (PNDP) dont l'objectif est de lutter durablement contre la pauvreté au sein des couches les plus défavorisées. Du coup, le PNDP se positionne comme un cadre de concertation et un instrument de mise en œuvre progressive du processus de décentralisation dans le sens d'un transfert progressif des compétences vers les Communes. Ce transfert s'opère par des appuis dans la planification locale à travers notamment un accompagnement direct à l'élaboration des Plans Communaux de Développement (PCD).

Il s'agit de doter la Commune d'un document qui présente sa vision et son cadre de développement. Celui-ci met en évidence les atouts, les potentialités, les contraintes et les problèmes auxquels la Commune fait face. L'analyse de ces différents aspects aboutit à la définition des axes d'intervention ainsi que des actions qui sont planifiées dans un espace temps précis et avec des moyens prédéfinis dont la mise à disposition s'inscrit dans une temporalité bien déterminée.

Le Programme National de Développement Participatif (PNDP) s'inscrit dans la stratégie intégrée de développement rural et compte développer une synergie fonctionnelle de partenariats entre les communautés à la base, l'Etat, la société civile, les ONG et les bailleurs de fonds. Il vise ainsi à promouvoir un développement équitable, efficace et durable au sein des populations rurales et des Communes. Ces dispositions de mise en œuvre ont été renforcées par le gouvernement camerounais à travers les lois n° 2004/017 du 22 juillet 2004 portant orientation de la décentralisation au Cameroun et n° 2004/018 du 22 juillet 2004 fixant les règles de la décentralisation applicables aux communes, textes dans lesquels la Commune est l'unité de base à partir de laquelle se développe la décentralisation. C'est à ce titre que les principaux bénéficiaires du PNDP sont les Collectivités Territoriales Décentralisées, les comités et/ou organisations de base, les quartiers, les associations, les groupements mixtes etc.

Le PNDP a signé une convention avec la Commune de Mouanko le 31 mai 2011 en vue d'apporter un appui financier à ladite Commune, pour l'élaboration de son Plan Communal de Développement et la réalisation d'autres activités complémentaires telles que des études de faisabilité et la rédaction des requêtes pour les microprojets. L'Organisme d'Appui Local (OAL), GIC PROMAC a par conséquent été sélectionné pour réaliser ce Plan Communal de Développement.

Le processus a été lancé le 02 juillet 2011. Cette séance de lancement a connu une participation massive des différentes parties prenantes notamment celle de l'autorité administrative, traditionnelle et religieuse de la localité et surtout des représentants de la Cellule Régionale du PNDP/Littoral.

**Photo n° 1 : Atelier de lancement du PCD de MOUANKO : Une vue des participants (quelques chefs traditionnels)**



Source : Photo PROMAC, juillet 2011

## **1.2. Objectifs du PCD**

### **1.2.1 Objectif global**

L'objectif global est de permettre à la Commune de Mouanko d'avoir une vision de développement durable élaborée à l'issue d'un processus participatif.

### **1.2.2. Objectifs spécifiques**

Les objectifs spécifiques de ce PCD sont :

1. Réaliser la monographie de la Commune;
2. Réaliser les diagnostics participatifs (Diagnostic Institutionnel Communal, Diagnostic de l'Espace Urbain Communal, Diagnostic Participatif Niveau Village);
3. Elaborer une planification stratégique ;
4. Programmer les investissements;
5. Elaborer un cadre de gestion environnementale et sociale des investissements du Cadre de Dépense à Moyen Terme (CDMT);
6. Elaborer une stratégie de mobilisation des ressources ;
7. Mettre en place un mécanisme de suivi et de mise en œuvre des actions du PCD.

### **1.3. Structure du document**

Le présent Plan Communal de Développement est composé de six grandes parties qui sont :

- ✓ la présentation de la méthodologie ;
- ✓ la présentation sommaire de la commune ;
- ✓ la synthèse des résultats du diagnostic participatif ;
- ✓ la Planification Stratégique ;
- ✓ la Programmation ;
- ✓ Le mécanisme de suivi évaluation.
- ✓ Le Plan de Communication sur la mise en œuvre du PCD

## **2. METHODOLOGIE**

La méthodologie utilisée dans le cadre de ce travail est conforme à celle contenue dans le nouveau guide de planification régionale et locale.

## **2.1. Préparation de l'ensemble du processus**

Le processus de planification au sein de l'Institution communale, dans l'Espace Urbain Communal et dans les villages de Mouanko a obéi aux principes de la Méthode Active de Recherche Participative (MARP). Les travaux ont été conduits par une équipe pluridisciplinaire de facilitateurs de L'OAL PROMAC.

La mise en œuvre du processus de planification a pris trois (03) jours par village avec des assemblées villageoises en plénières, des ateliers et la mise sur pied des comités de concertation. Elle s'est déroulée en plusieurs étapes à savoir :

- Préparation
- Diagnostic participatif
- Planification
- Mise en place du Comité de Concertation (CC)

### **2.1.1. Phase de préparation**

#### **2.1.1.1 Préparation pédagogique**

La préparation pédagogique a commencé par la restitution de la formation des OAL aux membres des équipes du GIC PROMAC retenues pour la mise en œuvre du processus. Par la suite, les différents outils pédagogiques ont été élaborés et le travail organisé avec la collaboration des membres du Comité de Pilotage. Les facilitateurs endogènes ont été identifiés dans les villages et également formés sur la démarche et les outils de la planification locale participative.

#### **2.1.1.2. Préparation administrative**

Cette étape qui a précédé la descente de l'équipe pluridisciplinaire sur le terrain a consisté en :

- L'information des autorités administratives et traditionnelles sur les objectifs visés par les différentes planifications ( DIC, DEUC et niveau village) ;
- L'élaboration d'un calendrier consensuel du déroulement du processus de planification participative devant être restitué à l'atelier de lancement ;
- La signature du cahier de charge entre d'une part l'OAL GIC PROMAC et le PNDP et la Commune d'autre part ;
- La préparation et la signature des contrats avec les planificateurs.

Ainsi, l'objectif principal a été de préparer et de valider un calendrier consensuel de couverture avec le Maire et les autorités traditionnelles des villages de la Commune de Mouanko. De cet objectif, il s'est dégagé de façon spécifique la revue des villages, la consolidation du plan de couverture des villages avec un traçage des itinéraires, la préparation des rencontres avec les Chefs traditionnels, des notes d'information et des lettres d'invitation, et l'identification de la date de lancement officiel.

La première activité a consisté à valider le découpage des villages de la Commune de Mouanko en présence du Maire et des autorités traditionnelles des différents villages. Ce travail avait pour but d'éviter les incompatibilités dans le regroupement des quartiers au sein des villages. Le principe étant d'optimiser la participation au moment de l'élaboration des diagnostics. La Commune de Mouanko étant étendue et contenant des îlots très dispersés, la chefferie a été retenue comme lieu de rencontre de populations.

**Photo n° 2 : Allocution du Premier Adjoint Préfectoral lors de l'atelier de lancement**



Source : Photo PROMAC, juillet 201

**2 1.1.3. Préparation dans les villages de Mouanko**

Dans chaque village, le chef, les forces vives et les leaders locaux ont été rencontrés. Ils ont été informés sur les objectifs du PNDP, le développement participatif, puis sensibilisés sur l'approche de travail dans les villages. Des échanges et quelques discussions ont été abordés afin de dissiper les zones d'ombre pour une implication totale des populations. Les attentes de l'équipe en vue de la réussite de la mobilisation des populations ont été exprimées et également discutées ; ce qui a permis d'adopter des bonnes stratégies.

Les notes d'information et les invitations ont été remises aux Chefs traditionnels. En plus, l'équipe de planificateurs avec le soutien du Maire, a expliqué à leurs majestés et aux populations, le bien fondé des objectifs du PNDP et surtout l'importance du PCD pour le développement de leur localité. L'accent a été mis sur la nécessité de sensibiliser et d'informer les populations. Les autorités traditionnelles ont rassuré l'équipe de planificateurs quant à leur totale implication pour la réussite du processus ainsi engagé. Lors de l'atelier de

lancement, le maire et le préfet ont exhorté les populations à réserver un accueil chaleureux aux équipes des planificateurs.

Pendant cette période, les équipes de préparation ont procédé à la collecte des informations de base sur l'unité de planification, la visite et l'exploitation des documents auprès des services techniques et des sectoriels. Un comité de pilotage a été mis sur pied pour le suivi effectif des travaux en vue de leur validation.

**Photo n°3 : Mot du Maire de la Commune de Mouanko lors de l'atelier de lancement**



**Source : Photo PROMAC, Juillet 2011**

## **2.2. Collecte des informations et traitement des données**

### ***2.2.1. Diagnostic participatif***

Le diagnostic a permis de connaître la situation des villages, de l'espace urbain et de l'institution communale en passant par l'identification des problèmes prioritaires en vue de la recherche des solutions. Pour ce faire, les outils ont été déroulés soit en groupes mixtes, soit en groupes socioprofessionnels. Il était aussi question de faire la mise en commun en plénière (restitution) des informations recueillies et d'harmoniser les points de vue (triangulation).

Les groupes de travail étaient guidés dans le déroulement du diagnostic participatif et dans la réflexion par un planificateur. Les membres du village choisissaient librement les ateliers dans lesquels ils souhaitaient travailler suivant les outils ou les thèmes traités. Dans le cas contraire, une subdivision en groupe de nombre paire ou impaire était effectuée après décompte. Un membre du groupe dans chaque atelier était choisi par ses pairs pour être rapporteur. La restitution en plénière était faite en langue locale par les facilitateurs endogènes.



**Outil n°1 : carte de l'espace urbain communal**



Source : DEUC, PCD Mouanko, Juillet 2011

**Outil n°2 : diagramme de venn, DEUC Mouanko**



Source : PROMAC, Juillet 2011

**Outil n°3 : Profil Historique, DPNV Village Bohengue**

Profil historique du village BOHENGUE

Le village s'appelle BOHENGUE. Ce qui signifie derive d'un arbre léger flottant que les ancêtres utilisaient

De superficie inconnue, la population est estimée à 400 âmes

BOHENGUE est limité au Nord par YAVI, au Sud par BONCO, à l'EST par YASSOUKOU et à l'OUEST par MOULONGO. Créé en chefserie de 3<sup>ème</sup> degré en 1930, il a eu comme chef NYOUÉ SAMUEL précédé par NIBJIBO OSCAR et ENALLA GUILLAUME

" Poste de chef vacant "

Date	Événements	Impacts
1930	Le village est érigé en chefserie de 3 <sup>ème</sup> degré	Consolidation, rassemblement de la population
1972-1974	Épidémie de choléra	Mort, baisse du taux démographique
1984	Construction de l'école primaire	Scolarisation des enfants
1994-1996	Inondation	Devastation des plantations et des maisons
2003	Épidémie de choléra	Mort
2008	Décès du chef	Tristesse de la population - Discussion du poste
2011	Épidémie de choléra	Mort

Source : PROMAC, Septembre-Octobre 2011

**Outil n°4 : Carte de mobilité, DPNV village Elogzogwout**

**CARTE DE MOBILITÉ Elogzogwout.**

DEpart.	DESTINATION	Kilometrage	Moyen Transport	Notes
Elogzogwout	Bedale	05 Km	pirogues	- communication - téléphonique - relais notes - pour parents
	Mouanko-Centre	20 Km	notes, à pieds pirogues	- Santé - approvisionnement - Pêche - vente produits - administratif - économique
	EDEA	57 Km	notes, voitures pirogues	- Santé - vente produits - administratif - approvisionnement - politique - juridique
	Donala	97 Km	notes, voitures voie fluviale	- Santé - commerce - vente produits - services - services publics - approvisionnement - administratif - justice

Source : PROMAC, Septembre-Octobre 2011

### ***Planification proprement dite***

Il a été question de planifier sur trois ans les projets prioritaires en fonction des problèmes identifiés sur le terrain. Cette activité s'est déroulée en plénière et les outils utilisés étaient les tableaux de planification stratégique et opérationnelle.

### ***Exécution du plan***

L'analyse des interactions entre les institutions villageoises et les populations ont permis de mettre en exergue l'impact de leur déploiement dans chaque localité. En plus, des explications ont à chaque fois été données par l'équipe pluridisciplinaire sur le rôle du CC, le profil et les exigences de chaque poste. Enfin, le village désignait librement les membres du CC par consensus.

## **2.2.2. Traitement des données**

Après les travaux de groupes, une restitution en plénière villageoise permettait de compléter ou d'amender le travail ainsi accompli. La restitution des travaux était faite par les rapporteurs en langue locale quand le besoin s'imposait. A l'issue des plénières, les travaux étaient adoptés par l'ensemble des intervenants. Le déploiement de ces différents outils en utilisant les deux méthodes susmentionnées a permis de dégager les résultats du présent rapport.

## **2.3. Consolidation des données du diagnostic et cartographie**

Cette phase s'est déroulée après celle de collecte et de consolidation au niveau local. Les équipes de planification ont harmonisé les données conformément au canevas que les équipes de la CRC/Littoral ont élaboré et mis à la disposition de l'OAL lors de leurs multiples passages de routine.

### **2.3.1. Rédaction du rapport**

La rédaction du rapport s'est faite selon une procédure mise sur pied par l'équipe pluridisciplinaire. Il s'agit en clair, d'une technique de rapportage progressive en fonction de l'avancement des travaux dans le respect du canevas de rapport obtenu auprès de la CRC/Littoral

### **3. PRESENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE**

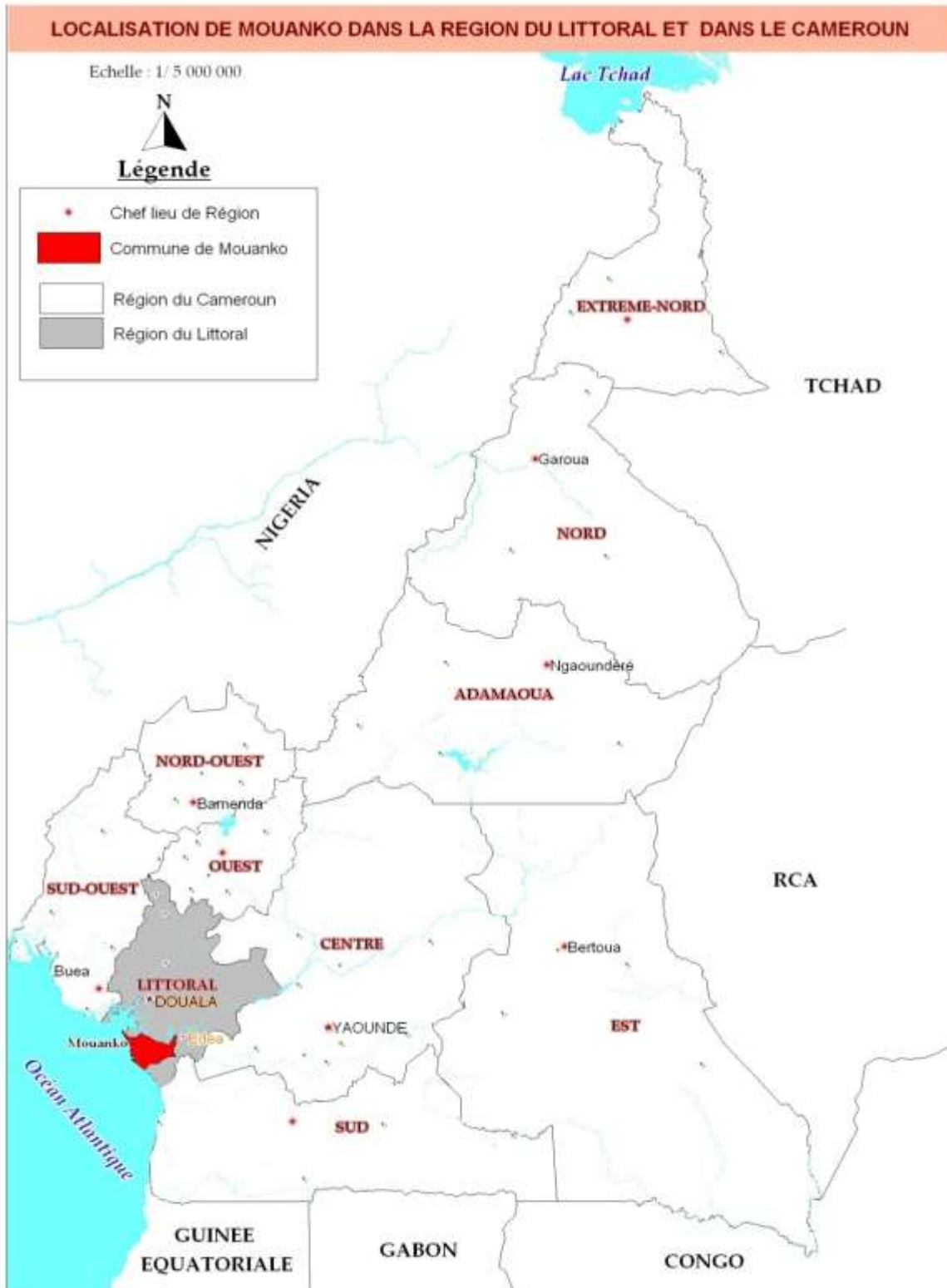
### 3.1. Localisation géographique.

La Commune de Mouanko est située dans la Région du Littoral et plus précisément dans le département de la Sanaga Maritime. Créée en 1977, elle couvre une superficie de 1378 Km<sup>2</sup>.et se situe entre 9°35 à 9°40 et 10°5 de longitude Est et 3°15 à 3°45 de latitude Nord.

Elle est limitée :

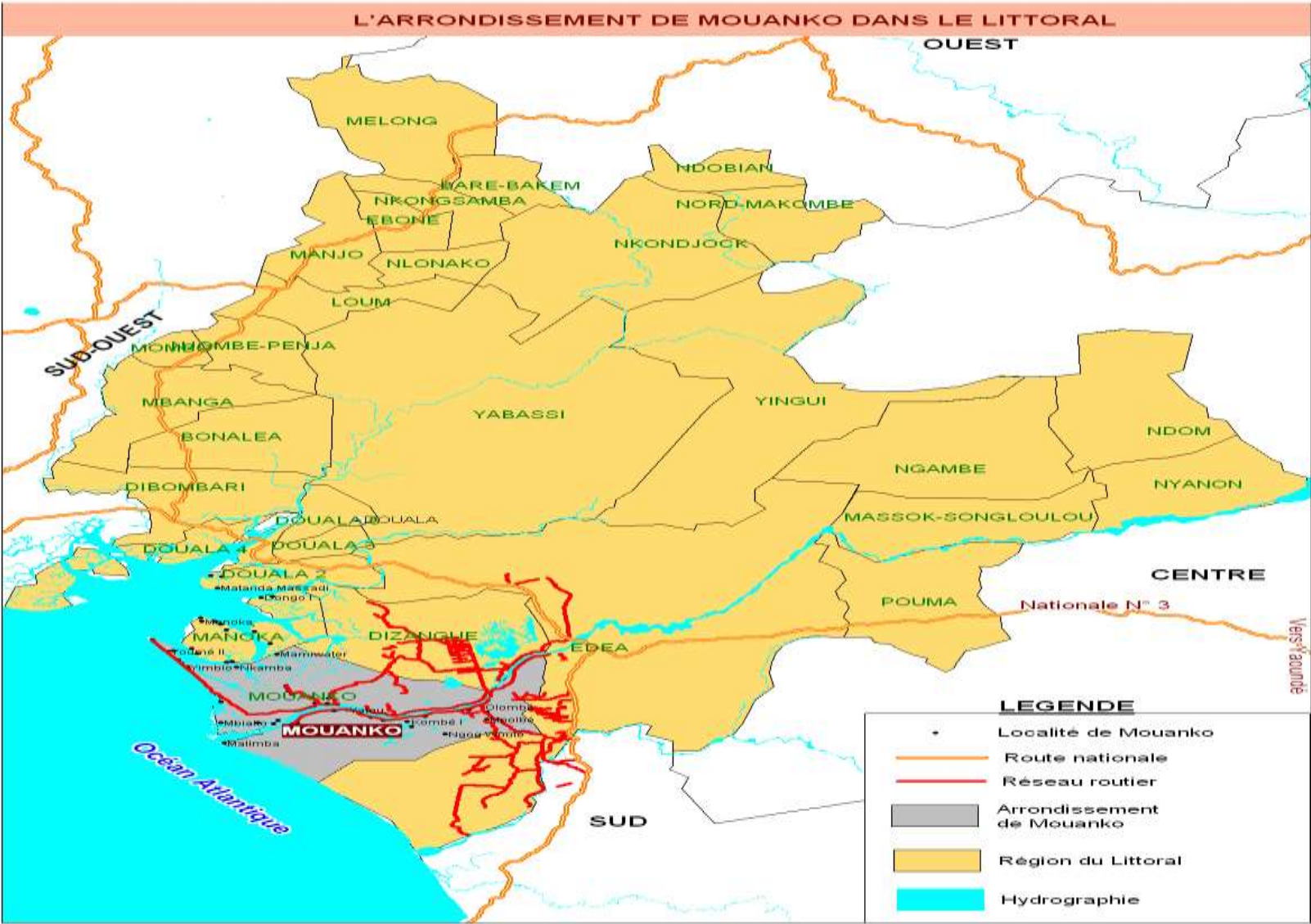
- Au Nord par l'arrondissement de *Dizangue*
- Au Nord-Ouest par l'arrondissement de Douala 6<sup>ème</sup> (Manoka) ;
- Au Nord-est, à L'Est et au Sud-est par celui d'Edéa ;
- A l'Ouest et au Sud par le département du Wouri ;
- Au Sud-ouest par l'Océan atlantique

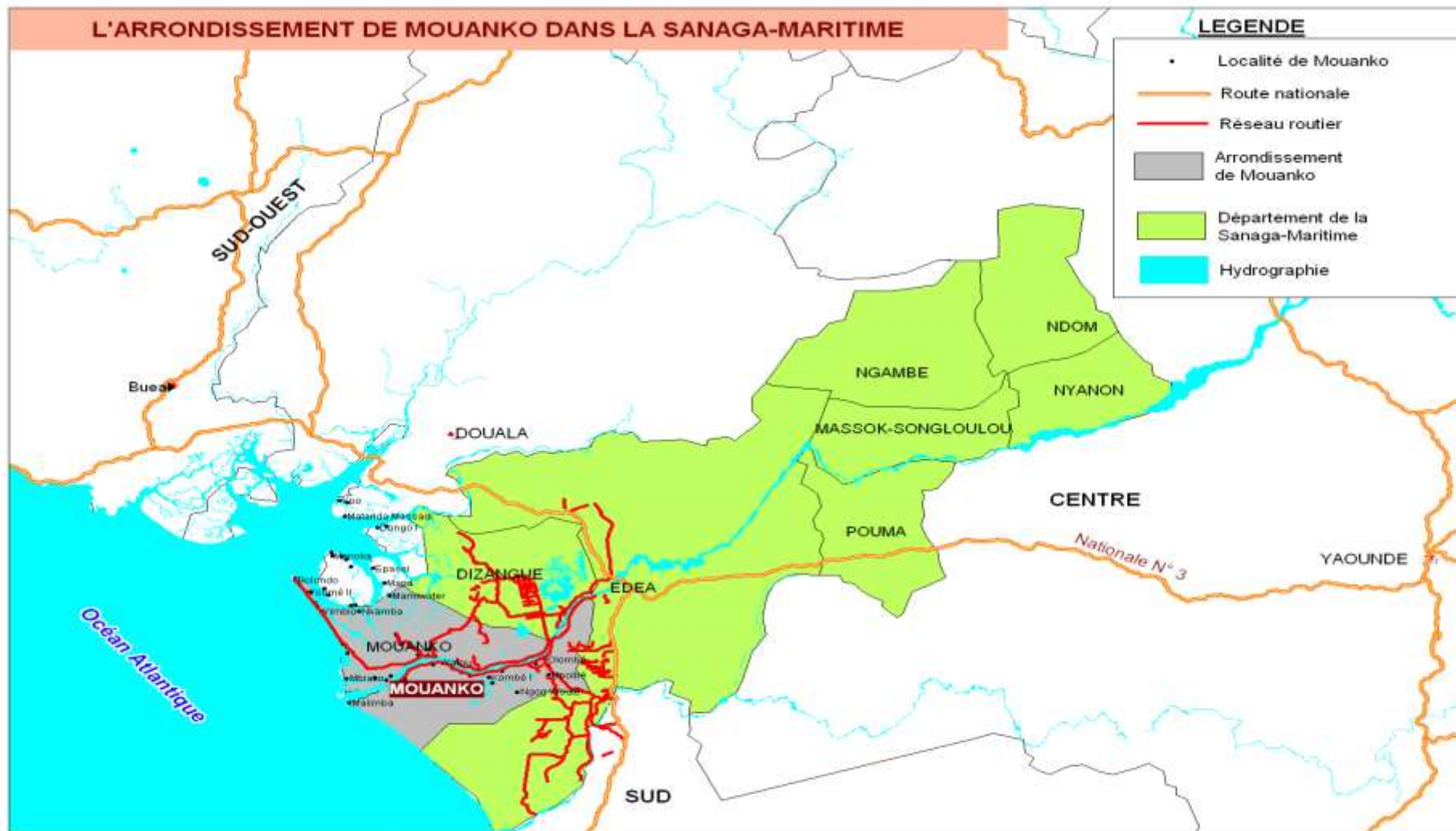
Localisation de la Commune de Mouanko dans le Cameroun

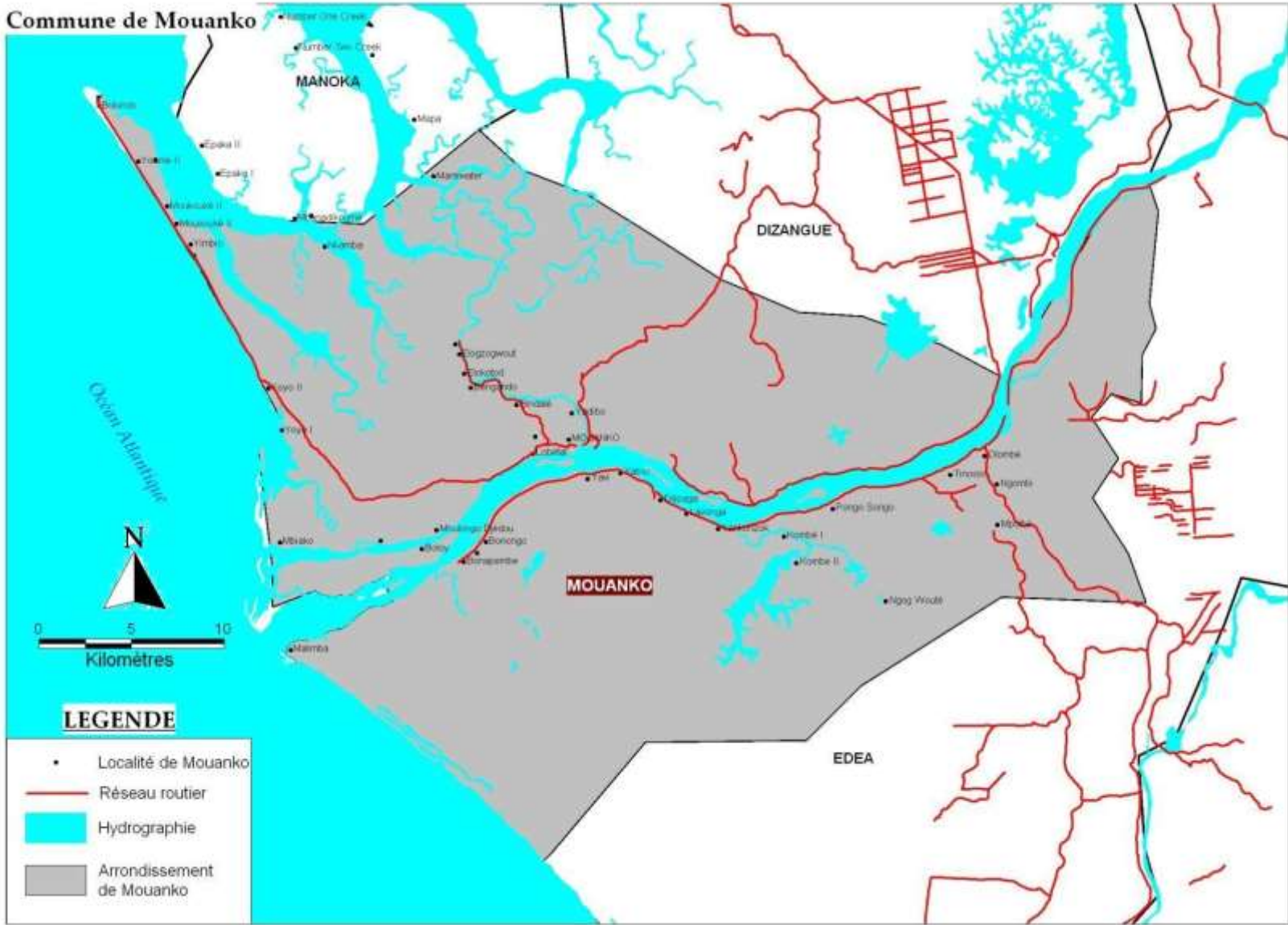


Source : données du DEUC, juillet 2011









## 3.2. Evolution historique de MOUANKO

Mouanko a été dotée d'une unité autonome ou plutôt semi-autonome en 1950. Il devient le district de Mouanko le 08 août 1959 puis, érigé en arrondissement le 14 novembre 1979. C'est ainsi que des structures étatiques et privées accompagnant ce nouveau statut ont été et continuent d'être créées dans la ville. Il s'agit notamment sur le plan administratif de la Sous- préfecture, du Collège d'Enseignement Secondaires aujourd'hui Lycée Bilingue, de la Brigade de gendarmerie, du Poste de Douane, du Poste agricole, du Poste de la forêt et de la faune, de la Conservation de la Réserve de Douala- Edéa, de la Délégation d'Arrondissement de l'Agriculture et du Développement Rural, de la Délégation d'Arrondissement de l'Elevage et de la Pêche, de l'Inspection de l'Education de Base, de la Perception Municipale, de la Perception du Trésor, du Centre Médical d'Arrondissement, du Centre de Santé Intégré de Malimba, des Centres de Santé de LOBETHAL, du bureau de Poste et de Télécommunications, de la création de Cantons autonomes Malimba at Yakalak de Mouanko. Citons entre autres l'existence des points d'eau (château d'eau, bornes fontaines, forages), des antennes de téléphonies mobiles MTN et Orange, de l'ONG Wildlife Conservation Society (CWCS) et des centres zootechniques.

Mouanko possède plusieurs types d'infrastructures, certaines de haute qualité, d'autres de moyenne importance. Les domaines couverts sont les suivants : Social, Communication, ouvrage d'art, routes, bâtiments publics et habitat public et particuliers, aires de jeux pour la jeunesse.

## 3.3. Milieu biophysique (climat, sol, relief, hydrographie, flore et faune, carte des ressources naturelles)

### 3.3.1. Les données biophysiques

#### ➤ Climat.

Il est de type équatorial à 04 saisons :

- Une grande saison sèche de mi-novembre à mi-avril,
- Une petite saison des pluies de mi-avril à mi-juin,
- Une petite saison sèche de mi-juin à mi-août,
- Une grande saison des pluies de mi-août à mi-novembre.

#### ➤ Relief.

Le relief de la zone est plat et constitué d'une partie de terre ferme tandis que l'autre partie (plus grande) renferme de terres inondées.

#### ➤ les sols.

De manière générale, les sols de Mouanko sont de type ferrallitique, hydromorphes sablonneux, de couleurs allant de brun rouge au noir. Ce sont des sols très profonds par la masse d'humus provenant de la flore nombreuse du fait d'une végétation abondante. Ils sont propices à l'agriculture et donnent de meilleurs rendements dans les zones où la jachère est de longue durée. Il faut souligner la présence des zones marécageuses et des zones inondées.

➤ **l'hydrographie.**

L'hydrographie de la localité de Mouanko est constituée de deux principaux cours d'eau :

- La Sanaga
- Un bras de la mer (océan atlantique)

➤ **la végétation.**

La végétation présente une diversification d'espèces avec une stratification complète des grands arbres jusqu'à la strate herbacée. Les principales essences exploitables existantes sont : le moabi, l'iroko, le fraquet, le bibolo, le bubinga, le beté et certains produits non ligneux utilisés en artisanat (le rotin, le raphia et ses dérivés, le bambou de chine et certaines lianes. Le reste de la végétation autour des maisons est faite de plantations et des champs vivriers, les jachères et les arbres fruitiers.

➤ **la faune.**

Le potentiel faunique est constitué des animaux de toute sorte allant des petits rongeurs aux espèces protégées. Quelques espèces sauvages fréquemment rencontrées sont entre autres : les rats, écureuils, singes, lièvres, porc-épic, antilopes, aulacodes, les serpents de plusieurs types (vipères, mamba vert, boa, couleuvre), etc. certains oiseaux (oiseau gendarme, colibri, épervier, perdrix, calao, pélican, touraco, martin pêcheur, toucan, corbeau, etc.)

Les espèces domestiquées sont : le chien, chat, mouton, chèvre, porc, la volaille.

### **3.3.2. Les unités écologiques.**

Les unités écologiques existantes sont :

- **La forêt** qui est principalement de type secondaire, signe d'une exploitation intense par les sociétés forestières légales et illégales, mais il existe des zones de forêts vierges au fur et à mesure qu'on s'éloigne de la zone d'habitation.

- **Les jachères** : ce sont les espaces cultivés et laissés en repos pendant un certain temps pour reconstitution du sol. Les jachères sont plus éloignées des habitations que les plantations et sont limitrophes avec des forêts. Les jachères sont vouées à l'établissement de la culture du palmier à huile qui est la principale source de revenu des populations de la Commune. Le temps requis pour une bonne jachère n'est pas respecté dans certaines localités à cause de la difficulté de préparation du sol par l'outillage rudimentaire ainsi que le manque de moyens nécessaires à l'abattage des grands arbres.

- **Les bas fonds** : la Commune de Mouanko présente des zones marécageuses et certains bas fonds propices à la culture maraîchère, bien que cette dernière ne soit pas dans les habitudes des populations. Notons néanmoins quelques individualités qui commencent à y émerger.

## **3.4. Le milieu humain**

Si l'on tient compte des données de l'histoire orale, on peut affirmer que la population de Mouanko est très ancienne. Cependant, l'exubérance de la végétation et le fait que l'activité principale des populations de la région fut pendant de nombreuses générations la

pêche, font que l'emprise de l'homme sur la nature reste insignifiante jusqu'à nos jours. Les populations de la Basse-Sanaga se rencontrent presque exclusivement le long des rives des rives de la Sanaga, de la Kwakwa et de l'Océan atlantique. Il existe également quelques villages à l'intérieur des terres notamment autour du lac Tissongo.

L'histoire de la localité est essentiellement basée sur les mouvements migratoires et l'implantation des groupes dans la localité, lesquels ont réclamé avec succès l'appartenance à la terre de Mouanko.

## Principales ethnies

### ➤ Les Malimba

Les Malimba seraient incontestablement les premiers à s'installer dans le secteur. Après la séparation avec les Duala à cause d'une histoire d'inceste, ils n'avaient pas tous pris la même direction. Toutes les traditions Malimba s'accordent sur ce sujet. Ils seraient des descendants de ILIMBE ou encore ILIMB'A MBEDI. D'aucuns les apparentent aux Douala dont ils seraient effectivement des cousins germains et très proches par la langue. Les Malimba forment de par leur origine trois groupes : **les Bongo**, les **Mal-Mbenguè** et les **Mal-Jedu**. C'est à la suite des guerres tribales que Mal-Mbenguè et Mal-Jedu ont été repoussés jusqu'à l'aval de la Sanaga par les **Yakalak** sur l'île de l'embouchure du bras principal de la Sanaga, à laquelle ils ont donné leur nom.

### ➤ Les Yakalak

Ils appartiennent au groupe ethnique dit "**Elog-Mpoo**", on les connaît plus sous l'appellation de "**Bakoko**", nom que leur auraient donné les Malimba. Ils sont venus de l'intérieur, sortis de ce fameux rocher historique "**Ngog lipondo**" encore appelé "**Ngog lituba**". Ils arrivent par la **Kwakwa** (comme leurs voisins Malimba) lors de la grande migration des Elog-Mpoo. Ils abordent à **Bémenguè** et s'étendent jusqu'à **Epollo** où ils rencontrent la Sanaga et les premiers occupants qui s'y trouvent (les Malimba). Ils les repoussent jusqu'à l'aval de la Sanaga, lieu qu'ils occupent de nos jours et qui s'étend désormais sur les rives gauche et droite de la Sanaga, de **Elog-Ngango** à **Epollo** en passant par **Olombè**, **Yankonzok** et **Yatou**. Une partie des **Dibongo** et **Olombè** est arrivée de **Yassoukou** par la rivière Dipombé. Leur arrivée dans le secteur remonterait à quatorze générations depuis leur ancêtre **KALKE MPAM A MPOO** dont ils portent le nom. Les Yakalak sont composés de trois grands groupes ; les plus importants de ces groupes et qui se disent descendre directement de KALKE sont les **Elog-Otot**, les **Ndog-Tounda** et les autres enfants de KALKE. Comme les Malimba, les Yakalak souffrent de l'émigration de leurs ressortissants. C'est ainsi que depuis longtemps d'ailleurs, beaucoup de familles, ont quitté ce secteur pour s'installer à Songueland dans l'arrondissement de Dizangué et à Ekité, sur la rive de la Sanaga opposée à la ville d'Edéa. Pêcheurs et payeurs de métier, les Yakalak sont cependant plus agriculteurs que leurs voisins Malimba.

### ➤ Les Pongo-Songo

Arrivés après les Yakalak et les Malimba, les Pongo-Songo descendent eux aussi d'une tribu Banjué (comme les Malimba) ; issus de ESSONGO, fils de MBEDI (sont cousins des Duala et Malimba). Ils seraient venus par la mer et auraient d'abord, pendant longtemps, vécu mélangés aux Batanga de petit-Batanga sur la rive gauche de l'embouchure du Nyong à la Sanaga. Pratiquant la pêche maritime et surtout fluviale, les Pongo-Songo découvrirent par les criques et les marécages qui relient le Nyong à la Sanaga, le grand **lac Tissongo**.

De là, continuant leur exploration, ils aboutirent sur la Sanaga et s'installèrent sur la rive gauche de ce grand fleuve entre Olombé et Yankonzok plus précisément dans les villages de Pongo-Songo I et II. En face de ce qui est devenu par la suite la mission catholique de Marienberg.

Bien qu'administrativement rattachés au canton Yakalak avec lequel ils entretiennent de bonnes relations traditionnelles, les Pongo-Songo sont cependant, par la langue et l'organisation sociale traditionnelle, plus proches des Malimba. Comme chez ces derniers, leur territoire est constamment inondé ; aussi, les Pongo-Songo élèvent-ils des digues. C'est alors que dans le souci de trouver des terres fermes, ils émigrent. C'est ainsi qu'ils ont créé le grand village de **Pongo-Pitti** à Dizangué (sur l'axe Edéa-Dizangué). Comme leurs voisins Malimba et Yakalak, ce sont des pêcheurs et payeurs de métier, mais qui s'adonnent en outre à l'agriculture (bananier, taro, igname) du fait de la fertilisation annuelle de leurs berges par les inondations de la Sanaga. Malgré le brassage que l'on perçoit facilement, les trois peuples conservent une conscience très nette de leur originalité et de leur particularité. On le constate notamment dans les langues de cultes et la constitution des équipes de pêche. Il était très rare de rencontrer des équipes de pêche mixtes Yakalak-Malimba, Malimba-Pongo ou Pongo-Yakalak.

Le temps ayant atténué voire effacé les anciennes palabres et guerres tribales, de nombreux mariages se nouent indifféremment entre les jeunes garçons et les jeunes filles de ces trois groupes ethniques. Chacun des peuples conserve jalousement et perpétuellement dans la mémoire des jeunes générations le souvenir de son passé. Cette « pseudo animosité », qui régnait jadis, ne s'exprime en fait de nos jours que dans quelques chansons populaires et dans **les lazzis**. On assiste ainsi à la naissance d'une société de parenté à plaisanterie comme il en existe dans d'autres régions d'Afrique.

#### ➤ **Les étrangers et allogènes**

L'arrivée des nigériens dans la localité remonte aux années 1950. Dès 1970, on évalue leur nombre à 1000 habitants environ. Aujourd'hui, ce nombre serait passé à 3 000.

#### ✓ **Les allogènes**

Ils sont constitués de fonctionnaires camerounais travaillant à Mouanko, mais aussi de quelques **Bassa, Ewondo** et **Yambassa** qui, pour des raisons historiques (notamment du temps du commerce des esclaves) se sont définitivement installés ici. On y trouve en outre une forte communauté des **Bakwéri** originaires des régions du Nord-Ouest et Sud-ouest travaillant surtout dans les palmeraies. Quelques ressortissants des régions du Nord Cameroun viennent compléter ce tableau avec en bonne place, une forte colonie des **Mousgoum** dont l'implantation à Youmé I est très récente.

### **Religion**

Elle occupe une place de choix dans le paysage socioculturel de Mouanko. On y rencontre une multitude des églises dites de réveil notamment sur la bande côtière (Malbengue, Yoyo I et II, Bolondo, Souellaba... L'islam est aussi présent notamment à Yoyo. Les Eglises dites instituées, l'islam, le catholicisme, l'Eglise Presbytérienne Camerounaise et l'Eglise Baptiste encadrent aussi une bonne tranche de la population.

## **Principales activités économiques**

L'économie de la Commune de Mouanko repose essentiellement sur les secteurs productifs :

### **a) La pêche**

Elle occupe 90% de la population active. Elle est la principale activité des populations. Traversée par la Sanaga et ouverte sur l'Océan atlantique, la Commune de Mouanko dispose en outre de nombreux cours d'eau et lacs qui constituent autant d'atouts pour la pratique de la pêche. Elle est pour ainsi dire la principale source de revenus des populations riveraines qui pratiquent la pêche de subsistance. La pêche semi-industrielle est pratiquée par les immigrés ouest-africains (ghanéens, béninois et nigériens). Les différentes espèces pêchées sont : les machoirons, les mullets, les athanaloses, les carpes, les ceintures, les raies, les aloses, les silures, les huîtres...

### **b) L'élevage.**

Elle est une activité embryonnaire et de subsistance.

### **c) l'exploitation des ressources naturelles.**

**Le sable** : Malgré le potentiel énorme dans le domaine, l'exploitation du sable reste une activité mineure et désorganisée, ce qui entraîne d'ailleurs un manque à gagner pour la Commune. Abée, Yadibo I et Lobethal, Mouanko centre... sont les zones les plus concernées par cette activité.

**Les coquillages** : Elles sont consécutives à la pêche des huîtres et comme telles, elles occupent près de 90% de la population. Elles sont revendues principalement à Douala dans les provenderies. Comme le sable, cette activité reste individuelle et familiale.

**Les terres arables** : elles sont principalement exploitées pour des fins agricoles soit pour l'agriculture de subsistance par les populations riveraines, soit par les agro-industries (SAFACAM et SOCAPALM) pour les besoins de leurs activités. Les principales spéculations sont : les tubercules, la banane plantain, le cacao, le palmier à huile... en dehors des agro-industries, quelques producteurs se sont organisés en GICs et en Associations.

**Les produits forestiers non ligneux** : Principalement les lianes et le bambou de chine qui sont exploités de façon anarchique pour la fabrication du petit matériel de pêche ou revendus à Douala.

**Les arbres** : Les fromagers, Ayous, Fraké... 80% de la superficie de Mouanko étant située sur la réserve Douala-Edéa, l'exploitation des forêts est essentiellement le fait du braconnage.

### **d) la chasse.**

La chasse pratiquée à Mouanko est de type traditionnel et le produit issu de l'activité est voué plus à la consommation qu'à la commercialisation. Elle se pratique soit avec les pièges ou encore à la course. Les services en charge des questions de la protection des espèces veillent à la gestion de la faune de la localité.



**e) Le commerce et les activités économiques :**

Il existe deux principaux marchés périodiques à Mouanko notamment à Epollo et Yoyo. On y retrouve exclusivement des produits issus de la pêche (70%) et l'agriculture (30%).

**f) L'épargne et le crédit :**

C'est une activité qui reste embryonnaire au sein de la Commune. Elle est surtout le fait de quelques tontines familiales. Néanmoins, le bureau des postes offre entre autres des prestations dans le domaine (transferts d'argent à travers le service MELO et Western Union, les comptes d'épargne). L'absence de micro finance est une entrave au développement de la Commune.

**g) Le tourisme :**

Les potentialités touristiques de la Commune de Mouanko sont incommensurables : Le tourisme balnéaire peut se développer sur les 100 km de plages de la côte atlantique et sur les berges de la Sanaga. L'estuaire du Wouri offre une vue d'une beauté inouïe au visiteur et est propice à la pratique des sports nautiques. Dans le même ordre d'idée, il faut signaler l'existence de nombreux lacs, qui sont autant d'attractions à l'instar du lac Tissongo. Sur le plan culturel, Mariemberg porte d'entrée de l'Eglise Catholique au Cameroun est tout un symbole. En effet, cette région regorge en même temps des vestiges de la traite négrière au Cameroun et peut devenir une véritable île de Gorée pour notre pays.

Enfin, nous l'avons dit, 80 % de la superficie de Mouanko est constituée de la réserve Douala-Edéa. Il s'agit d'une réserve forestière propice au développement de l'écotourisme. Malheureusement, tout ce potentiel touristique reste inexploité et en état de friche. L'infrastructure hôtelière est quasi inexistante. A peine 20 chambres sont disponibles au centre ville. Une première réponse à cette situation criarde viendrait peut être des investissements actuellement réalisés par M. PAMSI, une élite de la place.

### 3.5. Principales infrastructures par secteur

#### 1. *Education de base.*

L'Education de base dans la Commune de Mouanko se fait à travers 12 écoles primaires publiques, et 02 écoles confessionnelles réparties dans l'espace urbain et dans 11 villages de la manière suivante :

**Tableau n° 1 : Infrastructures scolaires du secteur de l'Education de base**

<b>Etablissement scolaire</b>	<b>Localité</b>
<b><i>Ecoles primaires publiques</i></b>	
Ecole Primaire	Maldjedou
Ecole Primaire	Youmé II
Ecole Primaire	Bolondo
Ecole Primaire	Yatou
Ecole Primaire	Dibongo
Ecole Primaire	Pongo-Songo
Ecole Primaire	Nseppe
Ecole Primaire	Elog-Otot
Ecole Primaire Bilingue	Yoyo 1
Ecole Primaire Bilingue	Yoyo 2
Ecole Primaire Bilingue	Mbiako
Ecole Primaire	Mouanko
<b><i>Ecoles confessionnelles</i></b>	
EP CEBEC	Lobethal
Ecole Catholique	Mariemberg

**Source : données du DEUC et du DPNV, juillet-septembre 2011**

Pour ce qui est de l'enseignement secondaire, technique et de la formation pratique professionnelle, les infrastructures se présentent tel qu'il suit :

**Tableau n° 2 : Infrastructures scolaires du secteur de l'enseignement secondaire, technique et de la formation pratique professionnelle,**

<b>Etablissement scolaire</b>	<b>Localité</b>	<b>Observation</b>
Lycée	Mouanko ville	Insuffisance d'établissements d'enseignement secondaire, technique et professionnel, d'enseignants et d'équipements ; abandon des classes par les élèves pour récolte des palourdes, longues distances à parcourir par les élèves
SAR/SM		
CETIC		

**Source : données du DEUC et du DPNV, juillet-septembre 2011**

## 2. **La Santé publique.**

La santé publique dans la Commune de Mouanko reste une préoccupation majeure en raison notamment d'une couverture sanitaire encore très faible, d'un déficit de personnel médical qualifié et d'un plateau technique embryonnaire. Les infrastructures existantes sont les suivantes :

**Tableau n° 3 : Infrastructures sanitaires de la Commune**

<b>Etablissement sanitaire</b>	<b>Localité</b>	<b>Observation</b>
Centre Médical d'Arrondissement	Mouanko ville	Etablissements de santé appartenant au public
Centre de Santé Intégré	Malimba Océan	
Centre de Santé Intégré	Olombé	
Centre de Santé Intégré	Elog Ngango	
Centre de Santé Intégré	Mbiako	
Centre de Santé Intégré	Dibongo	
Centre de Santé Intégré	Yatou	Etablissements de santé appartenant au privé
Centre de Santé	Yoyo II	
Centre de Santé	Youmé II	Centre de Santé privé confessionnel
Centre de Santé	Mariemberg	
Centre de Santé	Lobethal	

**Source : données du DEUC et du DPNV, juillet-septembre 2011**

### 3. Les moyens de communication et de télécommunication.

La Commune de Mouanko dans son entièreté reste très peu couverte par les réseaux téléphoniques. Le tableau suivant présente les opérateurs actuellement présents dans la Commune :

**Tableau n°4 : Infrastructures de communication et de télécommunication de la Commune**

Opérateur	Localité	Observation
<b>Téléphonie mobile</b>		
MTN	Mouanko ville	Opérateurs privés ; faiblesse des signaux des réseaux MTN et ORANGE pour la connexion au NET
ORANGE	Mouanko ville	
<b>Transfert d'argent et recharge de crédit de communication</b>		
CAMPOST	Mouanko ville	Construction d'une télé centre communautaire et d'un pylonne pour la réception des signaux CDMA à Yoyo II ; existence de quelques propriétaires de Call box
<b>Communication</b>		
CRTV	Mouanko ville	Média d'Etat mais accès difficile de tous les villages aux informations nationales
RFI, Voix de l'Amérique, Africa n°1, Radio Malabo ...	Mouanko et ses environs	Diffusion de nombreux médias étrangers et présence des antennes VSAT chez les personnes fortunées

Source : données du DEUC et du DPNV, juillet-septembre 2011

### 3. Le réseau routier

Les routes de la Commune de Mouanko se répartissent en deux types : les routes en terre classées et celles en terre non classées. Le tableau ci-après présente la liste non exhaustive de ces infrastructures routières

**Tableau n° 5 : Infrastructures routières de la Commune**

Axes routiers	Distance	Observation (Etat)
<b>Routes en terre classées</b>		
Dizangué-Mouanko	54 kms	Axe régulièrement entretenu dans ses parties que couvre la société SOCAPALM
Mouanko-Yoyo	22 kms	Axes pistes rurales abandonnés et non entretenus
Edéa-Pongo-Songo	35 kms	
Dizangué-Mariemberg	25 kms	
<b>Routes en terre non classées</b>		
Mouanko-Malimba	13 kms	Axes pistes rurales abandonnés et non entretenus
Mouanko-Elogotot	08 kms	
Mariemberg-Mbanga	05 kms	
<b>Autres axes nécessitant le désenclavement</b>		
Edéa- Mouanko-Yoyo	80 kms environ	Axe régulièrement entretenu dans ses parties que couvre la société SOCAPALM
Edéa-Yavi	40 kms environ	Axes pistes rurales abandonnés et non entretenus
Yavi Via Pongo-Songo-Yoyo-Souellaba	15 kms environ	
Mouanko-Elogzogwout	10 kms environ	
Epollo-Mariemberg	15 kms environ	

Source : données du DEUC et du DPNV, juillet-septembre 2011

**Photo n°4 : Réseau routier de Mouanko : une des entraves au développement de la municipalité.**



Source : Photo PROMAC, juillet 2011

#### 4. Le réseau hydro-électrique

Le réseau hydro-électrique de Mouanko est dense. Il existe en effet, au-delà de l'Akwa kwa et des deux rives de la Sanaga, plusieurs bas fonds, criques, lacs et marécages non exploités.

**Tableau n° 6 : Infrastructures du secteur de l'Energie et de l'Eau**

Infrastructure	Localité	Observation
<b>Centrales thermiques</b>		
Transformateur appartenant à AES Sonel	Mouanko ville	Faible capacité (besoin important de connexion de toute la Commune au réseau AES Sonel)
Transformateur appartenant au privé	Yoyo I et II	
<b>Réseau hydraulique</b>		
Forage	Elogotot	
Forage	Yoyo	
Forage	Mbiako	
Forage	Moulongo	
Forage	Abée	partenariat Mouanko-Alucam
Forage	Lycée de Mouanko	Manuel
Forage	Marché Epollo (Abée)	
Forage	Yadibo	
Forage	Mission Catholique Yadibo I	
Forage	SAR/SM Mouanko ville	
Borne fontaine	Mouanko ville	
Borne fontaine	Lobethal	
Borne fontaine	Eglise Evangélique du Cameroon/Lobethal	
Borne fontaine	Stade /Lobethal	
Borne fontaine	Stade /Lobethal	
Borne fontaine	Chefferie Lobethal	Non fonctionnel
Borne fontaine	Mouanko ville	Non fonctionnel
Puits	Yadibo II	Non fonctionnel
Puits	Yadibo II	Non fonctionnel
Puits et Château d'eau	Yadibo (Résidence PAMSI)	
Puits et Château d'eau	Yadibo (Résidence PAMSI)	
Puits et Château d'eau	Yadibo (Résidence PAMSI)	
Château d'eau	Carrefour Lobethal	
Château d'eau	Mouanko ville	

Source : données du DEUC et du DPNV, juillet-septembre 2011

## 5. Les infrastructures de Tourisme et de Loisirs

Il s'agit d'un domaine encore en état de friche ; néanmoins, l'on dénombre quelques infrastructures touristiques qui restent non valorisés et enclavés. Le tableau ci-après ressort la liste des dites infrastructures.

**Tableau n° 7 : Infrastructures du secteur du Tourisme et de Loisirs**

Infrastructure touristique	Localité	Observation
<b>Tourisme</b>		
Auberge la Grace	Mouanko ville	
Auberge le repos du pêcheur	Epollo (Abée)	
Auberge	Yoyo	
Résidence Hôtelière PAMSI	Yadibo	Seule structure digne de ce nom
Sanctuaire de pèlerinage de l'Eglise Catholique	Mariemberg	Présence des vestiges de la traite négrière au Cameroun
Lac	Tissongo	Offre beaucoup d'attractions
Réserve forestière	Douala-Edéa	Favorable à l'écotourisme
L'estuaire	du Wouri	Propice à la pratique des sports nautiques
Tourisme balnéaire	Côte Atlantique et berges de la Sanaga	Sur 100 kms de plage
<b>Aires de jeu</b>		
Centre d'accueil de la jeunesse et d'animation et stade de football	Yadibo I	Insuffisamment exploité

Source : données du DEUC et du DPNV, juillet-septembre 2011

## 6. Les infrastructures marchandes

La Commune de Mouanko dispose de quelques infrastructures marchandes. Le tableau ci-après présente ces infrastructures.

**Tableau n° 8 : Infrastructures marchandes de la Commune**

Désignation	Localité	Observation
Centre commercial	Mouanko/centre ville	Cinq (05) débits de boisson, trois (03) échoppes et trois (03) cafétérias
Marché périodique communal	Epollo	Quinze (15) boutiques et deux (02) hangars
Centre commercial	Yoyo I et II	Plusieurs boutiques, échoppes et ventes à emporter
Marché périodique		Vente des produits de tout genre.

Source : données du DEUC et du DPNV, juillet-septembre 2011

## 7. Les infrastructures culturelles

**Tableau n° 9 : Infrastructures culturelles**

Désignation	Localité
Mission Catholique	Yadibo I
Eglise Evangélique du Cameroun	Yadibo
l'Eglise Presbytérienne Camerounaise	
l'Islam	Yoyo
l'Eglise Baptiste	
Les Eglises dites de réveil	Malbengue, Yoyo I et II, Bolondo, Souellaba

Source : données du DEUC et du DPNV, juillet-septembre 2011

## 8. Les infrastructures administratives

**Tableau n° 10 : Infrastructures administratives**

Désignation	Localité
Sous-préfecture	Mouanko
Mairie	
Chefferie Supérieure	
Chefferie de 2 <sup>e</sup> degré	
Chefferie de 3 <sup>e</sup> degré	
Perception municipale	
Perception du Trésor	
Tribune servant de place de fête	
Bureau de postes et de Télécommunications	
Bureau de Poste de la Forêt et de la Faune	
Conservation de la Réserve	
Délégation de l'Agriculture et du Développement Rural	
Délégation de l'Elevage et de la pêche	
Promotion de la Femme et de la Famille	
Inspection de l'Education de Base	
Bureau de Poste Agricole	
Brigade de gendarmerie	
Bureau de douane	

Source : données du DEUC, juillet 2011



### 3.6. Principales potentialités et ressources de la Commune

La Commune de Mouanko regorge d'un certain nombre d'atouts et de potentialités, mais aussi de nombreuses contraintes que l'on retrouve dans le tableau qui suit.

**Tableau n°11 : Potentialités, ressources et contraintes de la Commune**

Secteur	Potentialités	Ressources	Contraintes
<b>Transport</b>	-Proximité avec les villes de Douala et d'Edéa ; -routes en terre quasi praticables en saison des pluies	-Marchés d'approvisionnement et d'écoulement des produits agricoles et maritimes.	Enclavement de la zone ; -absence d'infrastructures de stockage et de conservation des produits de pêche
<b>Tourisme et Loisirs</b>	-Proximité à la mer présence permanente de nombreux cours d'eau	-Disponibilité des produits maritimes et des sites touristiques (lac Tissongo Mariemberg etc)	-Possibilité de développer l'écotourisme et le tourisme rural. -absence d'infrastructures de loisirs (salles de cinéma, vidéo club)
<b>Agriculture et Développement Rural</b>	-Conditions agro-écologiques favorables à la pratique de nombreuses spéculations agropastorales	-Terres arables, et hydromorphes,  -pluviométrie élevée, - couvert végétal important ;	-Exploitation archaïque et anarchique des terres ; - l'exode rural des jeunes ;  -faible encadrement des producteurs ;  -absence de techniques culturales modernes et d'un système de gestion durable des ressources foncières et forestières
<b>Elevage, Pêches et Industries Animales</b>	-Possibilité de développer la pêche industrielle, semi industrielle et la pisciculture ;  -Conditions favorables de développement de l'élevage des espèces non conventionnelles et de préservation de l'écosystème	-Disponibilité des produits maritimes ; -disponibilité des espèces fauniques à apprivoiser et à élever. -existence d'une ferme de 500 poulets à Ndogmogo	-Absence d'un système de gestion durable des ressources maritimes ;  Techniques de pêche traditionnelles ;  -absence d'établissements financiers au sein de la Commune ;  -absence d'élevage à grande échelle
<b>Environnement et Protection de la Nature et Développement Durable</b>	- Produits forestiers non ligneux et de la mangrove	-Disponibilité des espèces émergents et des essences forestières rares.	-Absence de structuration et de formation des producteurs des espèces émergents et des essences forestières rares -exploitation abusive de la mangrove
<b>Culture</b>	Zone de rencontre et d'échange de culture	-Population nombreuse et diversifiée ;  -main d'œuvre importante,	-Quelques conflits enregistrés entre populations autochtones et certains allogènes, -leadership négatif ; -manque de dynamisme et d'initiative concertées ;
<b>Commerce</b>	- Produits de pêche et de l'agriculture	-Existence de quelques infrastructures marchandes	-Absence des infrastructures socio-économiques notamment les marchés, les gares routières, les magasins etc.

Source : données du DPNV août-septembre 2011

## **4. SYNTHÈSE DES RESULTATS DU DIC**

## 4.1. Synthèse du DIC

**Tableau n°12 : Forces et faiblesses de la commune**

Domaines	Forces	Faiblesses
<b>Ressources humaines</b>	<p>-Jeunesse du personnel de l'exécutif communal ;</p> <p>-présence au sein du Conseil municipal de personnes avec un background avéré ;</p> <p>-présence d'un chef de l'exécutif communal et d'un Secrétaire général diplômé du cycle I et II du CEFAM;</p> <p>-parité genre respecté au sein du personnel de l'exécutif communal</p>	<p>-Absence de référence au code de travail en vigueur ;</p> <p>-insuffisance d'un personnel qualifié</p> <p>-mauvaise gestion des compétences du personnel ;</p> <p>-sous-effectif du personnel de l'exécutif communal ;</p> <p>-absence d'informations complètes sur les conseillers municipaux ;</p> <p>-absence d'une planification des ressources humaines;</p> <p>-faible niveau de formation sur la gestion communale ;</p> <p>-absence d'organisation de l'exécutif communal;</p> <p>-rémunération du personnel de l'exécutif communal peu compatible avec les niveaux d'étude et de formation ;</p> <p>-faible intérêt et implication des conseillers municipaux à la gestion de la Commune ;</p> <p>-sous représentativité des couches de populations majoritaires au conseil municipal (Femmes, jeunes) ;</p> <p>-non représentativité des allogènes au sein du Conseil municipal ;</p> <p>-déficit de collaboration entre l'exécutif communal et le service de la comptabilité matières ;</p> <p>-existence de postes de responsabilité vacants;</p> <p>organigramme de la Commune peu fonctionnel ;</p> <p>- absence des stages de formation et de perfectionnement du personnel</p>

<p><b>Ressources financières</b></p>	<p>Existence d'un bureau de l'assiette fiscale collaboration des chefs traditionnels et des autorités administratives à la réalisation des recouvrements ; recrutement d'un agent financier en cours ; existence d'une commission des recouvrements ; faible niveau d'endettement communal ;</p>	<p>-Absence d'un fichier des contribuables ; -insuffisance quantitative des recettes de recouvrement ; -insuffisance de ressources communales propres ; -absence de tableaux d'amortissement ; -disparités dans la rémunération salariale des personnels ; -budget de la commune orientée vers la consommation et le fonctionnement ; -retards dans l'approbation des résultats des exercices budgétaires ; -absence d'un receveur municipal titulaire ; (cumul du percepteur) ; -absence de créativité dans le sens de nouvelles opportunités de recettes ; insuffisance quantitative des recettes de recouvrement</p>
<p><b>Patrimoine communal</b></p>	<p>--Existence d'un service de comptabilité matières fonctionnel ; -existence d'un riche patrimoine communal ; - existence d'un parc immobilier; -existence du mobilier dans les bureaux -existence d'un parc automobile -existence d'une voirie municipale ; -réseau téléphonique interne en voie d'installation ; -connexion au réseau internet et existence d'un site web</p>	<p>-Insuffisance quantitative et qualitative des infrastructures communales ; -faible niveau d'exploration et d'exploitation du patrimoine communal -exigüité des services de la mairie ; -mauvaise gestion du patrimoine communal ; -insuffisance quantitative et qualitative des équipements de la Commune ; -absence de lotissement communal ; -vétusté du parc automobile ; -absence des structures d'accueil ; -dégradation de la voirie communale ; -absence d'installation téléphonique dans les services communaux ; -absence de connexion internet et d'un site web ;</p>

		-absence d'un réseau communal d'informations, de communication et de marketing ;
<b>Gestion des relations</b>	<p><b>-Existence des textes organiques et réglementaires :</b></p> <p>-organigramme de la Commune ;</p> <p>-loi n° 2004/017 et 2004/018 fixant les règles applicables à la décentralisation et aux Communes de 2004 ;</p> <p>-code du travail ;</p> <p><b>-Existence des documents du programme économique :</b></p> <p>-Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE);</p> <p>-Programme National de Gouvernance (PNG) ;</p> <p>-code des marchés publics ;</p> <p>-guide de planification locale et communale ;</p> <p>-bonne évolution des négociations avec le FEICOM pour la construction de l'hôtel de ville ;</p> <p>-sérénité dans les rapports avec les sectoriels et les chefs traditionnels ;</p>	<p><b>-Non application des textes organiques et réglementaires :</b></p> <p>-absence de Maire titulaire (1<sup>er</sup> Adjoint faisant office) ;</p> <p>-existence des postes vacants ;</p> <p>-nombre réduit des conseillers ;</p> <p>-irrégularité des tenues des sessions des commissions du conseil communal ;</p> <p>-organigramme de l'exécutif communal peu fonctionnel ;</p> <p><b>-Ignorance des documents de référence élaborés par le gouvernement :</b></p> <p>-Mesures gouvernementales contenus dans ces documents non entièrement appliquées ;</p> <p>-absence d'informations et de communication sur ces documents ;</p> <p>-faible sollicitation des services techniques par la Commune ;</p> <p>-absence d'un cadre de travail et de concertation permanente avec les opérateurs économiques, les corps de métiers et les couches vulnérables ;</p> <p>-absence de partenariat responsable entre la Commune et les partenaires au développement local) ;</p> <p>-absence d'un cadre de travail et de concertation permanente avec les chefs traditionnels ;</p> <p>-pas d'accord de jumelage, de partenariat ou de convention avec une autre commune ;</p> <p>-faible implication des élites aux affaires de la Commune</p>

Sources : Données DIC juillet 2011

La Commune de Mouanko recèle d'énormes potentialités mais également des contraintes. Celles-ci sont présentées dans le tableau ci après.

**Tableau n°13: Opportunités et contraintes de la Commune**

Désignation	Opportunités	Contraintes
<b>Ressources humaines</b>	Bonne connaissance des réalités locales; -bonne collaboration du personnel avec la hiérarchie ; -dévouement du personnel au travail ; -conscience professionnelle du personnel ; -présence d'un exécutif communal et d'un Secrétaire général formé au CEFAM	Faible disponibilité et motivation du personnel communal -difficulté des membres du Conseil municipal à résider à l'intérieur de l'espace communal ; -faible implication et rendement du personnel ; -difficulté d'accès aux formations, ou au recyclage ; -faible qualification du personnel communal ; -difficulté de gestion du personnel ; -ignorance des procédures administratives de gestion des personnels
<b>Ressources financières</b>	-Présence des forces de l'ordre dans les missions de recouvrement ; -présence de nombreux biens et services rentables pour la Commune ; -présence d'un personnel expérimenté et rompu à la tâche ; -existence d'une réglementation forte en matière de recouvrement ; -existence des moyens de recouvrement	-Baisse des dépenses d'investissement ; -malhonnêteté des contribuables ; -difficulté d'accès dans les zones enclavées; -difficulté de recouvrement des taxes et impôts -insuffisance des biens et services de production ; -faible mobilisation des ressources internes ; -retard dans les paiements de salaires des personnels ; -disparités dans les salaires des personnels
	-Construction en voie d'un Hôtel de ville ; -existence d'une diversité des ressources patrimoniales ;	-Exigüité et vétusté des locaux de la Commune ; absence de domaine foncier propre ; -absence d'attractions touristique

<p><b>Ressources patrimoniales</b></p>	<p>-existence de nombreux sites touristiques ; -existence d'une voirie municipale</p>	<p>-inexistence d'un PDU ; -dégradation de la voirie municipale -absence de bien immeuble ou meuble propre de valeur exploitable.</p>
<p><b>Gestion des relations</b></p>	<p>-Proximité de grandes agglomérations (Edéa, Douala) ; -mauvaise gouvernance locale ;  -mauvais état de la voirie municipale</p>	<p>-absence de jumelage avec d'autres communes ;  -déficit d'informations et de communication  -difficultés d'accès à l'information et à la communication ; -inexistence de partenariat formel avec les différents acteurs de développement -vie associative embryonnaire</p>

**Source : Données DIC juillet 2011**

Il en ressort les axes de renforcement de l'Institution Communale ci après :

**Tableau n°14 : Axes de renforcement de l'Institution Communale**

Désignation	Axes de renforcement
<b>Ressources Humaines</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Renforcement des capacités des ressources humaines de la Commune au travers des formations, des stages et des recyclages des personnels;</li> <li>-élaboration et mise en application d'un règlement intérieur ;</li> <li>-élaboration d'un manuel des procédures administratives, financières et comptables ;</li> <li>-amélioration de la gestion du personnel de l'exécutif communal par l'harmonisation de la rémunération salariale et l'instauration d'un meilleur système de motivation;</li> <li>-sensibilisation des conseillers à leurs rôles dans la gestion de la Commune ;</li> <li>-nomination des personnels dans les postes vacants de la Commune ;</li> <li>-gestion des carrières du personnel de l'exécutif communal ;</li> <li>-sensibilisation des conseillers à leurs rôles dans la gestion de la Commune ;</li> <li>-installation du réseau internet ;</li> <li>-acquisition des logiciels informatiques de gestion du personnel</li> </ul>
<b>Ressources financières</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Amélioration de la programmation budgétaire de la Commune ;</li> <li>-renforcement des ressources budgétaires de la Commune ;</li> <li>-réalisation d'un audit financier triennal ;</li> <li>-amélioration de la gestion des ressources budgétaires</li> <li>-création de nouvelles ressources financières de la commune ;</li> <li>-acquisition des logiciels informatiques de paie</li> <li>-renforcement du système de recouvrement des recettes communales ;</li> <li>-mise en place d'une stratégie d'investissement avec pour domaines prioritaires, la pêche, le tourisme et les transports.</li> </ul>
<b>Patrimoine communal</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Equiperment des services administratifs de la Commune ;</li> <li>-amélioration des conditions de travail du personnel de la Commune ;</li> <li>-construction des logements communaux ;</li> <li>-création d'un lotissement communal ;</li> <li>-renforcement du patrimoine communal ;</li> <li>-création des structures d'accueil, cases de passage et communautaires ;</li> </ul>



	<ul style="list-style-type: none"> <li>-équipement en matériel roulant et de bureau ;</li> <li>-mise en place d'un système de gestion du patrimoine communal</li> </ul>
<p><b>Gestion des relations</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Renforcement du cadre institutionnel de la Commune ;</li> <li>-développement des relations publiques avec les fournisseurs et autres parties prenantes ;</li> <li>-informatisation de la Commune ;</li> <li>-application effective des textes réglementaires régissant le fonctionnement des Communes et transfert des compétences ;</li> <li>-amélioration l'attractivité de la Commune dans la Région ;</li> <li>-développement des partenariats avec la Commune</li> <li>-amélioration de la communication de la Commune avec les structures déconcentrées de l'Etat ;</li> <li>-amélioration de la communication avec les chefs traditionnels, les élites et la population :</li> <li>-instauration d'un cadre de rencontre permanent de la Commune avec les acteurs au développement : autorités traditionnelles, élites, corps de métiers ;</li> <li>-amélioration de la communication entre la Commune de Mouanko et les autres Communes</li> <li>-sensibilisation de la population aux affaires de la commune</li> <li>-restructuration des organes du Conseil communal ;</li> <li>-renforcement des capacités d'organisation fonctionnelle de l'exécutif communal ;</li> <li>-renforcement de l'implication de la Commune à la vie sociale, culturelle et économique de la localité.</li> <li>-amélioration de la communication entre la Commune de Mouanko, les autres Communes et les structures déconcentrées de l'Etat ;</li> <li>-amélioration de la communication avec les acteurs de développement locaux, les chefs traditionnels, les élites et la population :</li> <li>-mise en place d'un cadre de concertation permanent avec les acteurs au développement : autorités traditionnelles, élites, corps de métiers e t couches vulnérables;</li> </ul>

Données du DIC, juillet 2011

## 4.2. Principaux problèmes, besoins identifiés et consolidés par secteur

**Tableau n°15: Principaux problèmes, besoins identifiés et consolidés par secteur**

N°	SECTEURS	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS
1	Education de base	Difficulté d'accès à une éducation de base de qualité	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insuffisance des établissements d'enseignement maternel et primaire ;</li> <li>- Vétusté des bâtiments existants ;</li> <li>- abandon de postes par certains enseignants,</li> <li>- Refus de rejoindre leur poste d'affectation ;</li> <li>- insuffisance de personnel enseignants qualifiés</li> <li>- manque de transparence dans la gestion des frais d'APEE</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Echecs scolaire ;</li> <li>- taux de déperdition scolaire élevé dans certains villages ;</li> <li>- grossesses précoces pour les jeunes filles ;</li> <li>- découragement</li> <li>Etc.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Création, construction et équipement des 4 EM et 1 EP dans les villages nécessitant et remplissant les conditions relatives à la carte scolaire ;</li> <li>-- construction de 05 salles de classe et de 12 bureaux de directeurs ;</li> <li>- réhabilitation de 10 salles de classe ;</li> <li>- application des sanctions aux enseignants qui abandonnent leurs postes d'affectation ;</li> <li>- affectation des 32 personnels enseignants qualifiés ;</li> <li>- construction de 35 logements d'astreinte ;</li> <li>- lisibilité dans la gestion des frais d'APEE</li> </ul>
2	Enseignements secondaires	Difficulté d'accès à l'enseignement secondaire	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insuffisance des établissements d'enseignement secondaire ;</li> <li>- Coût élevé de la scolarité ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Déperdition scolaire</li> <li>- abandon des classes ;</li> <li>- mariages précoces ;</li> <li>- exode scolaire</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Construction et équipement de 05 ateliers au CETIC de Mouanko ;</li> <li>- création d'un CES à Yoyo, à Bongo et à Boloy ;</li> <li>- création d'un CETIC à Bongo et à Mariemberg ;</li> </ul>
3	Enseignement supérieur	Difficulté d'accès à l'enseignement supérieur	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Inexistence d'un établissement d'enseignement supérieur</li> <li>- absence de promotion de l'enseignement supérieur de la part des élites</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Retard dans le développement de la localité ;</li> <li>- exode scolaire ;</li> <li>- abandon des études ;</li> <li>- reconversion à l'agropastoral ou aux AGR</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Création d'un établissement de l'enseignement supérieur des métiers de pêche à Mouanko;</li> <li>- organisation d'un séminaire de sensibilisation des élites sur la promotion de l'enseignement supérieur à Mouanko</li> </ul>
4	Santé publique	Difficulté d'accès aux soins de santé	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Absence dans la quasi-totalité de villages de structures de santé</li> <li>- vétusté et sous équipement des établissements existants ;</li> <li>- sous équipement et rupture des produits médicaux ;</li> <li>- absence de fosse d'incinération ;</li> <li>- - pauvreté des populations ;</li> <li>- manque de soins préventifs ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mortalité maternelle et infantile élevée ;</li> <li>- récurrence des maladies ;</li> <li>- épidémies</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Création de 04 CLS à Mbiako, Yoyo, Youmé II et Yatou ;</li> <li>construction et équipement de 04 CSI à Yoyol, Mbiako, Youmé II et Elogngango ;</li> <li>- construction et équipement du CMA de Mouanko et à Nkankazok ;</li> <li>- réhabilitation et équipement du CMA de Mouanko ;</li> <li>- réhabilitation du CSI de Malimba Océan ;</li> </ul>

			<ul style="list-style-type: none"> <li>- - absence de groupe électrogène ;</li> <li>- insuffisance notoire en personnel sanitaire ;</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>- équipement et approvisionnement de la propharmacie du CMA de Mouanko ;</li> <li>- dotation d'un incinérateur au CMA de Mouanko ;</li> <li>- dotation de 09 groupes électrogènes (Mouanko, Elongango, Mbiako, Yoyo II, Olembe Youmé II, Dibongo, Malimba Océan et Yatou ;</li> <li>- organisation de trois campagnes de vaccination ;</li> <li>- recrutement et affectation de 06 personnel sanitaire Yatou (02), Olombé (02), Dibongo (02),</li> </ul>
5	<b>Agriculture et Développement Rural</b>	Faible productivité agricole	<ul style="list-style-type: none"> <li>--Absence de structures d'encadrement ;-</li> <li>- difficultés d'accès aux intrants et produits phytosanitaires ;</li> <li>- déficit d'assistance technique</li> <li>- nouveaux parasites des plantes ;</li> <li>- pratique de techniques agricoles traditionnelles ;</li> <li>- poids des traditions favorisant le conservatisme des anciennes conceptions et pratiques ;</li> <li>- rareté des terres cultivables ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Baisse drastique de la production ;</li> <li>- baisse du revenu des familles</li> <li>- abandon de l'activité agricole</li> <li>- famine des populations ;</li> <li>- pauvreté des populations</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Création de 02 postes agricoles à Bongo et Dibongo,</li> <li>-construction d'un magasin de commercialisation des intrants et produits phytosanitaires à Mouanko ;</li> <li>- acquisition de 04 motos Tout Terrain pour l'assistance technique de la DADR;</li> <li>- mise sur pied d'une pépinière municipale à Mouanko</li> <li>- organisation de 02 formations et recyclages aux techniques agricoles modernes (manioc) à Yavi et à Dibongo ;</li> <li>-subvention et octroi des nouveaux plants et semis améliorés (palmier à huile) ;</li> <li>-- transformation de la réserve en parc et création d'une forêt communautaire à Yadibo II ;</li> </ul>
6	<b>Pêches et Industries Animales</b>	Déficit organisationnel	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Manque de structure d'encadrement des pêcheurs et éleveurs;</li> <li>- absence d'esprit d'association</li> <li>- - ignorance de techniques de pêche et d'élevage modernes;</li> <li>- Ignorance de l'existence des programmes et projets de promotion des activités d'élevage ;</li> <li>- manque de financements pour la promotion des activités de pêche et d'élevage ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Quasi inexistence d'unité de production d'espèces conventionnelles et non conventionnelles ;</li> <li>- présence de maladies liées à l'insuffisance de protéine d'origine animale surtout chez les enfants, les femmes enceintes et allaitantes ;</li> <li>- anarchie dans les activités de pêche et d'élevage</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Création de deux centres piscicoles et étangs dans certains villages Elogzowout, Abée;</li> <li>- organisation des pêcheurs et éleveurs en associations ;</li> <li>- formation de 24 OP sur les techniques modernes de d'élevage, de pêche et de pisciculture à Mouanko ;</li> <li>- formation aux techniques modernes de fumage du poisson à Yoyo II ;</li> <li>- 05 formations diverses en développement des élevages des espèces non</li> </ul>

					conventionnelles (Aulacodes, Cailles, Escargots, Cobayes, Lapins à Mouanko. - subvention de 24 OP en matériel de pêche, de 12 OP en matériel d'élevage de volaille, et de 12 OP en élevage de porcins, 04 OP en pisciculture
7	<b>Domaine, Cadastre et Affaires foncières</b>	Difficulté d'accès à la propriété foncière	-Manque d'information et de sensibilisation sur la procédure d'obtention du Titre Foncier; - absence de lotissement communal ; -existence des réserves foncières ; -coût élevé des frais d'obtention du Titre Foncier et longueur de la procédure d'obtention du Titre Foncier	- Problèmes fonciers récurrents ; - rareté des titres fonciers	- Transformation de la réserve en parc ; - création d'un lotissement communal à Mouanko ; - éducation sur la gestion et la gouvernance foncières ; -organisation d'un séminaire d'information et de sensibilisation sur la procédure d'obtention d'un T.F à Mouanko;
8	<b>Forêt et faune</b>	Coupe anarchique du bois p et conflit avec la réserve	- Manque d'information et de sensibilisation sur les risques liés à la destruction de la nature; - pauvreté des populations ; - famine des populations - pratiques culturelles et culturelles	- Disparition de certaines espèces d'animaux ; - Disparition de certaines essences de bois ; - changement climatique	-Transformation de la réserve en parc et création d'une forêt communautaire à Yadibo II ; - création d'une forêt communale à Yadibo II ; - sensibilisation et éducation des populations sur les impacts et implications de la destruction de la faune et de la forêt notamment l'approche du développement durable
9	<b>Environnement et Protection de la Nature et Développement Durable</b>	Coupe anarchique du bois par les populations, déforestation et pollution de l'environnement et pollution	-Manque d'information et de sensibilisation sur les risques liés à la destruction de la nature; -pauvreté des populations ; -famine des populations ; -pratiques culturelles ; -mauvaise gestion des ordures ménagères	- Disparition de certaines espèces d'animaux ; -Disparition de certaines essences de bois ; -rétrécissement du lit de la Mouanko	-Information, formation et sensibilisation des populations sur la prise en compte des questions socio environnementales dans le développement durable
10	<b>Administration Territoriale, Décentralisation et Maintien de l'Ordre</b>	Déficit de l'autorité de l'Etat	- Manque de respect de l'autorité de l'Etat ; - insuffisance du cadre institutionnel réglementaire ; - manque d'intérêt et d'implication des populations à la vie administrative et politique	- L'anarchie ; - l'insécurité	- Restauration de l'autorité administrative, politique et des chefs traditionnels ; - renforcement du cadre institutionnel et réglementaire de l'administration territoriale ; - organisation d'un séminaire de sensibilisation des populations sur le respect de l'autorité administrative et la nécessité d'une collaboration entre l'autorité et la population à Mouanko

11	<b>Eau et énergie</b>	Difficulté d'accès à l'eau potable et à l'énergie	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insuffisance criarde de points d'eau potable ;</li> <li>- mauvais état des points d'eau ;</li> <li>- insuffisante couverture électrique ;</li> <li>- instabilité du courant électrique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Maladies d'origines hydriques;</li> <li>- insécurité des populations</li> <li>- zones de vulnérabilité liée à l'obscurité (sous le pont de la Mouanko par exemple)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Construction de 05 forages à Yoyo I, à Yoyo II, Bohengué, Youmél, Youméll, et à Mouanko centre ;</li> <li>- construction de 07 puits à Elogngango, Yavi, Mbiako, Malbengué, Elogzogwout, Yadibo et Bongo ;</li> <li>- réhabilitation de 09 puits à Elogngango, Ndogmango, Dibongo, Yoyo II, Mouanko centre, Bedalé, Bemengué, Moulongo, et Yakanzog ;</li> <li>- extension du réseau électrique sur 23 kms du centre ville ;</li> <li>- augmentation de la puissance énergétique</li> </ul>
12	<b>Travaux publics</b>	Enclavement, mauvais état des routes et pistes	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Inexistence des routes et pistes rurales ;</li> <li>- mauvais entretien des routes et des pistes rurales</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Accidents ;</li> <li>-maladies ;</li> <li>-avortements, fausses couches ;</li> <li>-difficulté d'acheminement des produits vers les zones d'écoulement ;</li> <li>- famine ; cherté de la vie</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Bitumage de l'axe Edéa – Mouanko – Yoyo ;</li> <li>- réhabilitation des routes, des pistes rurales et des voies desservant les bassins de production de la Commune</li> </ul>
13	<b>Affaires sociales</b>	Inexistence des infrastructures de prise en charge des cas sociaux et des couches vulnérables	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faible dotation budgétaire communal</li> <li>- inorganisation des couches vulnérables en associations ;</li> <li>- ignorance de leurs droits</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Maladies, décès ;</li> <li>- abandon et stigmatisation ;</li> <li>- marginalisation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Construction des infrastructures de prise en charge des cas sociaux et des couches vulnérables à Mouanko;</li> <li>- organisation des couches vulnérables en associations ;</li> <li>- création d'un cadre de concertation sur les droits des couches vulnérables au sein de la Commune;</li> <li>-création d'une structure communale de prise en charge des couches vulnérables à Mouanko</li> </ul>
14	<b>Promotion de la femme et de la famille</b>	Marginalisation de la femme et des enfants	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Inopérationnalité des services du Centre de Promotion de la Femme et de la Famille de Mouanko ;</li> <li>- ignorance des femmes et des enfants de leurs droits ;</li> <li>- complexe de supériorité et irresponsabilité des hommes ;</li> <li>-préjugés d'ordre culturel ;</li> <li>- exode rural des hommes à la recherche d'emplois</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Déséquilibre dans le développement socio-affectif des enfants ;</li> <li>- grossesses et/ou mariages précoces des jeunes filles ;</li> <li>- maladies cardiovasculaires des femmes mères;</li> <li>- multiplication des familles monoparentales ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en valeur optimale du Centre de Promotion de la Femme et de la Famille de Mouanko</li> <li>- organisation de 03 campagnes de formation et de sensibilisation à Mouanko sur : <ul style="list-style-type: none"> <li>- les droits des femmes et des enfants et</li> <li>- la lutte contre les préjugés d'ordre culturel ;</li> <li>- la responsabilisation des hommes et</li> </ul> </li> </ul>

				- délaissement et anarchie au sein des familles	la parenté responsable
15	<b>Jeunesse et Education civique</b>	Sous emploi et oisiveté des jeunes	-- Manque de structures d'encadrement de la jeunesse ; - insuffisance de promotion de l'auto emploi ; -	- Oisiveté des jeunes ; - pauvreté des jeunes ; - alcoolisme, tabagisme, prise de stupéfiants, banditisme, vols, exode rural, VIH/SIDA...	- Création, construction et équipement d'un centre de d'encadrement de jeunes à Mouanko ; - organisation de 02 séminaires sur la promotion de la jeunesse à l'auto emploi à Mouanko
16	<b>Sports et éducation physique</b>	Faible pratique des activités sportives	-Insuffisance de structures d'encadrement sportif des jeunes ; - insuffisance de structures de développement de sport et de loisirs.	- Insuffisante promotion de la jeunesse ; - oisiveté des jeunes ; - pauvreté des jeunes ; - alcoolisme, tabagisme, prise de stupéfiants, banditisme, vols, exode rural, VIH/SIDA...	- Construction d'un complexe sportif au centre ville de Mouanko ; - aménagement de 24 aires de jeux soit 01 aire de jeu par village ;
17	<b>Transport</b>	Faible déplacement des personnes et des biens	- Inexistence d'une agence de transport et gare routière fonctionnelles ; -insuffisance de moyens de transport ; - vétusté de moyens de transport ; - mauvais état des routes et des pistes rurales ;	- Accidents de circulation - pourrissement des denrées alimentaires dans les champs et plantations ; - vente à vil prix des produits ; - cherté de la vie ; famine	- Création d'une gare routière et organisation de l'activité de transport à Mouanko vers toutes les autres destinations des Communes et des villages environnants ; - aménagement et entretien du réseau routier ; - promotion de Mouanko en moyens modernes de transport
18	<b>Petites et Moyennes Entreprises, économie sociale et artisanat</b>	Déficit d'encadrement des acteurs	- Absence de structures d'encadrement des acteurs ; - manque d'esprit d'entrepreneuriat ; - faible développement des AGR ;	- Chômage des populations ; - oisiveté, alcoolisme, tabagisme, mariages précoces, VIH/SIDA ; - exode rural	- Création, construction et équipement d'une structure d'encadrement des acteurs à Mouanko ; - organisation de 02 séminaires de sensibilisation et de formation des acteurs des PME et de l'artisanat sur l'acquisition de l'esprit d'entrepreneuriat et le montage des projets à Mouanko ; - développement des AGR dans tous les villages
p19	<b>Emploi et Formation Professionnelle</b>	- Chômage et faible formation professionnelle	- Sous-équipement de la SAR/SM de Mouanko ; - manque d'esprit d'entrepreneuriat ; - inexistence de structures de financement	- Chômage des populations ; - oisiveté, alcoolisme, tabagisme mariages précoces, VIH/SIDA ; - exode rural	- Construction et équipement des ateliers de la SAR/SM de Mouanko en matériel mécanique et électrique ; - organisation de 01 séminaire de sensibilisation des chercheurs d'emploi sur l'acquisition de l'esprit d'entrepreneuriat à Mouanko ; - création et construction des caisses d'épargne et de crédit pour le de financement

					les initiatives privées
20	<b>Recherche Scientifique et Innovations</b>	Faible accès aux résultats de la recherche scientifique	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Absence des structures de recherche scientifique ;</li> <li>- manque d'esprit de recherche et de l'innovation ;</li> <li>- accès difficile aux semences améliorées</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Retard de la localité dans son apport à la recherche scientifique nationale ;</li> <li>-faible production</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Création d'un centre de promotion de la recherche en plantes médicinales à Dibongo ;</li> <li>- Création d'un centre de recherche agronomique à Mouanko ;</li> <li>Création d'un centre de recherche et d'observation des écosystèmes marins et fluviaux à Yoyo ;</li> <li>-organisation de 04 séminaires d'information et de formation sur la promotion de l'esprit de recherche et de l'innovation à Mouanko ;</li> <li>- facilitation de l'accès aux semences améliorées</li> </ul>
21	<b>Commerce</b>	Faible promotion des activités commerciales	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Faible productivité</li> <li>- difficulté d'approvisionnement et d'écoulement des produits de première nécessité ;</li> <li>- mauvaises conditions de transport</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Instabilité des prix de première nécessité ;</li> <li>-cherté de la vie ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Amélioration de la productivité</li> <li>- aménagement et entretien des pistes et réseaux routiers ;</li> <li>- réouverture du marché périodique d'Elogngango ;</li> <li>- amélioration des conditions de transport</li> </ul>
22	<b>Tourisme et loisirs</b>	Non viabilisation du potentiel touristique	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Inexistence d'une structure de promotion des activités touristiques ;</li> <li>- absence d'un fichier des sites touristiques ;</li> <li>- difficulté d'accès aux sites touristiques</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Dévalorisation des sites abandonnés à potentialité touristique ;</li> <li>- faible renommée de la région</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Création, construction et équipement de l'office communal de tourisme à Mouanko ;</li> <li>- identification et constitution d'un fichier des sites touristiques (Ecotourisme et tourisme balnéaire, réhabilitation du fortin allemand etc) ;</li> <li>-ouverture des voies d'accès aux sites touristiques</li> </ul>
23	<b>Culture</b>	Difficulté de transmission des valeurs culturelles	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Inexistence d'une structure de promotion de valeurs culturelles ;</li> <li>- influence de la modernité ;</li> <li>- absence d'une bibliothèque municipale</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Perte des traditions</li> <li>- conflits de génération</li> <li>- Pauvreté</li> <li>- Difficulté de cohabitation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Construction et équipement de 05 foyers communautaires à Elogngango, Pongo Songo, Bolondo, Dibongo, Nkangzock, Yoyo II ;</li> <li>- organisation d'un séminaire de sensibilisation des jeunes sur le bien fondé des valeurs culturelles ;</li> <li>- construction et équipement d'une bibliothèque municipale à Mouanko</li> </ul>
24	<b>Mines, Industrie et Développement Technologique</b>	Méconnaissance du potentiel minier de la commune	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Absence d'un cadre de promotion du potentiel minier;</li> <li>- absence d'information sur le potentiel minier de la Commune ;</li> <li>- non identification et valorisation du potentiel minier</li> </ul>	Retard de développement de la localité	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Création d'un cadre de promotion du potentiel minier;</li> <li>- organisation d'un séminaire d'information et de sensibilisation des exploitants des produits miniers sur le potentiel minier de la Commune ;</li> </ul>

					- identification et aménagement des sites propices à l'exploitation minière ;
25	<b>Travail et Sécurité Sociale</b>	Faible couverture des travailleurs	- Incivisme para fiscal et insouciance des employeurs ; - auto emploi des populations ;	- insécurité sociale des travailleurs ; - découragement des travailleurs ; - retraite non assurée	- Sensibilisation des employeurs sur le respect de la réglementation en vigueur ; - organisation des populations en Associations, Groupes d'Initiative Commune et Organisation Non Gouvernementale
26	<b>Habitat et Développement Urbain</b>	Absence d'un Schéma Directeur d'Urbanisme et d'un Plan Cadastral	- Manque de ressources financières ; - manque de personnel compétent	- Habitat précaire et spontané ; - constructions anarchiques ;	- Recherche des ressources financières subséquentes par la Commune ; - formation du personnel technique de la Commune et recrutement d'un consultant
27	<b>Postes et télécommunications</b>	Insuffisance de couverture des réseaux et faible utilisation des services postaux	- Absence de connexion à haut débit ; - absence totale de réseau dans certains villages ; - absence d'internet ; - gestion archaïque des services des postes	- Ouverture insuffisante au monde ; - promotion insuffisante de la commune aux potentiels promoteurs et partenaires	- Installation d'un réseau ayant une connexion à haut débit à Mouanko ; - amélioration la connexion des réseaux téléphoniques MTN, Orange sur l'étendue de la Commune ; - reconnexion du centre multimédia au réseau internet de Mouanko ; - organisation d'une campagne de promotion des services postaux à Mouanko
28	<b>Communication</b>	Difficulté d'accès aux informations nationales	- Eloignement de l'antenne émettrice - Non existence d'une radio communautaire ; - absence de kiosque à journaux	Sous information des populations	- Installation de 03 antennes relais, de 03 chaînes de télévision et radios nationales (CRTV, Canal 2, STV) à Mbiako, Yoyo II, Bolondo, antenne relais ; - création, construction et équipement d'une radio communautaire à Moanko ; - installation d'un kiosque à journaux à Mouanko ; - production d'un journal communal
29	<b>Institution Communale</b>	Déficit managérial	- Absence d'outils de gestion moderne et efficace ; - manque de planification et de suivi évaluation de la gestion quotidienne, périodique du personnel ainsi que des biens et services ; - faible partenariat public-privé et coopération décentralisée	- Sous recouvrement des taxes - Paupérisation généralisée - retards et absentéismes - mauvaise utilisation des ressources disponibles - incapacité à créer des ressources	- Nécessité de mise en place des outils d'une gestion moderne et efficace (acquisition de locaux et équipements modernes, logiciels, manuel de procédures, etc) ; - amélioration de la gestion des hommes et de biens - nécessité de développement du partenariat public-privé et de la coopération décentralisée

Source : données du DPNV, octobre-décembre 2011



## **5. PLANIFICATION STRATEGIQUE**

## 5.1. Vision et objectifs du PCD

### 5.1.1. Vision du PCD :

Le PCD vise à promouvoir le développement économique et social du territoire dans l'espace géographique de la Commune de Mouanko, à travers :

- ❖ l'amélioration des infrastructures routières sur l'ensemble du territoire de la commune ;
- ❖ l'amélioration de l'accès des populations aux infrastructures sociales de base à savoir l'eau potable, l'électrification rurale, les soins de santé de qualité, l'enseignement de base et secondaire de qualité, etc.
- ❖ la protection de l'environnement et la gestion durable des sols;
- ❖ la facilitation du développement économique du territoire (création d'une zone industrielle, développement du partenariat secteur privé et commune, financement des activités de production) ;
  
- ❖ Dans une période de trois ans (2012 à 2015), la Commune de Mouanko envisage :
- ❖ une institution communale qui fonctionne bien et qui joue véritablement son rôle d'acteur au centre de la dynamique du développement local du territoire ;
- ❖ une institution communale qui dans un partenariat avec le secteur privé et les services déconcentrés de l'Etat sur le territoire et les populations œuvrent ensemble pour l'amélioration du cadre et des conditions de vie des habitants ;
- ❖ un espace géographique où les ressources naturelles existantes sont mieux gérées pour bénéficier au développement de toute la collectivité dans une perspective durable ;
- ❖ un territoire dans lequel le principe de participation est le maître mot pour tous les acteurs qui interviennent dans le processus de développement ;
  
- ❖ Et à l'horizon 2035 ;
- ❖ un espace géographique où de moins en moins les populations ont des difficultés de déplacement, des difficultés d'accès à l'eau potable, des difficultés d'accès à l'énergie électrique, etc.

Cette vision de développement définie par l'ensemble des acteurs sur le territoire de la Commune de Mouanko est consignée dans une feuille de route qu'est le Plan Communal de développement.

### 5.1.2. Objectifs du PCD

**5.1.2.1. Objectif global :** L'objectif du PCD vise à doter la Commune d'un document de référence qui définit la vision de développement dans son espace géographique et qui envisage les actions à entreprendre à court, moyen et long terme.

**5.1.2.2. Objectifs spécifiques :** Il s'agit de :

- ❖ Identifier et planifier les actions à mettre en œuvre pour rendre plus opérationnel l'institution communale ;
- ❖ Identifier les actions à entreprendre pour booster les différents secteurs de développement dans l'espace géographique de la commune ;

- ❖ Mettre en place un cadre de concertation publique - privée pour la mise en œuvre des activités inscrites dans le document de PCD ;
- ❖ Mettre en place une stratégie marketing en vue de la vulgarisation du document PCD et de la mobilisation des partenaires techniques et financiers pour la mise en œuvre du document de PCD.

## **5.2. Cadres logiques par secteur**

Les tableaux ci-dessous présentent les cadres logiques par secteur.

**SECTEUR 1 : PECHE ELEVAGE ET INDUSTRIES ANIMALES**  
**Problème du Secteur 1 : faible promotion des activités pastorales**  
**et halieutiques**

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation		
<b>Objectif global</b>	Assurer une production durable en quantité et en qualité dans les filières animale et halieutique			<ul style="list-style-type: none"> <li>- La collaboration entre la commune et ses partenaires demeure bonne</li> <li>- Les moyens (humains, matériels et financiers) sont utilisés à leurs justes fins</li> </ul>		
<b>Objectifs spécifiques</b>	1-Structurer et organiser 90% des OP à travers toute la Commune de Mouanko d'ici 2013	Nombre d'OP structurées et organisées dans chaque village dans la Commune de Mouanko	Certificat d'inscription des OP structurées et organisées			
	2- Former 90% des OP de la Commune de Mouanko dans les techniques modernes d'élevage et de pêche en 2013	Nombre d'OP formées	Rapports de fin de formation			
	3-Construire les équipements de conservation et de transformation des produits de pêche et d'élevage dans certaines localités de la Commune de Mouanko d'ici 2015	Tous les équipements prévus sont effectivement construits	Procès verbaux de réception des équipements			
	4-Réhabiliter et/ou construire les services administratifs relatifs au secteur dans certaines localités de la Commune de Mouanko d'ici 2015	Services administratifs réceptionnés et fonctionnels	Procès verbal de réception des chantiers			
	14-Subventionner 90% des organisations paysannes de la Commune de Mouanko d'ici 2015	Chaque école primaire publique est électrifiée	Observation dans les écoles			
<b>Résultats attendus</b>	<b>R1</b> : 24 OP structurées et organisées à l'horizon 2013 dans toute la Commune de Mouanko	Nombre d'OP structurées et organisées	Certificat d'inscription des OP			
	<b>R2</b> : 24 OP formées dans les techniques modernes d'élevage et de pêche à l'horizon 2013 dans l'espace géographique de la Commune de Mouanko	Nombre d'OP formées	Rapports de fin de formation			
	<b>R3</b> - 03 services administratifs relatifs au secteur réhabilités et/ou construits dans certaines localités de la Commune de Mouanko à l'orée 2015	Nombre de services administratifs réhabilités et/ou construits	Procès verbal de réception des chantiers			
	<b>R4</b> - 03 équipements relatifs à la conservation et à la transformation des produits de la pêche et de l'élevage construits à l'orée 2015 dans certaines localités de la Commune de Mouanko	Nombre d'équipements construits et opérationnels	Procès verbal de réception de chantier			
<b>Activités /action</b>		<b>Moyens</b>			<b>Coût</b>	<b>Conditions préalables de réalisation</b>
		<b>Humain</b>	<b>Matériel</b>	<b>financier</b>		
	<b>A1</b> -Structuration et organisation de 24 OP au sein de la Commune de Mouanko par spéculation	x	x	x	4 800 000	- Recherche des partenaires

	<b>A2</b> -Formation de 24 OP sur les techniques modernes de pêche à Mouanko	x	x	x	1 200 000	techniques et financiers - Etude de faisabilité des projets d'adduction d'eau  - Information et sensibilisation des différents partenaires
	<b>A3</b> - Formation de 24 OP sur les techniques modernes d'élevage à Mouanko	x	x	x	1 200 000	
	- Formation de 24 OP sur les techniques modernes De pisciculture à Mouanko	x	x	x	1200 000	
	<b>A5</b> -Construction et équipement du DAEPIA de Mouanko à Mouanko	x	x	x	35 000 000	
	<b>A6</b> - Construction et équipement du C2CSV de Mouanko à Mouanko	x	x	x	35 000 000	
	<b>A7</b> - Réhabilitation du CACP DE MOUANKO à Mouanko	x	x	x	15 000 000	
	<b>A8</b> - Réhabilitation du CACP de Yoyo II	x	x	x	15 000 000	
	<b>A9</b> -Réhabilitation de l'usine à glace de Mouanko	x	x	x	25 000 000	
	<b>A10</b> -Construction d'une chambre froide à Yoyo II	x	x	x	30 000 000	
	<b>A11</b> -Construction d'une unité de transformation des coquillages à Malimba	x	x	x	15 000 000	
	<b>A12</b> -Construction d'un abattoir municipal à Mouanko	x	x	x	30 000 000	
	<b>A13</b> -Formation aux techniques modernes de fumage du poisson à Yoyo	x	x	x	, 1 200 000	
	<b>A14</b> -Subvention de 24 OP en matériel de pêche (1 500 000 X 24)	x	x	x	36 000 000	
	<b>A15</b> -Subvention de 12 OP en matériel d'élevage porcin (300 000 X 12)	X	x	x	6 000 000	
	<b>A16</b> -Subvention de 12 OP en matériel d'élevage volaille (1 500 000 X 12)	x	x	x	1 8 000 000	
	<b>A17</b> -Subvention de 04 OP piscicoles				6 000 000	
<b>Total</b>					<b>275 600 000</b>	

**SECTEUR 2 : AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL****Problème du secteur : Faible productivité agricole**

	<b>Logique d'intervention</b>	<b>Indicateur objectivement vérifiable</b>	<b>Source de vérification</b>	<b>Hypothèse de réalisation</b>
<b>Objectif global</b>	Assurer une production agricole durable en qualité et en en quantité			<ul style="list-style-type: none"> <li>- La collaboration entre la commune et ses partenaires demeure bonne</li> <li>- Les moyens (humains, matériels et financiers) sont utilisés à leurs justes fins</li> </ul>
<b>Objectifs spécifiques</b>	<b>1-</b> Favoriser la structuration, la formation des organisations par spéculation de 90% des producteurs en 3 ans, dans toute la Commune de Mouanko d'ici 2013	Nombre d'OP structurées et organisées dans chaque village dans la Commune de Mouanko	Certificat d'inscription des OP structurées et organisées	
	<b>2-</b> Former 90% des OP de la Commune de Mouanko dans les techniques modernes d'agriculture en 2013	Nombre d'OP formées	Rapports de fin de formation	
	<b>3-</b> Renforcer l'encadrement de proximité des producteurs et des OP pour améliorer de 90% la production en 2015	Ratio entre le nombre d'encadreur agricole, le nombre de poste agricole et le nombre de paysans et d'OP	Population paysanne/nombre d'encadreurs et de poste agricole	
	<b>4-</b> Renforcer les circuits de production, de commercialisation et de conservation des produits agricoles à travers la construction des marchés périodiques à l'orée 2015	Tous les équipements prévus sont effectivement construits	Procès verbaux de réception des équipements	
	<b>5-</b> Réhabiliter et/ou construire les services administratifs relatifs au secteur dans certaines localités de la Commune de Mouanko d'ici 2015	Services administratifs réceptionnés et fonctionnels	Procès verbal de réception des chantiers	
	<b>6-</b> Subventionner 90% des organisations paysannes de la Commune de Mouanko d'ici 2015	Nombre d'OP subventionnées	Fiche de décharge des subventions par les OP	
<b>Résultats attendus</b>	<b>R1 :</b> 24 OP structurées et organisées à l'horizon 2013 dans toute la Commune de Mouanko	Nombre d'OP structurées et organisées	Certificat d'inscription des OP	
	<b>R2 :</b> 24 OP formées dans les techniques modernes d'agriculture par spéculation	Nombre d'OP formées	Rapports de fin de formation	
	<b>R3-</b> 03 services administratifs relatifs au secteur réhabilités et/ou construit dans certaines localités de la Commune de Mouanko à l'orée 2015	Nombre de servies administratifs réhabilités et/ou construits	Procès verbal de réception des chantiers	
	<b>R4-</b> 01 magasin de stockage et de	Nombre d'équipements construits et	Procès verbal de réception de	

	commercialisation des produits et intrants agricoles construit à l'orée 2015 à Mouanko	opérationnels			chantier	
Activités /actions		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
	<b>A1-</b> Organisation de 02 sessions de formation (renforcement des capacités) sur le palmier à huile à Mouanko	x	x	x	1 500 000	- Recherche des partenaires techniques et financiers
	<b>A2-</b> Organisation de 02 formations en techniques culturelles modernes (cacao culture) dont 01 à Yavi et 01 à Dibongo	x	x	x	2 000 000	- Transformation de la Reserve Douala- Edéa en Parc  - Information et sensibilisation des différents partenaires
	<b>A3-</b> Organisation de 02 formations en techniques culturelles modernes (manioc) à Mouanko Ville;	x	x	x	2 000 000	
	<b>A4-</b> Mise sur pied d'une pépinière municipale (cacao, palmier à huile, banane plantain, riz) à Mouanko	x	x	x	10 000 000	
	<b>A5-</b> Acquisition de 04 motos tous terrains pour la délégation d'agriculture	x	x	x	12 000 000	
	<b>A6-</b> Acquisition d'une pinasse et d'un moteur hors bord de 75 CV à la délégation d'arrondissement	x	x	x	12 000 000	
	<b>A7-</b> Construction et équipement de 02 postes agricoles à Bongo et à Dibongo	x	x	x	36 000 000	
	<b>A8-</b> Construction et équipement de la DAADER de Mouanko	x	x	x	36 000 000	
	<b>A9-</b> Construction d'un magasin de stockage et de commercialisation des intrants et produits phytosanitaires à Mouanko Centre				15 000 000	
	<b>A10-</b> Organisation d'un mini comice agropastoral à Mouanko tous les trois (03) ans	x	x	x	50 000 000	
	<b>A11-</b> Subvention des 12 OP en petit matériel d'agriculture (1000 000 X 12)	X	x	x	12 000 000	
<b>Total</b>					<b>188 500 000</b>	

**Secteur 3: ENVIRONNEMENT, PROTECTION DE LA NATURE  
ET DEVELOPPEMENT DURABLE**  
**Problème du secteur 3 : dégradation de l'environnement et pollution de la nature**

	<b>Logique d'intervention</b>	<b>Indicateur objectivement vérifiable</b>	<b>Source de vérification</b>	<b>Hypothèse de réalisation</b>
<b>Objectif global</b>	Assurer une gestion durable des ressources naturelles et protéger l'environnement			- La collaboration entre la commune et ses partenaires demeure bonne  - Les moyens (humains, matériels et financiers) sont utilisés à leurs justes fins
<b>Objectifs spécifiques</b>	<b>1-</b> Renforcer les capacités opérationnelles de la Conservation d'ici 2015	Nombre d'OP structurées et organisées dans les villages de la Commune de Mouanko	Certificat d'inscription des OP structurées et organisées	
	<b>2-</b> Sensibiliser et former la population à la protection de la forêt et de la faune d'ici 2013	Nombre de séance de sensibilisation et de formation/an	Rapports de fin de formation	
	<b>3-</b> Promouvoir les mesures alternatives au braconnage et à la coupe illicite du bois afin de diminuer la pression exercée sur l'écosystème	Mesures alternatives promues et mises en œuvre par les populations  Nombre de clubs des amis de la nature créés et fonctionnels  Nombre de comités de vigilance créés et effectivement fonctionnel	Procès verbal d'installation des comités de vigilance et des clubs des amis de la nature  Rapport d'activités	
	<b>4-</b> Susciter et promouvoir l'implication directe des populations dans la protection de l'environnement et de la nature dans la Commune de Mouanko d'ici 2015	activités des populations en faveur de la protection de l'environnement	Procès verbaux de constitution des clubs des amis de la nature et des comités locaux de lutte contre le braconnage et la coupe illicite du bois	
	<b>5-</b> Assurer une meilleure gestion des ordures ménagères d'ici 2015	Système de collecte et de traitement des ordures ménagers mis en place	Procès verbal de réception du chantier de la décharge	
<b>Résultats attendus</b>	<b>R1-</b> : 04 postes des eaux et forêts avancés créés, équipés et fonctionnels dans certaines localités de la Commune de Mouanko d'ici 2015	Postes avancés des eaux et forêts construits, équipés et personnel affecté	Procès verbal de réception des chantiers Attestation de prise de service du personnel	
	<b>R2-</b> 01 pinasse et 01 moteur hors bord acquis par la conservation	Pinasse et moteur hors bord disponibles	Bon d'achat Procès verbaux de livraison du matériel	



	<b>R3-04</b> campagnes de sensibilisation et de formation sur les conséquences de la destruction de la mangrove organisées d'ici 2013 dans l'espace géographique de la Commune de Mouanko	Nombre de campagnes de sensibilisation organisées	Rapports de fin de formation			
	<b>R4-03</b> clubs des amis de la nature et 05 comités locaux de lutte contre la coupe illicite du bois créés et fonctionnels d'ici à 2015 dans toute la Commune de Mouanko	Nombre de Clubs des amis de la nature et de comité locaux de lutte contre la coupe illégale du bois créés et fonctionnels	Rapports d'activités			
	<b>R5-03</b> Séances de formation à l'élevage des palourdes organisées d'ici 2013	Nombre de séances de formation organisées	Rapports de fin de formation			
	<b>R6-01</b> centre d'élevage et d'incubation des palourdes créé et fonctionnel	Centre d'élevage fonctionnel et opérationnel	Rapport cérémonie d'ouverture officielle			
	<b>R7-03</b> foyers améliorés construits pour le fumage du poisson	03 foyers opérationnels dans les sites prévues	Procès verbal de réception des chantiers			
	<b>R8-05</b> fermes pilotes d'élevage des espèces non conventionnelles mis en place	05 fermes d'élevage des espèces non conventionnelles mis en place et fonctionnelles	Observation des fermes			
	<b>R9-</b> Création de 01 décharge à Abée village	Décharge fonctionnel et ramassage es ordures effectif	Observation de la décharge			
<b>Activités /actions</b>		<b>Moyens</b>			<b>Coût</b>	<b>Conditions préalables de réalisation</b>
		<b>Humain</b>	<b>Matériel</b>	<b>financier</b>		
	<b>A1-</b> Renforcement des capacités opérationnelles de la conservation et des agents des eaux et forêt par : <ul style="list-style-type: none"> <li>• La création et équipement de 04 postes des eaux et forêts avancés à Bossambo Farm, Youmé II, Bongo, Canton Malimba</li> <li>• Acquisition d'une pinasse et d'un moteur hors bord de 75CV</li> <li>• Affectation et/ou recrutement de 05 écogardes par poste des eaux et forêts créées</li> </ul>	X	X	X	4 800 000	- Recherche des partenaires techniques et financiers
		X	X	X	5 000 000	- Etude de faisabilité des projets
		X	x	X	5 000 000	- Information et sensibilisation des différents partenaires et implication de la population
	<b>A2-</b> Organisation de 04 campagnes de sensibilisation sur les conséquences de la destruction de la mangrove et de la déforestation	x	x	x	1 500 000	

	<b>A3-</b> Création de 05 comités locaux de lutte contre la coupe illicite du bois	x	x	x	2 500 000	
	<b>A4-</b> Création de 03 clubs des amis de la nature au lycée ; au CETIC et à la SAR/SM	x	x	x	1 500 000	
	<b>A5-</b> Organisation de 03 séances de formation sur l'élevage des palourdes à Mouanko	x	x	x	1 500 000	
	<b>A6-</b> mise en place d'une pépinière municipale des essences forestières de 1000 plants	x	x	x	1 500 000	
	<b>A7-</b> Création et équipement d'un centre d'élevage des palourdes	x	x	x	10 000 000	
	<b>A8-</b> Construction de 03 foyers améliorés pour le fumage du poisson à Mbiako ; Malbengue et Youmé II	x	x	x	21 000 000	
	<b>A9-</b> Mise en place de 05 fermes pilotes d'élevage des espèces non conventionnelles	X	x	x	2 500 000	
<b>Total</b>					<b>56 800 000</b>	

**Secteur 4: FORET ET FAUNE**  
**Problème central secteur 4 : Déforestation et conflits fonciers**

	<b>Logique d'intervention</b>	<b>Indicateur objectivement vérifiable</b>	<b>Source de vérification</b>	<b>Hypothèse de réalisation</b>
<b>Objectif global</b>	Assurer une gestion durable des forêts et des ressources fauniques			<ul style="list-style-type: none"> <li>- La collaboration entre la commune et ses partenaires demeure bonne</li> <li>- Les moyens (humains, matériels et financiers) sont utilisés à leurs justes fins</li> </ul>
<b>Objectifs spécifiques</b>	1-Renforcer les capacités opérationnelles de la Conservation et des eaux et forêts d'ici 2015	Nombre d'OP structurées et organisées dans chaque village dans la Commune de Mouanko	Certificat d'inscription des OP structurées et organisées	
	2-Sensibiliser et former la population à la protection de la forêt et de la faune d'ici 2013	Nombre de séance de sensibilisation et de formation/an	Rapports de fin de formation	
	3-Promouvoir les mesures alternatives au braconnage et à la coupe illicite du bois afin de diminuer la pression exercée sur l'écosystème	<p>Mesures alternatives promues et mises en œuvre par les populations</p> <p>Nombre de clubs des amis de la nature créés et fonctionnels</p> <p>Nombre de comités de vigilance créés et effectivement fonctionnel</p>	<p>Procès verbal d'installation des comités de vigilance et des clubs des amis de la nature</p> <p>Rapport d'activités</p>	
	4- Susciter et promouvoir l'implication directe des populations dans la protection de l'environnement et de la nature dans la Commune de Mouanko d'ici 2015	activités des populations en faveur de la protection de l'environnement	Procès verbaux de constitution des clubs des amis de la nature et des comités locaux de lutte contre le braconnage et la coupe illicite du bois	
<b>Résultats attendus</b>	<b>R1-</b> : 04 postes des eaux et forêts avancés créés, équipés et fonctionnels dans certaines localités de la Commune de Mouanko d'ici 2015	Postes avancés des eaux et forêts construits, équipés et personnel affecté	Procès verbal de réception des chantiers Attestation de prise de service du personnel	
	<b>R2-</b> 01 pinasse et 01 moteur hors bord acquis par la conservation	Pinasse et moteur hors bord disponibles	Bon d'achat Procès verbaux de livraison du matériel	
	<b>R3-</b> 04 campagnes de sensibilisation et de formation sur les conséquences de la destruction de la mangrove organisées d'ici 2013 dans l'espace géographique de la Commune de Mouanko	Nombre de campagnes de sensibilisation organisées	Rapports de fin de formation	

	<b>R4-</b> 03 clubs des amis de la nature et 05 comités locaux de lutte contre la coupe illicite du bois créés et fonctionnels d'ici à 2015 dans toute la Commune de Mouanko	Nombre de Clubs des amis de la nature et de comité locaux de lutte contre la coupe illégale du bois créés et fonctionnels	Rapports d'activités			
	<b>R5-03</b> Séances de formation à l'élevage des palourdes organisées d'ici 2013	Nombre de séances de formation organisées	Rapports de fin de formation			
	<b>R6-01</b> centre d'élevage et d'incubation des palourdes créé et fonctionnel	Centre d'élevage fonctionnel et opérationnel	Rapport cérémonie d'ouverture officielle			
	<b>R7-</b> 03 foyers améliorés construits pour le fumage du poisson	03 foyers opérationnels dans les sites prévus	Procès verbal de réception des chantiers			
	<b>R8-05</b> fermes pilotes d'élevage des espèces non conventionnelles mis en place	05 fermes d'élevage des espèces non conventionnelles mis en place et fonctionnelles	Observation des fermes			
	<b>R9-</b> Création d'une forêt municipale et/ou communautaire à Yadibo II	Existence d'une forêt communautaire	Relevées topographiques Titre foncier			
<b>Activités /actions</b>		<b>Moyens</b>			<b>Coût</b>	<b>Conditions préalables de réalisation</b>
		<b>Humain</b>	<b>Matériel</b>	<b>financier</b>		
	<b>A1-</b> Renforcement des capacités opérationnelles de la conservation et des agents des eaux et forêt par : <ul style="list-style-type: none"> <li>• La création et équipement de 04 postes des eaux et forêts avancés à Bossambo Farm, Youmé II, Bongo, Canton Malimba</li> <li>• Acquisition d'une pinasse et d'un moteur hors bord de 75CV</li> <li>• Affectation et/ou recrutement de 05 éco gardes par poste des eaux et forêts créées</li> </ul>	X	X	X	4 800 000	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Recherche des partenaires techniques et financiers</li> <li>- Etude de faisabilité des projets</li> <li>- Information et sensibilisation des différents partenaires et implication de la population</li> </ul>
	<b>A2-</b> Organisation de 04 campagnes de sensibilisation sur les conséquences de la destruction de la mangrove et de la déforestation	x	x	x	1 500 000	
	<b>A3-</b> Création de 05 comités locaux de lutte contre la coupe illicite du bois	x	x	x	5000 000	
	<b>A4-</b> Création de 03 clubs des amis de la nature au lycée ; au CETIC et à la SAR/SM	x	x	x	1 500 000	

	<b>A5</b> -Organisation de 03 séances de formation sur l'élevage des palourdes à Mouanko	x	x	x	1 500 000
	<b>A6</b> -Mise en place d'une pépinière municipale des essences forestières de 1000 plants	x	x	x	1 000 000
	<b>A7</b> -Création et équipement d'un centre d'élevage des palourdes	x	x	x	10 000 000
	<b>A8</b> -Construction de 03 foyers améliorés pour le fumage du poisson à Mbiako ; Malbengue et Youmé II	x	x	x	21 000 000
	<b>A9</b> -Mise en place de 05 fermes pilotes d'élevage des espèces non conventionnelles	X	x	x	2 500 000
	<b>A10</b> - Création d'une forêt communautaire et/ou municipale à Yadibo II	x	x	x	30 000 000
<b>Total</b>					<b>88 800 000</b>

**SECTEUR 5 : COMMERCE**  
**Problème du secteur 5 : Faible promotion des activités commerciales**

	<b>Logique d'intervention</b>	<b>Indicateur objectivement vérifiable</b>	<b>Source de vérification</b>	<b>Hypothèse de réalisation</b>			
<b>Objectif global</b>	Promouvoir les activités commerciales sur toute l'étendue de la Commune de Mouanko			- La collaboration entre la commune et ses partenaires demeure bonne - Les moyens (humains, matériels et financiers) sont utilisés à leurs justes fins			
<b>Objectifs spécifiques</b>	<b>1</b> -Rapprocher les populations des centres commerciaux et des points de vente d'ici 2015	Nombre de marchés réhabilités, ou créés	Procès verbal de livraison des marchés				
	<b>2</b> -Former les agents communaux à l'exploitation du fichier fiscal afin d'améliorer le climat des affaires	Nombre de séance de sensibilisation et de formation/an	Rapports de fin de formation				
	<b>3</b> -Promouvoir la concurrence ; la liberté de commerce, l'acceptation de l'autre et le civisme économique dans les marchés de la Commune de Mouanko	Nombre de séance de formation des commerçants à la citoyenneté et à l'intégration nationale	Procès verbal de fin de formation				
	<b>4</b> - Promouvoir la vente des produits pétroliers made in Cameroun d'ici 2015	Existence de 01 dépôt des produits pétrolier	Procès verbal de livraison du chantier				
<b>Résultats attendus</b>	<b>R1</b> - : 01 marché périodique construit à Olembé d'ici 2015	Marché périodique d'Olembe fonctionnel	Procès verbal de réception de chantier				
	<b>R2</b> -02 hangars commerciaux construits dans certaines localités de la Commune de Mouanko	Nombre de hangars commerciaux construits	Procès verbaux de livraison de chantiers				
	<b>R3</b> -01 marché périodique rouvert	Marché périodique rouvert et fonctionnel	Procès verbal de réouverture				
	<b>R4</b> - 01 dépôt pétrolier construit à Mouanko centre	Produits pétrolier made in Cameroun disponible sur le marché	Procès verbal de réception de chantier				
	<b>R5</b> - 05 campagnes de sensibilisation sur la citoyenneté et le civisme économique d'ici à 2015 dans toute la Commune de Mouanko	Nombre de campagne de sensibilisation à la citoyenneté et au civisme économique	Rapports d'activités				
<b>Activités /actions</b>		<b>Moyens</b>			<b>Coût</b>	<b>Conditions préalables de réalisation</b>	
		<b>Humain</b>	<b>Matériel</b>	<b>financier</b>			
	<b>A1</b> -Construction de 01 hangar commercial au marché de Mouanko	X	X	X	15 000 000		- Recherche des partenaires techniques et financiers
	<b>A2</b> -Construction de 01 hangar commercial au marché de Yoyo II	x	x	x	15 000 000		- Etude de faisabilité des projets
<b>A3</b> Réouverture du marché périodique d'Elog Ngango	x	x	x	1 000 000	- Information et		

	<b>A4-</b> Organisation de 05 séances de sensibilisation sur la citoyenneté, le civisme économique et l'acceptation de l'autre	x	x	x	5 000 000	sensibilisation des différents partenaires et implication de la population
	<b>A5-</b> Formation des agents communaux à l'exploitation du fichier fiscal	x	x	x	3 000 000	
	<b>A6-</b> Construction de 01 dépôt de gaz domestique à Mouanko centre	x	x	x	25 000 000	
<b>Total</b>					<b>64 000 000</b>	

**SECTEUR 6 : Secteur SANTE PUBLIQUE**  
**Problème secteur 6 : difficulté d'accès aux soins de santé**

	<b>Logique d'intervention</b>	<b>Indicateur objectivement vérifiable</b>	<b>Source de vérification</b>	<b>Hypothèse de réalisation</b>
<b>Objectif global</b>	Améliorer l'offre en matière de santé publique en quantité et en qualité afin d'atteindre les objectifs du millénaire dans le domaine			<ul style="list-style-type: none"> <li>- La collaboration entre la commune et ses partenaires demeure bonne</li> <li>- Les moyens (humains, matériels et financiers) sont utilisés à leurs justes fins</li> </ul>
<b>Objectifs spécifiques</b>	<b>1</b> -Créer, construire et équiper des centres de santé dans certaines localités de la Commune de Mouanko d'ici 2015	Nombre de centres de santé construits et équipés	Procès verbal de livraison de chantier	
	<b>2</b> -Réhabiliter certains centres de santé dans certaines localités de la Commune de Mouanko d'ici 2015	Nombre de centres de santé réhabilités	Procès verbal de livraison de chantier	
	<b>3</b> -Construire des fosses d'incinération des déchets d'origine médicale dans certains centres de santé de la Commune de Mouanko à l'orée 2015	Nombre de fosses d'incinération creusées	Procès verbal de livraison de chantiers	
	<b>4</b> -Organiser 03 campagnes de vaccination en 2013	Nombre de campagnes de vaccinations organisées par an	Taux de couverture vaccinale	
	<b>5</b> -Mettre en place des comités de santé d'ici 2015 dans certaines localités de la Commune de Mouanko	Nombre de comités de santé mis en place	Procès verbal de constitution	
	<b>6</b> -Construire des logements d'astreinte dans certains CSI de la Commune de Mouanko d'ici 2015	Nombre de logements d'astreintes construits	Procès verbal de réception de chantier	
	<b>7</b> -Doter certains CSI de groupes électrogènes dans la Commune de Mouanko d'ici 2015	Nombre de centres de santé dotés d'un groupe électrogène	Procès verbal de réception de matériel	
	<b>8</b> -Recruter /affecter du personnel médical dans certains centres de santé de la Commune de Mouanko	Nombre de personnel médical recruté et /ou affecté	Contrats de travail Attestation de prise de service	
	<b>9</b> -Construire de blocs latrines dans certains CSI de la Commune de Mouanko d'ici 2015	Nombre de blocs latrines construits	Procès verbal de réception du chantier	
	<b>10</b> -Doter le CMA de Mouanko d'un parc automobile roulant d'ici 2014	Parcs automobiles disponibles	Procès verbaux de livraison de voitures	
<b>Résultats attendus</b>	<b>R1</b> - 01 CMA construits à Nkankazock d'ici 2015	01 centre de santé construit	Procès verbal de réception de chantier Observation du CMA	
	<b>R2</b> -04 CSI construits dans certaines localités de la Commune de Mouanko	Nombre de CSI construits	Procès verbaux de réception de chantier Observation des 04 CSI	



	<b>R3-07</b> fosses d'incinération creusées dans les CSI	Nombre de fosses d'incinération creusées	Observation des fosses d'incinération			
	<b>R4-03</b> campagnes de vaccination organisées en 2013 dans l'espace géographique de la Commune de Mouanko	Nombre de campagnes de sensibilisation organisées	Rapports de fin de formation			
	<b>R5-04</b> comités de santé constitués dans 04 localités de la Commune de Mouanko d'ici à 2015	04 Comités de santé constitués et fonctionnels	Décision de constitution Rapports d'activités			
	<b>R6-15</b> Logements d'astreinte construits	Nombre de logements d'astreintes construits	Procès verbal de réception de chantiers Observation des logements			
	<b>R7-08</b> groupes électrogènes octroyés à certains CSI de Mouanko d'ici 2015	Nombre de centres de santé disposant d'un groupe électrogène	Bons d'achat Observation des groupes électrogènes			
	<b>R8-06</b> personnels médicaux recrutés et/ou affectés dans les CSI de certaines localités de la Commune de Mouanko d'ici 2015	Nombre de personnels affectés et/ou recrutés	Certificats de travail Attestation de prise de service			
	<b>R9-07</b> blocs latrines construits dans certains CSI de la Commune de Mouanko	Nombre de blocs latrines construits	Procès verbaux de réception de chantiers Observation des blocs latrines			
	<b>R10-01</b> ambulance médicalisée et 01 pick up 4 X 4 offerts au CMA de Mouanko	Ambulance opérationnelle	Procès verbal de livraison de l'ambulance et du pick up			
<b>Activités /actions</b>		<b>Moyens</b>			<b>Coût</b>	<b>Conditions préalables de réalisation</b>
		<b>Humain</b>	<b>Matériel</b>	<b>financier</b>		
	<b>A1</b> -construction et équipement du CMA de Mouanko à Nkankazock	X	X	X	150 000 000	
	<b>A2</b> -Construction et équipement de 04 CSI à Yoyo I, Mbiako, Youmé II, Elogango	x	x	x	200 000 000	
	<b>A3</b> -Réhabilitation du CSI de Malimba Océan	x	x	x	15 000 000	
	<b>A4</b> -Equipement du CMA de Mouanko	x	x	x	50 000 000	
	<b>A5</b> -Equipement des CSI d'Elogango, Yoyo I, Mbiako, Olembe, Youmé II, Dibongo, Malimba Océan	x	x	x	120 000 000	

	<b>A6</b> -Mise en place de 06 fosses d'incinération aux CSI d'Elogngango ; Youmé II, Mbiako, Olombé, Dibongo, Malimba Océan	x	x	x	1 500 000
	<b>A7</b> -Dotation et installation au CMA de Mouanko de 01 incinérateur	x	x	x	30 000 000
	<b>A8</b> -Organisation de 03 campagnes de vaccination dans toute la Commune de Mouanko	x	x	x	1 500 000
	<b>A9</b> -Création de 04 comités locaux de santé à Yoyo I, Mbiako, Youmé II, Yatou	x	x	x	2 000 000
	<b>A10</b> -Construction de 07 blocs latrines à Elog Ngango, Mbiako, Olombé, Youmé II, Dibongo, Malimba Océan, Yatou				24 500 000
	<b>A11</b> - Dotation de 08 groupes électrogènes dont 01 au CMA de Mouanko, 01 à Elog Ngango, 01 à Yoyo II, 01 à Mbiako, 01 à Olombé, 01 à Youmé II, 01 à Dibongo, 01 à Malimba Océan, Yatou (5 000 000 X 09)	X	x	x	40 000 000
	<b>A12</b> - Affectation/recrutement de 06 personnels de santé dans les CSI de Yatou (02) d'Olombé (02), de Dibongo (02) : (180 000 X 12) x 06	x	x	x	8 640 000
<b>Total</b>					<b>643 140 000</b>

**SECTEUR 7 : EDUCATION DE BASE**  
**Problème du secteur : Difficulté d'accès à une éducation de base de qualité**

	<b>Logique d'intervention</b>	<b>Indicateur objectivement vérifiable</b>	<b>Source de vérification</b>	<b>Hypothèse de réalisation</b>
<b>Objectif global</b>	Démocratiser l'accès à une éducation de base de qualité dans l'espace géographique de la Commune de Mouanko			- La collaboration entre la commune et ses partenaires demeure bonne  - Les moyens (humains, matériels et financiers) sont utilisés à leurs justes fins
<b>Objectifs spécifiques</b>	<b>1-</b> Affecter et/ou recruter trente deux (32) enseignants dans les écoles primaires de la Commune de Mouanko	-Décret de nomination -décision d'affectation -attestation de prise de service	Rapport entre le nombre d'élèves par classe et par enseignant	
	<b>2-</b> Réhabiliter et/ou construire et équiper les salles de classe dans les écoles primaires de la Commune de Mouanko	-Nombre d'écoles primaires en bon état et fonctionnel en augmentation dans la Commune de Mouanko -Toutes les écoles à cycle complet ont chacune au moins 06 salles de classes fonctionnelles	-Appels d'offres ouverts -procès verbaux de livraison de chantier -observation des salles de classe	
	<b>3-</b> Octroyer trois cent quinze (315) tables bancs aux écoles primaires de la Commune de Mouanko	Le nombre d'élèves assis par tables bancs répond à la norme	Observation dans les écoles	
	Construction de 12 blocs latrines dans toutes les EP de la Commune	- Chaque école primaire dispose d'un bloc latrine fonctionnel	Observation dans les écoles	
	<b>4-</b> Réhabiliter et /ou construire de points d'eau potable dans les écoles primaires de la Commune de Mouanko	-Chaque école primaire dispose d'un point d'eau potable	Observation des écoles	
<b>5-</b> Aménagement de 01 aire de jeu par école primaire dans toute la Commune	-Chaque école primaire publique a une aire de jeu	Observation dans les écoles		
<b>Résultats attendus</b>	<b>R1</b> : 32 enseignants affectés et/ou recrutés dans les écoles primaires de la Commune de Mouanko	-32 enseignants effectivement à pied d'œuvre au sein des établissements primaires de la commune -Rapport entre le nombre d'élèves et le nombre d'enseignants par classe et par établissement primaire respecté	Décret d'affectation et ou décision de recrutement ; attestation de prise de service	
	<b>R2</b> : 10 salles de classe réhabilitées et 05 autres nouvellement construites dans les écoles primaires de la Commune de Mouanko	-Le cadre de travail est décent et agréable pour les enseignants et pour les élèves	Arrêté de création et d'ouverture	

	<b>R3-</b> 12 blocs administratifs construits dans toutes les écoles primaires de la Commune de Mouanko	-Chaque école primaire a un bloc administratif opérationnel	Observation dans les écoles			
	<b>R4-</b> 315 tables bancs sont octroyés aux écoles primaires de la Commune de Mouanko	-Le principe de deux (02) élèves par table banc est atteint et respecté dans toutes les salles de classe à travers la Commune de Mouanko.	Observation dans les écoles			
	<b>R5-</b> 03 points d'eau sont réhabilités et 02 autres sont aménagés dans les établissements primaires de la Commune de Mouanko	-La clientèle de ces écoles primaires (les maîtres et les élèves disposent en permanence de l'eau potable)	Observation dans les écoles			
	<b>R-6-</b> 12 aires de jeu sont aménagées dans les écoles primaires de la Commune de Mouanko	- Chaque école primaire dispose d'une aire de jeu	Observation dans les écoles			
<b>Activités /action</b>		<b>Moyens</b>			<b>Coût</b>	<b>Conditions préalables de réalisation</b>
		<b>Humain</b>	<b>Matériel</b>	<b>financier</b>		
	<b>A1-</b> Affectation/recrutement de 32 Enseignants (02 à Moulongo, 02 à Yatou, 02 à Dibongo, 03 à Olombé, 02 à Pongo Songo, 02 à Mbiako, 02 à Yoyo I, 02 à Yoyo II, 04 à Bolondo et 04 à youme II) (65 104 X 12) X 32	x	x	x	25 000 000	
	<b>A2-</b> Réhabilitation des salles de classe <ul style="list-style-type: none"> <li>• EP d'Olombé (02) ;</li> <li>• EP de Moulongo(03)</li> <li>• EP Pongo Songo (03)</li> <li>• EP de Seppe (02)</li> </ul> (10 X 3 300 000)	x	x	x	33 000 000	
	<b>A3-</b> Construction et équipement de 05 salles de classe dont : <ul style="list-style-type: none"> <li>01 à Bossambo Farm</li> <li>01 à Yoyo 1</li> <li>01 à Yoyo II</li> <li>01 à Elog Etot</li> <li>01 à Moulongo</li> </ul>	X	X	X	144 000 000	
	<b>A4-</b> Réhabilitation de 03 points d'eau soit : <ul style="list-style-type: none"> <li>01 à l'EP de Seppe</li> <li>01 à l'EP de Mouanko Centre</li> <li>01 à l'EP de de Dibongo</li> </ul> (03 X 8 000 000)	X	X	X	22 000 000	

	<b>A5</b> -Construction de 02 points d'eau potable dont : 01 à l'EP de Pongo songo, 01 point d'eau à l'EP d'Olombé	X	X	X	16 000 000
	<b>A6</b> -Octroi de 315 tables bancs à toute la Commune dont : -30 tables bancs à l' OLombé - 20 à l'EP de Nseppé /Elogngango - 30 à l'EP de Yatou - 45 à l'EP de Moulongo - 30 à l'EP de pongo songo -20 à l'EP de Mbiako - 50 à l'EP de Youme II, - 15 à Bolondo, - 30 à l'EP de Yoyo II - 20 à Yoyo I				9 900 000
	<b>A7</b> -Construction de 12 blocs latrines dans toutes les EP de la Commune	X	X	X	49 000 000
	<b>A8</b> -Aménagement de 01 aire de jeu par EP	X	X	X	46 800 000
	<b>A9</b> -Construction d'un bloc administratif par école (12 X 3 500 000)				42 500 000
<b>Total</b>					<b>388 200 000 FCFA</b>

**SECTEUR 8 : ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES**  
**Problème du secteur 8 : Difficulté d'accès à l'enseignement secondaire**

	<b>Logique d'intervention</b>	<b>Indicateur objectivement vérifiable</b>	<b>Source de vérification</b>	<b>Hypothèse de réalisation</b>
<b>Objectif global</b>	Démocratiser l'accès à l'enseignement secondaire et améliorer les conditions de travail des enseignants et des élèves			- La collaboration entre la commune et ses partenaires demeure bonne  - Les moyens (humains, matériels et financiers) sont utilisés à leurs justes fins
<b>Objectifs spécifiques</b>	1-Assurer aux enseignants vacataires une rémunération permanente dès 2013	- Salaire régulièrement payé - décision d'affectation - attestation de prise de service	Bulletins de paie	
	2-Construire des logements d'astreintes pour les enseignants d'ici 2015	- Nombre de logements construits par établissement	- Procès verbaux de réception des chantiers - observation des logements	
	3-Augmenter la capacité d'accueil des salles de classe par l'octroi des tables bancs aux établissements scolaires du secteur à l'orée 2014	Nombre de table banc octroyé par établissement	Observation des ans les écoles	
	4-Promouvoir la culture de la lecture par la construction et l'équipement de bibliothèques dans certains établissements scolaires du secteur d'ici 2015	- Nombre de bibliothèques construits et équipés	Observation dans les écoles	
	5-Réduire la fracture numérique au lycée de Mouanko en 2015	Parc informatique de la Commune Connexion internet	Observation du centre multimédia	
	6-Rehabiliter le lycée de Mouanko d'ici 2015	Lycée rénové	Procès verbal de réceptions de chantier Observation du chantier	
	7-Réhabiliter et /ou construire de points d'eau potable dans les établissements scolaires du secteur de la Commune de Mouanko d'ici 2015	- Chaque école primaire dispose d'un point d'eau potable	Observation des écoles	
	8- Equiper le CETIC de Mouanko d'ici 2015	- Ateliers équipés et fonctionnels	Observation au sein du CETIC Bon d'achat procès verbal de livraison de chantier	
<b>Résultats attendus</b>	<b>R1</b> : 09 enseignants vacataires du lycée et du CETIC pris en charge par la Commune de Mouanko dès 2012	- Rémunération effective pour les 32 enseignants	Bulletins de paie	
	<b>R2</b> : 35 logements d'astreintes construits pour les enseignants de la Commune de Mouanko	- Nombre de logements construits	Procès verbal de réception de chantier Observation des logements	

	<b>R3-</b> 430 tables bancs offerts aux établissements scolaires secondaires de la Commune de Mouanko d'ici 2014	-La parité deux élèves sur une table banc est respectée dans tous les établissements d'enseignement secondaire	Observation dans les établissements			
	<b>R4-</b> 02 bibliothèques construits et équipés d'ici 2015	-Nombre de bibliothèque construits et équipés	Observation dans les écoles			
	<b>R5-</b> 01 nouvelle salle informatique construite et équipée capacité 50 places avec connexion internet	Salle informatique de 50 places entièrement équipées et opérationnelle	Procès verbal de réception du chantier Observation de la salle			
	<b>R6-</b> 32 ordinateurs écrans plats fournies au lycée	Nombre d'ordinateurs disponibles	Procès verbal de réception Observation de la salle informatique			
	<b>R7-</b> Lycée de Mouanko entièrement rénové	Nombre de bâtiments rénové	Procès verbal de réception de chantier			
	<b>R8-</b> Ateliers du CETIC entièrement équipés et fonctionnels	Nombre d'ateliers équipés	Observation des ateliers Procès verbaux de livraison du matériel			
	<b>R9-</b> 02 points d'eau aménagés en 2013 au lycée et au CETIC de la Commune de Mouanko	Eau potable disponible au lycée et au CETIC	Observation dans les écoles			
<b>Activités /action</b>		<b>Moyens</b>			<b>Coût</b>	<b>Conditions préalables de réalisation</b>
		<b>Humain</b>	<b>Matériel</b>	<b>financier</b>		
		x	x	x	9 000 000	
	<b>A1-</b> Prise en charge de la rémunération de 09 enseignants vacataires du lycée (06) et du CETIC (03)	x	x	x	525 000 000	
	<b>A2-</b> 35 logements d'astreintes construits pour les enseignants de la Commune de Mouanko soit (20) pour le lycée bilingue et (15) pour le CETIC				8 600 000	
	<b>A3-</b> 430 tables bancs offerts aux établissements scolaires secondaires de la Commune de Mouanko d'ici 2014 soit (180) au lycée et (250) au CETIC				50 000 000	
	<b>A4-</b> Construction et équipement de 02 bibliothèques au lycée (01) et au CETIC (01)	X	X	X	10 000 000	
	<b>A5-</b> Construction et équipement de 01 nouvelle salle informatique au lycée bilingue de 50 places avec connexion internet	X	X	X	32 000 000	
<b>A6-</b> Octroi de 32 ordinateurs écrans plats au lycée	x	x	x			

	Bilingue de Mouanko				
	<b>A7</b> -Réhabilitation du lycée bilingue de Mouanko	X	X	X	200 000 000
	<b>A8</b> -Aménagement de 02 points d'eau au lycée bilingue (01) et au CETIC (01)	X	X	X	10 000 000
	<b>A9</b> -Construction et équipement des ateliers du CETIC de Mouanko				
	• Construction et équipement des ateliers :	X	X	X	39 900 000
	-Mécanique et électricité	X	X	X	37 000 000
	-Froid et climatisation	X	X	X	51 500 000
	-Chaudronnerie et plomberie	X	X	X	34 000 000
	-Maçonnerie	X	X	X	22 000 000
	-02 salles de classe	x	x	x	25 000 000
	-Bloc administratif				
<b>Total</b>					<b>1 054 000 000 FCFA</b>



**SECTEUR 9 : ENSEIGNEMENT SUPERIEUR**  
**Problème du secteur 9 : Difficulté d'accès à l'enseignement supérieur**

	<b>Logique d'intervention</b>	<b>Indicateur objectivement vérifiable</b>	<b>Source de vérification</b>	<b>Hypothèse de réalisation</b>
<b>Objectif global</b>	Promouvoir l'accès à une formation post secondaire de qualité			- La collaboration entre la commune et ses partenaires demeure bonne  - Les moyens (humains, matériels et financiers) sont utilisés à leurs justes fins
<b>Objectifs spécifiques</b>	1-Construire un institut supérieur des métiers de la pêche à Mouanko Centre d'ici 2015	Institut supérieur construit et fonctionnel	Procès verbal de réception du chantier Observation de l'institut	
	2-Subventionner la formation post secondaire des jeunes ressortissants de la Commune de Mouanko d'ici 2015	-Nombre d'étudiants ayant reçu une subvention	-cérémonie d'attribution des bourses d'études	
	3-Promouvoir l'emploi des jeunes vacanciers au sein de la Commune de Mouanko dès 2012	Nombre de jeunes vacanciers employés par an	Contrats de stage de vacances	
<b>Résultats attendus</b>	<b>R1</b> : 01 institut créé et fonctionnel d'ici 2015	-Rémunération effective pour les 32 enseignants	Bulletins de paie	
	<b>R2</b> : 30 bourses d'études octroyées chaque année aux étudiants les plus méritants de la Commune de Mouanko dès 2013	-Nombre de bourses octroyées	Cérémonie d'attribution des bourses d'études	
	<b>R3</b> - 20/an bourses d'études octroyées aux jeunes filles des filières scientifiques et techniques de la Commune de Mouanko dès 2013	Nombre de bourses attribuées aux jeunes étudiantes des filières scientifiques et techniques	Cérémonie d'attribution des jeunes	
	<b>R4</b> - 05 travaux de recherches (masters et ingénieurs et doctorats) de jeunes étudiants de Mouanko subventionnés chaque année d'ici 2015	-Nombre de travaux de recherche subventionnés chaque année	Cérémonie d'attribution des subventions de recherche	

	R5- 20 stagiaires vacanciers recrutés au sein de la Commune de Mouanko chaque année	Nombre de stagiaires vacanciers recrutés chaque année			Décision de recrutement des stagiaires vacanciers Cérémonie d'au revoir	
Activités /action		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
	A1-Création, construction et équipement de 01 institut supérieur des métiers de la pêche	x	x	x	500 000 000	
	A2-Octroi de 30 bourses d'études /an à 30 étudiants méritants de la Commune de Mouanko	x	x	x	1500 000	
	A3-Attribution de 20 bourses d'études par an aux jeunes filles des filières scientifiques				1 000 000	
	A4- Octroi de 05 subventions de recherche post universitaires à 05 étudiants par an dans la Commune de Mouanko	X	X	X	2 500 000	
	A5-Recrutement de 20 stagiaires vacanciers par an au sein de la Commune de Mouanko	X	X	X	1 000 000	
<b>Total</b>					<b>506 000 000</b>	

**SECTEUR 10 : EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE**  
**Problème du secteur 10 : Insuffisance des centres de formation professionnelle**

	<b>Logique d'intervention</b>	<b>Indicateur objectivement vérifiable</b>	<b>Source de vérification</b>	<b>Hypothèse de réalisation</b>
<b>Objectif global</b>	Moderniser les infrastructures et le fonctionnement actuel de la SAR/SM			- La collaboration entre la commune et ses partenaires demeure bonne  - Les moyens (humains, matériels et financiers) sont utilisés à leurs justes fins
<b>Objectifs spécifiques</b>	1-Moderniser les équipements des ateliers de la SAR/SM d'ici 2015	-Nombre de machines et équipements acquis	Procès verbaux de livraison de matériels	
	2-Augmenter la capacité d'accueil de la SAR/SM construire par la Construction de nouvelles salles de classe d'ici 2015	-Nombre de logements construits par établissement	-Procès verbaux de réception des chantiers -observation des salles de classe	
	3-Prise en charge de 12 enseignants	Nombre d'enseignants pris en charge	Bulletins de paie	
	4-Construire un bloc administratif au sein de la SAR/SM d'ici 2015	- bloc administratif construit	Procès verbal de réception de chantier Observation dans le campus	
<b>Résultats attendus</b>	<b>R1</b> : construction et équipement des ateliers de la SAR/SM de Mouanko dès 2012	-Ateliers construits et équipés	Procès verbal de réception des ateliers équipés	
	<b>R2</b> : 02 salles de classe construites à la SAR/SM	-Nombre de salles de classe construits	Procès verbal de réception de chantier Observation des salles de classe	
	<b>R3</b> -12 enseignants pris en charge par la Commune	-Nombre d'enseignants		
	<b>R4</b> - 01 bloc administratif construit à la SAR/SM de la Commune de Mouanko d'ici 2014	- Bloc administratif construit	Observation au sein de la SAR/SM	

Activités /action		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
A1- Construction et Equipement des ateliers de la SAR/SM de Mouanko en matériel soit : Atelier mécanique et électricité		X	X	X	39 000 000	
A2- Froid et climatisation		x	x	x	37 000 000	
A3- Chaudronnerie et plomberie		X	X	X	51 000 000	
A4- Maçonnerie		X	X	X	34 000 000	
A5-Construction et équipement de 02 salles de classe		X	X	X	22 000 000	
A6- Construction et équipement du bloc administratif		x	x	x	25 000 000	
A7- Prise en charge de 12 enseignants		X	X	X	40 000 000	
<b>Total</b>					<b>248 000 000</b>	

**SECTEUR 11 : TRAVAUX PUBLICS**  
**Problème du secteur 11 : Enclavement, mauvais état des routes et pistes**

Éléments du cycle du projet	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
<b>Objectif global</b>	Assurer une meilleure la circulation des biens et des personnes d'ici 2015					
<b>Objectifs spécifiques</b>	1-Entretien courant de la nationale et des pistes rurales en 2013 ;	-Etat d'entretien du tronçon de Mouanko-Edéa, Mouanko-Douala;			Enquête INS, - ECAM	Collaboration étroite entre les administrations concernées Financements disponibles
	2-Construction et réhabilitation des ouvrages d'art (ponts et buses) en 2013	-Nombre de ponts et buses construits et réhabilités ;			Rapport sectoriel	
	3--Entretien courant des routes rurales d'ici 2013	Nombre de kilomètres de routes rurales entretenus			- Rapport de la commune	
<b>Résultats attendus</b>	<b>R1</b> : -Route en bon état entre Mouanko-Douala et Mouanko-Edéa;	-Etat des ouvrages d'art ;			Enquête INS, - ECAM	Les appuis divers sont déployés pour l'entretien des routes
	<b>R2</b> : -Voies d'accès non interrompues ;	Nombre de ponts et buses construits et réhabilités ;			Rapport sectoriel	
	<b>R3</b> - -Praticabilité des routes rurales et des pistes agricoles en toute saison	-Etat de praticabilité des routes non bitumées			- Rapport de la commune	
<b>Activités /action</b>		<b>Moyens</b>			<b>Coût</b>	<b>Conditions préalables de réalisation</b>
		<b>Humain</b>	<b>Matériel</b>	<b>financier</b>		
	<b>A1</b> --Bitumage de la route Dizangué-Mouanko-Yoyo	X	X	X	25 000 000 000	
	<b>A2</b> - Reprofilage de la route principale Edéa-Mouanko-Yoyo II (73 km)	X	X	X	75 000 000	
<b>A3</b> - Ouverture de 01 route Edéa-Pongo Songo (36 km)	X	X	X	48 000 000		

	<b>A4-</b> Réhabilitation de la route Yoyo II-Youmé -Bolondo (16 KM)	X	X	X	144 000 000	Etudes d'impacts socio environnementales
	<b>A5-</b> Ouverture de 01 route Carrefour Malimba-Malbengué (10 km)	X	X	X	64 000 000	
	<b>A6-</b> Réouverture de la bretèle Mouanko ville – Elogngango(17 km)	X	X	X	40 000 000	
	<b>A7-</b> Réhabilitation de la bretelle Elogzowout-Elogidgle- Bédalé (08 km)	X	X	X	12 000 000	
	<b>A8-</b> Réhabilitation de la route Mouanko ville-Elog Ngango (20 km)	X	X	X	24 000 000	
	<b>A9-</b> Entretien courant Mouanko-Yoyo II(21 km)	X	X	X	60 000 000	
	<b>A10-</b> Réhabilitation de la bretelle Yadibo II-Mouanko (04 Km)	X	X	X	42 000 000	
	<b>A11-</b> Reprofilage de la route Edéa – Olombé (40 km)	X	X	X	12 000 000	
	<b>A12-</b> Ouverture de la route Pongo songo-Yavi (50 km)	X	X	X	200 000 000	
	<b>A13-</b> Construction de 02 dalots sur la route Dizangué-Mouanko	X	X	X	80 000 000	
	<b>A14-</b> Réhabilitation de la route Edéa-Olombé (40 km)	X	X	X	100 000 000	
	<b>A15-</b> Ouverture de la route Yatou-Olombé (25 km)	X	X	X	75 000 000	
<b>Total</b>					<b>25 976 000 000</b>	

## Secteur 12 : AFFAIRES SOCIALES

## Problème du secteur 12 : Faible encadrement des personnes vulnérables

Éléments du cycle de projet	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
<b>Objectif global</b>	Promouvoir la prise en charge des personnes vulnérables			Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune
<b>Objectifs spécifiques</b>	<b>1-</b> Créer les structures d'encadrement et d'animation relatifs au secteur ;	Nombre de structures d'encadrement et d'animation créées ;	Observation des structures	
	<b>2-</b> Accroître les capacités financières des couches vulnérables ;	Nombre d'appuis financiers octroyés aux couches vulnérables ;	Cérémonie de distribution des appuis financiers	
	<b>3-</b> Promouvoir l'intégration sociale des personnes vulnérables/ lutter contre les discriminations faites à l'encontre des couches vulnérables	Nombre de personnes vulnérables intégrées	,Rpport d'activités sectoriels	
<b>Résultats attendus</b>	<b>R1</b> : - 01 centre Communal des affaires sociales créé, construit et équipé;	Centre des affaires sociales opérationnelles ;	Observation du centre,	
	<b>R2</b> : 01 centre d'encadrement des handicapés construit et équipé			
	<b>R3</b> : - 06 associations de personnes socialement vulnérables financées ;	Nombre d'associations financées montants des enveloppes remis ;	Rapport d'activités	
	<b>R4</b> Réinsertion sociale des personnes vulnérables	Nombre de personnes vulnérables intégrées	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient la Commune	

Activités /action	Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
	Humain	Matériel	financier		
A1-- Création, construction et équipement de 01 centre social d'arrondissement à Mouanko	X	X	X	100 000 000	Etudes d'impacts socio environnementaux
A2- Octroi des financements des AGR à 06 associations des personnes socialement vulnérables	X	X	X	6 000 000	
A3- Organisation des cibles	X	X	X	1 500 000	
A4- Construction et équipement de 01 centre d'encadrement des personnes handicapées	X	X	X	70 000 000	
<b>Total</b>				<b>177 500 000</b>	



**SECTEUR 13 : TOURISME ET LOISIRS**  
**Problème du secteur 13 : Faible valorisation du potentiel touristique**

Éléments du cycle de projet	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
<b>Objectif global</b>	Viabiliser le potentiel touristique de Mouanko	Nombre de touristes internationaux par an  -Nombre de touristes internes ;  -Nombre de sites touristiques aménagés et normalisés ;  -VA touristique / VA totale ;		Les populations, l'Etat et les tour-opérateurs appuient la promotion du tourisme
<b>Objectifs spécifiques</b>	<b>1-</b> Identifier, aménager et entretenir les sites touristiques ;	Nombre de sites touristiques aménagés ;	- Enquête INS,  - ECAM	
	<b>2-</b> Recruter et former des guides/pisteurs touristiques ;	Nombre de guides touristiques formés ;	Rapport sectoriel	
	<b>3--</b> Mettre sur pied un système informationnel de promotion du tourisme ;	Système informationnel de promotion mis sur pied ;	Rapport de la commune	
	<b>4-</b> Améliorer la qualité du service et d'hébergement	-Qualité du service de l'hébergement	Rapport de la commune	
<b>Résultats attendus</b>	<b>R1</b> : - sites touristiques de la commune entièrement viabilisés ;	Nombre de sites touristiques viabilisé et aménagés ;	Observation des sites touristiques	
	<b>R2</b> : - Promotion des emplois touristiques ;  -Vente de l'image de la commune ;	Nombre de guides touristiques formés ;  Système informationnel de promotion mis sur pied ;	Rapport sectoriel	

	R3- Nombre d'hôtels et de centres d'accueil et d'hébergement s construit	Nombre de lits disponibles dans toute la Commune de Mouanko			Rapports de la commune	
Activités /action		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
	A1 Création, construction et équipement de l'office communal de tourisme à Mouanko	X	X	X	50 000 000	
	A2- Construction d'un complexe touristique municipal à Mouanko	X	X	X	50 000 000	Etudes socio environnementaux
	A3- Organisation de 01 formation de 15 jours des guides et pisteurs touristiques	X	X	X	50 000 000	
	A4 -Mise sur pied d'un système informationnel de promotion du potentiel touristique de la Commune (carte touristique, site web, sanctuaire)	X	X	X	10 000 000	
	A5-Création d'un comité chargé de répertorier et d'identifier le potentiel touristique de la Commune de Mouanko	X	X	X	5 000 000	
	A6- Aménagement, sécurisation et mise en valeur de 03 sites touristiques à fort potentiel ( Mariemberg, plage de Yoyo, Mongo)	X	X	X	280 000 000	
	A7-Construction des établissements d'hébergement et de restauration à Mouanko, Suelaba, Yoyo II, Mbiako)	X	X	X	60 000 000	
<b>Total</b>					<b>505 000 000</b>	

**SECTEUR 14 : HABITAT ET DEVELOPPEMENT URBAIN**  
**Problème du secteur 14 : Absence d'un Schéma Directeur d'Urbanisation**  
**et d'un Plan Cadastral**

Eléments du cycle de projet	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
<b>Objectif global</b>	Objectif Supérieur (DSCE) : Promouvoir le développement urbain et l'accès à un habitat décent dans la Commune de Mouanko	Qualité de l'habitat ; degré de salubrité nombre d'infrastructures urbaines mises en place	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)	Les populations, l'Etat et les bailleurs appuient la promotion de l'urbanisation
<b>Objectifs spécifiques</b>	1- Poursuivre la construction des infrastructures urbaines	Nombre d'infrastructures urbaines construites ;	- Enquête INS, - ECAM -Rapport sectoriel	
	2- Maîtriser l'occupation des sols et l'habitat urbain ;	Respect du plan d'urbanisation	- Rapport de la commune	
<b>Résultats attendus</b>	<b>R1</b> : - Plan sommaire d'urbanisation de la ville de Mouanko réalisé ;	Nombre d'infrastructures urbaines construites ;	Rapport sectoriel - Rapport de la commune	
	<b>R2</b> : -10 km de route réhabilités dans l'espace urbain de Mouanko	Nombre de km de route réhabilités ;	Rapport sectoriel - Procès verbal de réception de chantier	
	<b>R3</b> -10 km de route assainis dans le périmètre urbain de Mouanko	Nombre de kms de routes assainies	Rapport sectoriel - Procès verbal de réception de chantier	
	<b>R4</b> -250 lotissement communaux viabilisés	Nombre de lotissement communaux viabilisés	Observation des lotissements	
	<b>R5</b> -Création d'un bureau de génie civil au sein de la Mairie	Bureau communal du génie civil opérationnel	Rapports d'activités	
	<b>R6</b> -Aménagement d'une décharge à ABEE village	Décharge aménagée	Procès verbal de réception de chantier	
	<b>R7</b> -01 cimetière municipale aménagé	Cimetière ouvert au public	Observation du cimetière	
	<b>R8</b> -50 logements sociaux construits	Nombre de logements sociaux construits	Procès verbal de livraison de chantier	
	<b>R9</b> : Organisation de 02 campagnes de sensibilisation aux règles d'urbanisme	Nombre de campagnes de sensibilisation organisées	Rapports d'activités	

Activités /action	Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
	Humain	Matériel	financier		
<b>A1</b> Elaboration du PSU (Plan Sommaire d'Urbanisation)	X	X	X	50 000 000	Etudes d'impacts socio environnementaux
<b>A2-</b> Réhabilitation et entretien de 10 km de route en terre à Mouanko Centre	X	X	X	35 000 000	Impacts socio environnementaux
<b>A3-</b> Assainissement de 10 km de route à Mouanko Centre	X	X	X	65 000 000	Impacts socio environnementaux
<b>A4</b> - Création de 250 lotissements communaux viabilisés	X	X	X	150 000 000	
<b>A5-</b> Création d'un bureau communal de génie civil au sein de la Mairie de Mouanko	X	X	X	150 000 000	Impacts socio environnementaux
<b>A6-</b> Aménagement d'une décharge à Abée village	X	X	X	10 000 000	Impacts socio environnementaux
<b>A7-</b> Aménagement d'un cimetière municipal	X	X	X	250 000 000	Impacts socio environnementaux
<b>A8-</b> Construction de 50 logements sociaux	X	X	X	55 000 000	Impacts socio environnementaux
<b>A9-</b> Organisation de 02 campagnes de sensibilisation et d'information aux règles générales d'urbanisme	X	X	X	2 000 000	Impacts socio environnementaux
<b>Total</b>				<b>767 000 000</b>	

**Secteur 15: EAU ET ENERGIE**  
**Problème du secteur 15 : Difficulté d'accès à l'eau potable et à l'énergie**

Eléments du cycle de projet	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
<b>Objectif global</b>	Développer les infrastructures hydrauliques et énergétiques	Pourcentage des ménages ayant accès à l'eau potable et à l'électrification	Présence des compteurs électriques dans les ménages	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune
<b>Objectifs spécifiques</b>	1- Doter la commune d'infrastructures hydrauliques fonctionnelles ;	Nombre de point d'eaux aménagés ;	Enquête INS, - ECAM	
	2- Faire une extension du réseau électrique Basse Tension	Nombre de villages électrifiés	- Rapport sectoriel Rapport de la commune	
<b>Résultats attendus</b>	<b>R1</b> - 09 puits réhabilités dans 09 localités de la Commune de Mouanko;	Nombre de point d'eaux réhabilités ;	Procès verbal de livraison des puits	
	<b>R2</b> -07 puits à motricité humaine construits dans 07 localités de la Commune de Mouanko	Nombre de puits d'eaux construits	Procès verbal de livraison des puits	
	<b>R3</b> -05 forages construits dans 05 localités de la Commune de Mouanko	Nombre de forages construits Localisation des forages	Procès verbal de livraison des forages	
	<b>R4</b> -L'A.E.P de Ndogmongo réhabilité	L'A.E.P opérationnel	Observation de l'A.E.P	
	<b>R5</b> -01 source aménagée à ABEE	Source opérationnelle	Observation de la source	
	<b>R6</b> : Electrification de tous les villages de la commune	Nombre de villages électrifiés	Rapport sectoriel - Rapport de la commune	

	01 station d'essence construite et opérationnelle	Station d'essence ouverte au public			Procès verbal de livraison de chantier	
	Activités /action	Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	Financier		
	<b>A1</b> Réhabilitation de 09 puits soit (01) à Elogngango, (01) à Ndogmongo, (01) à Dibongo, (01) à Yoyo II et (01) à Mouanko centre, (01) à Bédalé, (01) Bemengué , (01) Moulongo, (01) Yankanzock	X	X	X	25 500 000	
	<b>A2-</b> Construction de 07 puits à Elogngango, Yavi, Mbiako, Malbengué, Elogzogwout, Yadibo et Bongo	X	X	X	68 000 000	
	<b>A3-</b> Construction de 05 forages dont (01) à Yoyo II, (01) à Bohengué, (01) à Youmé I, (01) à Youmé II et (01) à Mouanko Centre	X	X	X	52 000 000	
	<b>A4</b> - Réhabilitation de l'A.E.P de Ndogmongo	X	X	X	25 000 000	
	<b>A5-</b> Aménagement de 01 source à Abée	X	X	X	3 500 000	
	<b>A6-</b> Construction de 01 point de captage et de traitement de l'eau sur la Sanaga	X	X	X	50 000 000	
	<b>A7-</b> Construction et équipement de 01 station d'essence à Mouanko centre soit :  01 pompe super  01 pompe pétrole  01 pompe fuel	X	X	X	80 000 000	

	<b>A8-</b> Installation de 03 citernes de 10 000 000 l	X	X	X	15 000 000	
	<b>A9-</b> Installation de 01 citerne de 5000 l	X	X	X	8000 000	
	<b>A10-</b> Travaux de génie civil -01 boutique-01 poste de vidange et mécanique -02 bureaux,-02 toilettes,-01 aire de service	X	X	X	12 000 000	
	<b>A11-</b> Extension du réseau électrique de la Commune de Mouanko sur 23 km avec :  Installation de 490 supports bois dont :  100 supports 09 m/s, 300 supports 11m/s  90 supports 11m/s	X	X	X	6 000 000  62 100 000  12 600 000	
	<b>A12-</b> Installation de 23 km de torsade 04 X 16 mm	X	X	X	27 000 000	
	<b>A13-</b> Installation de 10 postes de transformation HGE monophasée	X	X	X	40 000 000	
	<b>A14-</b> Electrification du CETIC	x	x	x	25 000 000	
	<b>A15-</b> Extension du réseau interconnecté Dizangué-Bambou-Mouanko (15km)	X	X	X	80 000 000	
<b>Total</b>					<b>591 700 000</b>	

**Secteur 16: MINES, INDUSTRIE ET DEVELOPEMENT TECHNOLOGIQUE**

**problème du secteur 16: Faible exploitation du potentiel minier**

	<b>Logique d'intervention</b>	<b>Indicateur objectivement vérifiable</b>			<b>Source de vérification</b>	<b>Hypothèse de réalisation</b>
<b>Objectif global</b>	Permettre une meilleure connaissance du potentiel minier et des richesses du sous sol de la Commune de Mouanko					- La collaboration entre la commune et ses partenaires demeure bonne
<b>Objectifs spécifiques</b>	1-Mettre en place une commission chargée de recenser et de rendre public les résultats des recherches off shore d'ici 2012	-Commission créée et fonctionnelle			Rapports d'activités	- Les moyens (humains, matériels et financiers) sont utilisés à leurs justes fins
	2-Encourager la création des carrières de sable de classe d'ici 2013	-Nombre de carrière de sable créées et exploitées			observation des carrières de sable	
<b>Résultats attendus</b>	<b>R1</b> : 01 Mettre sur pied la Carte Minière de la Commune de Mouanko	-Commission créée et fonctionnelle			Rapports d'activités	
<b>Activités /action</b>		<b>Moyens</b>			<b>Coût</b>	<b>Conditions préalables de réalisation</b>
		<b>Humain</b>	<b>Matériel</b>	<b>financier</b>		
	<b>A1-</b> prospector les Minerais de la Commune	X	X	X	25 000 000	
	<b>A2-</b> Aménagement des sites propices à l'exploitation Minière	X	X	X	100 000 000	
	<b>A3-</b> Sensibilisation des Exploitants des produits Miniers	X	X	X	1 000 000	
<b>A4-</b> Recherche de partenaires économiques pour valoriser le potentiel découvert	X	X	X	1 000 000		
<b>Total</b>					<b>127 000 000</b>	



**Secteur 17: DOMAINE, CADASTRE ET AFFAIRES FONCIERES**  
**Problème du secteur 17: difficulté d'accès à la propriété foncière**

	<b>Logique d'intervention</b>	<b>Indicateur objectivement vérifiable</b>	<b>Source de vérification</b>	<b>Hypothèse de réalisation</b>
<b>Objectif global</b>	Permettre aux populations d'accéder à la propriété foncière			- La collaboration entre la commune et ses partenaires demeure bonne - Les moyens (humains, matériels et financiers) sont utilisés à leurs justes fins - Reclassement de la réserve en parc
<b>Objectifs spécifiques</b>	1-Organiser des campagnes de sensibilisation à la gestion et à la gouvernance foncière d'ici 2014	-Nombre de campagnes de sensibilisation et de formation organisée	Rapports d'activités	
	2-Créer un bureau du génie civil au sein de la Commune d'ici 2015	-Bureau du génie civil créé et fonctionnel	-rapports d'activités	
	3-Accélérer le traitement du dossier de reclassement de la réserve en parc d'ici 2015	Réserve reclassée en parc	Décret de reclassement	
	4-Aménager des lotissements urbains d'ici 2015	- lotissements aménagés	Procès verbal de réception de chantier Observation des lotissements	
	5-Elaborer le plan de zonage	Plan de zonage élaboré	Observation du plan	
	6-Délimiter la frontière entre les Communes de Mouanko et de Dizangué	Frontière délimitée	Procès verbal de délimitation Observation des bornes	
<b>Résultats attendus</b>	R1 : 10 campagnes de sensibilisation à la gouvernance foncière organisées d'ici 2014	- Nombre de campagnes de sensibilisation et de formation organisée	Rapports d'activités	
	R2 : 01 bureau du génie civil créé et fonctionnel d'ici 2015	Bureau du génie civil créé et fonctionnel	-Rapports d'activités	
	R3-01 Commission chargée du suivi du dossier de reclassement de la réserve en parc créée	-Commission créée et fonctionnelle	Rapports d'activités	
	R4- 250 lotissements aménagés dans l'espace urbain de la Commune de Mouanko d'ici 2014	- Nombre de lotissements aménagés	Observation des lotissements	
	R5-01 plan de zonage élaboré	Plan de zonage disponible	Observation du Plan de zonage	
	R6-Délimitation de la frontière entre les Communes de Mouanko et de Dizangué			

Activités /action	Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
	Humain	Matériel	financier		
A1-Organisation de 10 campagnes de sensibilisation sur la gestion et la gouvernance foncière	X	X	X	5 000 000	
A2- Création d'une commission communale intersectorielle chargée du suivi du dossier de reclassement	x	x	x	50 000 000	
A3-Création d'un bureau de génie civil au sein de la Mairie de Mouanko	X	X	X	63 000 000	
A4- Aménagement de 150 lotissements du secteur primaire et de 100 lots du secteur secondaire	X	X	X	40 000 000	
A5-Elaboration d'un plan de zonage	X	X	X	15 000 000	
A6- Création d'une commission communale intersectorielle chargée de la délimitation de la frontière entre les communes de Mouanko et de Dizangué	x	x	x	25 000 000	
<b>Total</b>				<b>198 000 000</b>	

**Secteur 18: CULTURE**  
**Problème du secteur 18: Faible promotion des activités culturelles**

	<b>Logique d'intervention</b>	<b>Indicateur objectivement vérifiable</b>	<b>Source de vérification</b>	<b>Hypothèse de réalisation</b>
<b>Objectif global</b>	Valoriser le potentiel culturel de la Commune de Mouanko			- La collaboration entre la commune et ses partenaires demeure bonne  - Les moyens (humains, matériels et financiers) sont utilisés à leurs justes fins
<b>Objectifs spécifiques</b>	1-Construire des foyers communautaires dans certaines localités de la Commune de Mouanko d'ici 2015	-Nombre de foyers culturels construits et opérationnels	Procès verbal de réception des chantiers	
	2-Mettre sur pied une troupe de danse traditionnelle au sein de la Commune d'ici 2013	-Troupe de danse créée et opérationnelle	-rapports d'activités	
	3- Organiser un mini festival culturel tous les trois ans à Mouanko centre d'ici 2015	Mini festival organisé	Rapport d'activités Documents iconographiques	
	4-Organiser des séances de projection des films à caractère culturels chaque trimestre dans certaines localités de la Commune de Mouanko	- Nombre de projections réalisées par an	Documents iconographiques	
	5-Acheter un vidéo projecteur à la Mairie de Mouanko	01 vidéo projecteur acheté	Bon d'achat	
	6-Construire et équiper une bibliothèque municipale à Mouanko centre	Bibliothèque construite ; équipée et opérationnelle	Procès verbal de réception de chantier Rapports d'activité	
	7-Créer, construire et équiper un centre de promotion culturel	Centre de promotion culturelle opérationnelle	Rapports d'activités	
<b>Résultats attendus</b>	R1 : 05 foyers communautaires construits et opérationnels d'ici 2014	- Nombre de centre communautaires construits	Procès verbal de réception de chantier Rapports d'activités	
	R2 : 01 troupe de danse traditionnelle mise sur pied d'ici 2013	Troupe de danse opérationnelle	-rapports d'activités	
	R3-01 festival culturel organisé tous les trois ans	-Festival culturel organisé	Rapports d'activités Documents iconographiques	
	R4- 03 séances de projection organisées par dès 2013	- Nombre de séances organisées par an	Documents iconographiques	
	R5-01 vidéo projecteur acquis	Vidéo projecteur disponible	facture	

	<b>R6</b> -Construction et équipement d'une bibliothèque municipale	Bibliothèque construite et opérationnelle	Rapport d'activités			
	<b>R7</b> -Création, construction et équipement d'un centre de promotion culturel	Centre de promotion culturel construit et opérationnel	Rapports d'activités			
<b>Activités /action</b>		<b>Moyens</b>			<b>Coût</b>	<b>Conditions préalables de réalisation</b>
		<b>Humain</b>	<b>Matériel</b>	<b>financier</b>		
	<b>A1</b> -Construction et équipement de 05 foyers communautaires à Elongango, Pongo Songo, Bolondo, Dibongo, Nkankanzock, Yoyo II	X	X	X	75 000 000	
	<b>A2</b> - Mise sur pied d'une troupe de danse traditionnelle à Mouanko centre	x	x	x	5 000 000	
	<b>A3</b> -Organisation d'un mini festival tous les trois ans à Mouanko centre	X	X	X	30 000 000	
	<b>A4</b> - Organisation d'une séance de projection vidéo à caractère culturel	X	X	X	5 000 000	
	<b>A5</b> -Achat d'un vidéo projecteur à la Mairie de Mouanko	X	X	X	2 000 000	
	<b>A6</b> - Construction et équipement d'une bibliothèque municipale à Mouanko	x	x	x	30 000 000	
	<b>A7</b> -Création et équipement d'un centre de promotion culturel	x	x	x	10 000 000	
<b>Total</b>					<b>82 000 000</b>	

**SECTEUR 19 : PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, DE L'ECONOMIE  
SOCIALE ET DE L'ARTISANAT**  
**Problème du secteur 19 : Faible promotion de l'artisanat et des PME**

Eléments du cycle de projet	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Promouvoir un meilleur encadrement des acteurs du secteur et l'emploi des jeunes					Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune
Objectifs spécifiques	1- Diversifier et renforcer la mise en place des AGR ;	Nombre d'AGR mises en place ;			Enquête INS, - ECAM	
	Sensibiliser les acteurs des PME sur leur rôle dans le développement de l'économie locale d'ici 2013				Rapport sectoriel Rapport de la commune	
	2- Subventionner certains acteurs locaux des PME					
	3-Faciliter l'obtention des moyens matériels et financiers aux petits entrepreneurs	Nombre et types d'appuis offerts				
Résultats attendus	R1 : Nombre de personnes ayant accès à la sécurité sociale ;	Nombre de personnes affiliées à la CNPS			Enquête INS, - ECAM	
	R2 : Nombre de personnes ayant accès à un travail décent ;	Nombre de personnes ayant un travail décent ;			- Rapport sectoriel - Rapport de la commune	
Activités /action		<b>Moyens</b>			<b>Coût</b>	<b>Conditions préalables de réalisation</b>
		<b>Humain</b>	<b>Matériel</b>	<b>financier</b>		
	A1 - Organisation de 02 séances de sensibilisation des acteurs des PME et de l'artisanat	X	X	X	1 000 000	
	A2- Subvention des acteurs locaux du secteur des PME et de l'économie sociale (huilerie, carrière de sable) en acquisition du matériel moderne	X	X	X	300 000 000	
	A3- Construction de 05 unités de transformation des produits locaux donc	X	X	X	(05 X 30 000 000)=150 000 000	

	01 à Malimba, 01 à Bemengue, 01 à Okola (Abée), 01 à Mbanga et 01 à Mouanko centre  -Noix de palme -Coquille des palourdes					
	<b>A4</b> - Construction de 04 fumoirs pour poisson soit : (01) à Mbiako, (01) à Youmé I, (01) à Yoyo et (01) à Yankanzok	X	X	X	28 000 000	
	<b>A5</b> - Création et équipement de 01 bureau de l'artisanat au sein de la Commune de Mouanko et recrutement du personnel	X	X	X	10 000 000	
	<b>A6</b> -Construction de 01 village de l'artisanat à Mouanko ville	X	X	X	25 000 000	
	<b>A7</b> -Organisation de 01 salon de l'artisanat tous les deux ans (02) ans à Mouanko Ville	X	X	X	25 000 000	
	<b>A8</b> -Organisation de 01 formation des acteurs de l'économie sociale dans le montage des projets de développement	X	X	X	1 000 000	
	<b>A9</b> -Organisation de 02 ateliers de formation et d'appui aux artisans à Mouanko	X	X	X	1 000 000	
	<b>A10</b> -Construction de 14 fumoirs pour palourdes (Canton Malimba, Nkankazok, Mouanko centre, Yadibo, Ndogmongo, Lobétal, Abée, Bimengue, Epolo, Yavi, Yatou, Yakonzock, Mbanga, Okonkon)	X	X	X	28 000 000	
<b>Total</b>					<b>569 000 000</b>	

**Secteur 20 : PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE**  
**problème du secteur 20: Faible encadrement des femmes et des familles**

Éléments du cycle de projet	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
<b>Objectif global</b>	Promouvoir l'épanouissement de la cellule familiale et l'égalité des genres	- Nombre des familles ayant reçu une bonne éducation sociale. -Niveau de sensibilité genre dans l'éducation familiale	Rapports d'activités	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune
<b>Objectifs spécifiques</b>	<b>1-</b> Créer les structures d'encadrement et d'animation des femmes d'ici 2015	Nombre de structures créées et opérationnelles ;	Enquête INS, - ECAM	
	<b>2-</b> Accroître les capacités financières des femmes d'ici 2015	Degré d'autonomisation des femmes ;	Rapport sectoriel	
	<b>3-</b> Promouvoir l'intégration sociale des femmes d'ici 2015	Niveau d'implication des femmes dans le processus de prise de décisions ;	Rapport de la commune	
	<b>4-</b> Lutter contre toutes formes de violences conjugales et familiales d'ici 2015	Sanctions à l'encontre des contrevenants		
<b>Résultats attendus</b>	<b>R1</b> : Création d'un cadre d'épanouissement de la femme d'ici 2015 ;	Nombre de structures créées et opérationnelles ;		
	<b>R2</b> : Autonomisation financière de la femme	Degré d'autonomisation des femmes ;		
	<b>R3</b> -Implication des femmes dans le processus de prise de décision	Niveau d'implication des femmes dans le processus de prise de décisions ;		
	<b>R4</b> -Epanouissement de la femme	Sanctions à l'encontre des contrevenants		
<b>Activités /action</b>		<b>Moyens</b>	<b>Coût</b>	
		<b>Humain</b> <b>Matériel</b> <b>financier</b>		

	<b>A1</b> - Equipement du centre de promotion de la femme et de la famille de Mouanko ( IH, Arts et culture, TIC)	X	X	X	30 000 000	
	<b>A2</b> - Appui financier à 50 femmes dynamiques de la commune d Mouanko	X	X	X	75 000 000	
	<b>A3</b> - Organisation de 03 campagnes de sensibilisation sur les actes de violences conjugales et familiales	X	X	X	5 000 000	
	<b>A4</b> - Renforcement du RAFAMO en filières d'activités fonctionnelles (fabrication du savon, teintures,...)	X	X	X	2 500 000	
	<b>A5</b> - Organisation d'une cérémonie de célébration collective des mariages pour 100 couples	X	X	X	3 000 000	
<b>Total</b>					<b>115 500 000</b>	



**SECTEUR 21 : TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE**  
**Problème du secteur 21 : Protection sociale des travailleurs**  
**insuffisante**

Éléments du cycle de projet	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
<b>Objectif global</b>	Parvenir à un optimum de couverture et de sécurité sociale pour toutes les populations	Taux d'augmentation du taux de couverture en matière de sécurité sociale ;  Taux d'accroissement de 90% de la sécurité sociale		
<b>Objectifs spécifiques</b>	1- Promouvoir l'extension de la sécurité sociale pour tous d'ici 2015	Nombre de personnes ayant accès à la sécurité sociale ;	Enquête INS,  - ECAM  Rapport sectoriel  Rapport de la commune	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune
	2- Faciliter l'accès à un travail décent chez les populations d'ici 2015	Nombre de ayant accès à un travail décent ;		
	3- Rapprocher les structures de la CNPS des populations d'ici 2015	Nombre de personnes affiliées à la CNPS		
<b>Résultats attendus</b>	R1 :03 campagnes de sensibilisation organisée	Nombre de personnes ayant accès à la sécurité sociale ;		
	R2 : 01 DATSS construite ;	Nombre de ayant accès à un travail décent ;		
	R3- 03 campagnes de sensibilisation organisées	Nombre de personnes affiliées à la CNPS		

Activités /action		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
	A1 - Organisation de 03 campagnes de sensibilisation à la sécurité sociale à Mouanko	X	X	X	1500 000	
	A2- Création, construction et équipement d'une délégation relative au secteur à Mouanko à Mouanko ville	X	X	X	25 000 000	
	A3- Organisation de 03 campagnes de sensibilisation à la prévention des maladies et des accidents du travail liés à la pêche	X	X	X	1 500 000	
<b>Total</b>					<b>28 000 000</b>	

**SECTEUR 22: RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATIONS**  
**Problème du secteur 22 : Faible accès aux résultats de la recherche scientifique**

Éléments du cycle de projet	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
<b>Objectif global</b>	Améliorer la recherche dans le secteur de l'industrie et des services			Les appuis divers sont déployés pour soutenir la recherche
<b>Objectifs spécifiques</b>	<b>1-</b> Créer un centre de promotion de la recherche en plantes médicinales Dibongo	Nombre de centres de promotion de la recherche en plantes médicinales à Dibongo ;	Arrêté de création et d'ouverture	
	<b>2-</b> Créer un centre de recherche agronomique à Mouanko centre	Nombre de centres de recherche agronomique créés à Mouanko centre;	Arrêté de création et d'ouverture	
	<b>3-</b> Créer un centre de recherche géologique et minière à Yoyo I	Nombre de centres de recherche géologique et minière à Mouanko centre	Arrêté de création et d'ouverture	
	<b>4-</b> Promouvoir l'esprit de recherche et de l'innovation dans l'espace géographique communal	Existence d'un esprit de recherche et d'innovation dans l'espace géographique communal	Actes et supports de séminaires de formation	
	<b>5-</b> Sensibiliser et renforcer les capacités des populations en matière de recherche dans l'espace géographique communal	Existence d'un cadre d'information et de sensibilisation dans l'espace géographique communal	Actes et supports de séminaires de formation	
<b>Résultats attendus</b>	<b>R1</b> : Un centre de promotion de la recherche en plantes médicinales créée à Dibongo	Nombre de Centres de promotion de la recherche en plantes médicinales créés de Dibongo ;	Arrêté de création et d'ouverture	Les moyens (humains, matériels et financiers) sont utilisés rationnellement
	<b>R2</b> : Un centre de recherche agronomique créée à Mouanko centre	Nombre de centres de recherche agronomique créée à Mouanko	Arrêté de création et d'ouverture	
	<b>R 3-</b> Un centre de recherche géologique et minière (observation des écosystèmes marins et fluviaux)	Nombre de gisements miniers découverts dans l'espace	Arrêté de création et	

	créée à Yoyo I	géographique communal			d'ouverture	
	<b>R4-</b> L'esprit de recherche et d'innovation est propagé dans l'espace géographique communal	Existence d'un esprit d'innovation			Actes et supports de séminaires de formation	
	<b>R5-</b> Les populations sont sensibilisés et leurs capacités renforcées en matière de recherche	Les populations développent des capacités en matière de recherche			Actes et supports de séminaires de formation	
Activités /action		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
	<b>A1</b> - Création d'un centre de promotion de la recherche en plantes médicinales à Dibongo	X	X	X	3 000 000	-Recherche des partenaires techniques et financiers ;
	<b>A2-</b> Création d'un centre de recherche agronomique à Mouanko centre	X	X	X	1 500 000	- Etude de faisabilité des centres de recherche ;
	<b>A3-</b> Création d'un centre de recherche et d'observation des écosystèmes marins et fluviaux (Yoyo I)	X	X	X	50 000 000	- Information et sensibilisation des différents partenaires
	<b>A4-</b> Organisation des 04 séminaires d'information, et de formation à Mouanko	X	X	X	1 000 000 X 4 = 4 000 000	
<b>Total</b>					<b>58 500 000</b>	

**SECTEUR 23 : TRANSPORT****Problème du secteur 23 : Faible développement des services de transport**

Éléments du cycle de projet	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
<b>Objectif global</b>	Développer les infrastructures de transport pour contribuer à la création d'un espace économique intégré et viable			
<b>Objectifs spécifiques</b>	<b>1-</b> Créer et construire une gare routière à Mouanko centre en 2013 ;	Gare routière construite et fonctionnelle ;	Arrêté de création et d'ouverture	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune
	<b>2-</b> Organiser l'activité de transport à Mouanko vers toutes les autres destinations de la Commune et des villages environnants et former les motos-taximen de l'espace géographique communal d'ici 2015	Déplacements effectifs des passagers dans toutes les destinations de l'espace géographique communal  Diminution du nombre d'accidents moto	Décision portant organisation du transport des motos taximen	
	<b>3-</b> Construire une station service à Mouanko centre en 2014	Nombre de station service construite à Mouanko	Décision portant construction	
	<b>4-</b> Acquérir 04 cars de transport en commun de 22 places à Mouanko en 2014	Nombre de cars de transport en commun de 22 places acquis à Mouanko	Cars de transport en commun de 22 places	
	<b>5-</b> Acquérir un cargo pour la Commune	Nombre de cargos acquis	Acte de vente signé	
<b>Résultats attendus</b>	<b>R1</b> : Une gare routière créée à Mouanko centre ;	Nombre de gares routières créées à Mouanko centre	Hangar d'embarquement	
	<b>R2</b> : L'activité de transport est organisée à Mouanko et les mototaximen de l'espace géographique communal formés	Facilitation des déplacements et des échanges à l'intérieur de l'espace géographique communal et chaque moto taximen dispose d'une capacité	Décision portant organisation du transport des moto taximen	
	<b>R 3</b> : une station service construite à Mouanko centre pour accéder et réduire les coûts des	Nombre de station service construite	Décision portant organisation du	

	produits pétroliers dans l'espace urbain communal	et fonctionnelle à Mouanko			transport des motos- taximen	
	<b>R 4</b> : 04 cars de transport en commun de 22 places acquis par la Commune de Mouanko	Nombre de cars de transport en commun acquis à Mouanko			Voyages à toutes les heures de la journée	
	<b>R5</b> : Un cargo acquis au sein de la Commune de Mouanko	Nombre de cargo acquis au sein de la Commune de Mouanko			Acte de vente signé	
Activités /action		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
	<b>A1</b> - Création et construction de la gare routière de Mouanko	X	X	X	50 000 000	Recherche des partenaires techniques et financiers ; - Etude de faisabilité des centres de recherche ; - Information et sensibilisation des différents partenaires
	<b>A2</b> - Construction d'un hangar d'embarquement à Yoyo II	X	X	X	15 000 000	
	<b>A3</b> - Construction de 02 débarcadères à Youmé II et à Mbiako					
	<b>A4</b> Aménagement et équipement d'un bloc de 04 toilettes publiques	X	X	X	8 000 000	
	<b>A5</b> -Acquisition par la Commune de 04 cars de transports en commun de 22 places	X	X	X	04 X 18 000 000 = 72 000 0000	
	<b>A6</b> - Acquisition d'un cargo pour la Commune	X	X	X	25 000 000	
<b>Total</b>					<b>170 000 000</b>	

**Secteur 24 : POSTES ET TELECOMMUNICATIONS**  
**Problème central du secteur 24 : Insuffisance de couverture des réseaux de communication et faible utilisation des services postaux**

Eléments du cycle de projet	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
<b>Objectif global</b>	Développer les infrastructures de communication et de télécommunication pour contribuer à la création d'un espace économique intégré et viable			
<b>Objectifs spécifiques</b>	Etendre les réseaux téléphoniques (MTN , Orange et Camtel) et reconnexion du centre multimédia de Mouanko	Présence des infrastructures d'extension du réseau téléphonique et NET	Appel d'offres à manifestation d'intérêt pour l'extension et la connexion du centre multimédia de Mouanko	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune
	- Organiser 03 sessions de formation des jeunes aux NTIC, soit 25/session à Mouanko ville	Nombre de sessions de formation des jeunes aux NTIC, soit 25/session à Mouanko ville	Supports de formation	
	Acquérir 10 ordinateurs complets pour la Maison de la femme de Mouanko	Nombre d'ordinateurs complets pour la Maison de la femme de Mouanko	Reçus/factures d'achat	
	Organiser 01 campagne de promotion de la poste de Mouanko (boîtes postales, transfert d'argent MELO...)	Nombre de campagnes de promotion de la poste de Mouanko (boîtes postales, transfert d'argent MELO...)	Dépliants/gadgets	
	Augmenter des capacités des antennes relais MTN et Orange ;	Potentiel du réseau MTN et Orange	Fluidité du réseau	
	Doter la Commune des infrastructures en réseau CAMTEL	Existence des infrastructures en réseau CAMTEL	Infrastructures disponibles	
<b>Résultats attendus</b>	<b>A1</b> -Les réseaux téléphoniques (MTN, Orange et Camtel) étendus et reconnectés au centre multimédia au réseau internet	Amélioration du taux de couverture des services postaux et de l'offre en téléphonie fixe et mobile à 80%	Infrastructures disponibles	

	<b>A2-</b> 03 sessions de formation des jeunes aux NTIC organisées, soit 25/session à Mouanko ville	Nombre de séminaires de formation de jeunes aux NTIC organisées, soit 25/session à Mouanko ville	Supports de formation			
	<b>A3-</b> 10 ordinateurs complets acquis pour la Maison de la femme de Mouanko	Nombre d'ordinateurs complets acquis pour la Maison de la femme DE Mouanko	Reçus/factures d'achat			
	<b>A4-</b> 01 Campagne de promotion organisée à la poste de Mouanko (boîtes postales, transfert d'argent MELO...)	Nombre de campagnes de promotion organisées à la poste de Mouanko (boîtes postales, transfert d'argent MELO...)	Dépliants/gadgets			
	<b>A5-</b> Capacités des antennes relais MTN et Orange augmentées ;	Potentiel du réseau MTN et Orange	Fluidité du réseau			
	<b>A6-</b> Réseau CAMTEL doté d'infrastructures dans la commune	Existence des infrastructures en réseau CAMTEL	Infrastructures disponibles			
<b>Activités /action</b>		<b>Moyens</b>			<b>Coût</b>	<b>Conditions préalables de réalisation</b>
		<b>Humain</b>	<b>Matériel</b>	<b>financier</b>		
	<b>A1</b> – Extension et amélioration du réseau téléphonique de Mouanko ville par :					Recherche des partenaires techniques et financiers ; - Etude de faisabilité des centres de recherche ; - Information et sensibilisation des différents partenaires
	Acquisition de 05 ordinateurs	X	X	X	5 x 1 000 000 = 5 000 000	
	Installation de 01 connexion à haut débit	X	X	X	10 000 000	
	Acquisition d'un Fax	X	X	X	1 000 000	
	<b>A2-</b> Organisation de 03 sessions de formation des jeunes aux NTIC, soit 25/session à Mouanko ville	X	X	X	03 x 1 000 000 = 3000 000	



	<b>A3-</b> Acquisition de 10 ordinateurs complets à la maison de la femme de Mouanko	X	X	X	10 X 1 000 000 = 10 000 000	
	<b>A4-</b> Organisation de 01 Campagne de promotion de la poste de Mouanko (boîtes postales, transfert d'argent MELO...)	X	X	X	1 000 000	
	<b>A5-</b> Augmentation des capacités des n des antennes relais MTN et Orange ;	X	X	X	25 000 000	
	<b>A6-</b> Fourniture du réseau CAMTEL dans la commune	X	X	X	100 000 000	
<b>Total</b>					<b>155 000 000</b>	

**SECTEUR 25 : Administration territoriale, Décentralisation et Maintien de l'ordre**  
**Problème du secteur 25 : déficit de l'autorité de l'Etat**

Eléments du cycle de projet	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
<b>Objectif global</b>	Veiller à la sécurité des biens et des personnes et à l'implication effective des populations dans toutes les stratégies de développement			
<b>Objectifs spécifiques</b>	<b>1</b> - Organiser une campagne de recensement des Eglises établies dans la Commune de Mouanko d'ici 2013	Nombre de campagne de recensement des Eglises établies dans la Commune de Mouanko	Décision portant création des comités de vigilance	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune
	<b>2</b> - Organiser 03 campagnes de vérification des cartes de séjour et des cartes nationales d'identité dans l'espace géographique communal en 2014	Nombre de campagnes de vérification des cartes de séjour et des cartes nationales d'identité	Faire respecter la loi, l'ordre et préserver la paix	
	<b>3</b> - Mettre en place 10 comités de vigilance dans l'espace géographique communal	Nombre de comités de vigilance mis en place	Rapprocher les administrations des administrés	
	<b>4</b> - Augmenter les capacités d'intervention des forces de maintien de l'ordre notamment de la gendarmerie	Nombre des missions de contrôle et de patrouilles, de comités de vigilance et de postes de sécurité dans l'espace géographique communal	Rapports de mission de contrôle et de patrouille	
	<b>5</b> - Acquérir un parc automobile pour la gendarmerie	Nombre de Pick up 4 X 4 double cabine acquis	Pick up double cabine disponible	
	<b>6</b> - Affecter du personnels aux postes de gendarmeries créés	Nombre de personnels aux postes de gendarmerie créés	Décision d'affectation	
	<b>7</b> -Organiser des patrouilles inopinées en haute mer par trimestre	Nombre de patrouilles inopinées organisées en haute mer par trimestre	Carte de séjour d'immigrés	
	<b>8</b> - Désigner 01 chef camerounais à Youmé II	Séance de consultation	Procès-verbal de la séance de consultation	
	<b>9</b> -Equiper toutes les chefferies de la commune des sceaux de souveraineté (plaques, mâts de drapeaux, drapeaux)	Chaque chefferie de la Commune dispose d'un sceau de souveraineté	Sceau de souveraineté	
	<b>10</b> -Renforcer les capacités des personnels de l'administration territoriale et du maintien de l'ordre	Nombre des séminaires de renforcement des capacités des personnels de l'administration territoriale et du maintien de l'ordre	Actes et supports de séminaires de sensibilisation	

	11-Doter le personnel de l'administration territoriale et du maintien de l'ordre du matériel roulant et d'un poste de sécurité dans les zones de grande vulnérabilité	Chaque personnel dispose de ressources nécessaires pour mener à bien ses missions	Ressources nécessaires disponibles				
<b>Résultats attendus</b>	R1 : Flux migratoires vers Mouanko mieux contrôlés	Nombre de cartes d'immigration attribués aux immigrés ;	Cartes d'immigration				
	R2 : Contrebande le long de la bande côtière mieux maîtrisée	Nombre de chefferies installées et pourvues	Rapports d'activités et de mission				
	R3- Chefferies traditionnelles mieux organisées	Nombre de réunions avec les chefs de village	Comptes rendu de séances de travail et procès-verbal de réunions				
	R4- Délais d'intervention des forces de l'ordre limités	Nombre de bandits mis hors d'état de nuire nombre de braconniers arrêtés	Procès-verbal d'arrestation				
	R5- 01 Pick Up 4 X 4 double cabine acquis	Nombre des pick up acquis	Pick up				
	R6- 05 X 4 personnels aux postes de gendarmeries créés affectés	Nombre de personnels affectés aux postes de gendarmeries créés	Décision d'affectation				
	R7- 02 patrouilles inopinées en haute mer organisées par trimestre	Nombre de patrouilles inopinées en haute mer organisées par trimestre	Lettres /ordres de mission de patrouille				
	R8- 01 chef camerounais désigné à Youmé II	Nombre de chefs camerounais désignés à Youmé II	Acte de désignation				
	R9- Toutes les chefferies de la commune équipées des sceaux de souveraineté (plaques, mâts de drapeaux, drapeaux)	Nombre de chefferies de la commune équipées des sceaux de souveraineté (plaques, mâts de drapeaux)	Sceaux de souveraineté (plaques, mâts de drapeaux)				
<b>Activités /action</b>		<b>Moyens</b>			<b>Coût</b>	<b>Conditions préalables de réalisation</b>	
		<b>Humain</b>	<b>Matériel</b>	<b>financier</b>			
	<b>A1</b> - Organisation d'une campagne de recensement des Eglises établies dans la Commune de Mouanko	X	X	X	10 000 000		Recherche des partenaires techniques et financiers ;
	<b>A2</b> - Organisation de 03 campagnes de vérification des cartes de séjour et des cartes nationales d'identité	X	X	X	03 X 1 000 000 = 3 000 000		- Etude de faisabilité des centres de recherche ;
<b>A3</b> - Mise en place de 10 comités de vigilance (Yoyo II, Youmé II, Bolo, Malbengue, Bemengue, Bongo, Dibongo, Bossambo Farm, Mouanko Centre)	X	X	X	10 000 000	- Information et sensibilisation des différents partenaires		

	<b>A4-</b> Augmentation des capacités d'intervention des forces de maintien de l'ordre par : - création de 04 postes de gendarmerie (Yo yo II, Youmé II, Mbiako, Malbengué)	X	X	X	04 X 10 000 000 = 40 000 000	
	<b>A5-</b> Acquisition de 01 Pick Up 4 X 4 double cabine	X	X	X	17 000 000	
	<b>A6-</b> Affectation de 05 X 4 personnels aux postes de gendarmeries créées	X	X	X	04 X 5 000 000 = 20 000 000	
	<b>A7-</b> Organisation de 02 patrouilles inopinées en haute mer par trimestre	X	X	X	40 000 000	
	<b>A8-</b> Consultations en vue de la désignation de 01 chef camerounais à Youmé II	X	X	X	3 000 000	
	<b>A9-</b> Equipement de toutes les chefferies de la commune des sceaux de souveraineté (plaques, mâts de drapeaux	X	X	X	26 X 500 000 = 13 000 000	
	<b>A10-</b> Octroi de registres à toutes les chefferies de la Commune de Mouanko				500 000	
<b>Total</b>					<b>156 500 000</b>	

**SECTEUR 26 : SPORTS ET EDUCATION PHYSIQUE**  
**Problème du secteur : Faible développement des infrastructures et des activités sportives**

Eléments du cycle de projet	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
<b>Objectif global</b>	Faciliter l'accès au sport et à l'éducation physique			
<b>Objectifs spécifiques</b>	1-Construire un complexe sportif au centre ville de Mouanko d'ici 2015	Nombre des complexes sportifs construits au centre ville de Mouanko	Arrêté de création et d'ouverture	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune
	2- Construire de 01 gymnase à Mouanko ville d'ici 2015;	Nombre des gymnases à Mouanko ville	Arrêté de création et d'ouverture	
	3- Affecter/recruter 05 encadreurs sportifs d'ici 2015 ;	Nombre d'encadreurs pris en charge par l'Etat conforme dans chaque classe par rapport au cycle	Décision d'affectation	
	4- Former et équiper 24 équipes de football dans toute la commune d'ici 2015;	Nombre d'équipes de football formées et équipées dans toute la Commune	Observation dans toute la Commune	
	5—Organiser 02 sessions de Sensibilisation des femmes sur les bienfaits des activités sportives à Mouanko centre en 2014	Nombre des sessions de sensibilisation des femmes sur les bienfaits des activités sportives à Mouanko organisées	Actes et supports de séminaires de sensibilisation	
	6- Constituer 01 équipe de football féminin et 01 équipe de handball municipales à (Mouanko centre) d'ici 2015	Nombre d'équipes de football féminin et d'équipes de handball municipales à Mouanko centre	Observation à Mouanko centre	
	7-- Créer un centre de promotion des sports nautiques Bolondo d'ici 2015	Nombre des centres de promotion des sports nautiques à Bolondo	Arrêté de création et d'ouverture	
<b>Résultats attendus</b>	<b>R1-</b> Un complexe sportif construit au centre ville de	Nombre des complexes sportifs au	Observation à Mouanko centre	

	Mouanko	centre ville de Mouanko				
	R 2 01 gymnase construit à Mouanko ville;	Nombre de gymnases construits à Mouanko ville			Arrêté de création et d'ouverture	
	R 3- 05 encadreur sportifs affectés/recrutés dans la Sanaga Maritime;	Nombre d'encadreur sportifs pris en charge au service déconcentrés de la Sanaga Maritime			Décision d'affectation	
	R 4- 24 équipes de football formées et équipées dans toute la commune;	Nombre d'équipes de football formées et équipées dans toute la Commune			Observation dans toute la Commune	
	R 5-02 sessions de Sensibilisation des femmes sur les bienfaits des activités sportives organisées à Mouanko centre ;	Nombre des sessions de sensibilisation des femmes sur les bienfaits des activités sportives organisées à Mouanko centre			Actes et supports de séminaires de sensibilisation	
	R 5- 01 équipe de football féminin et de 01 équipe de handball municipales constituées à (Mouanko centre)	Nombre d'équipe de football féminin et de handball constituées à Mouanko centre			Observation à Mouanko centre	
	R 6- Un centre de promotion des sports nautiques crée à Bolondo	Nombre de centre de promotion des sports nautiques à Bolondo			Arrêté de création et d'ouverture	
<b>Activités /action</b>		<b>Moyens</b>			<b>Coût</b>	<b>Conditions préalables de réalisation</b>
		<b>Humain</b>	<b>Matériel</b>	<b>financier</b>		
	A1-Construction d'un complexe sportif au centre de Mouanko	X	X	X	100 000 000	
	A2 - Aménagement de 24 aires de jeu, soit 01aire de jeu dans chaque village ;	X	X	X	24 X 2 000 000 = 48 000 000	Recherche des partenaires techniques et financiers ;
	A3 Construire de 01 gymnase à Mouanko ville;	X	X	X	25 000 000	- Etude de faisabilité des

	<b>A4</b> Affectation/recrutement de 05 encadreurs sportifs ;	X	X	X	1 500 000	centres de recherche ;  - Information et sensibilisation des différents partenaires
	<b>A5-</b> Formation et équipement de 24 équipes de football dans toute la commune;	X	X	X	24 000 000	
	<b>A6</b> 02 sessions de Sensibilisation des femmes sur les bienfaits des activités sportives à Mouanko centre ;	X	X	X	02 X 2 500 000 = 5 000 000	
	<b>A7-</b> Constitution de 01 équipe de football féminin et de 01 équipe de handball municipales (Mouanko centre)	X	X	X	5 000 000	
	<b>A8-</b> Création d'un centre de promotion des sports nautiques Bolondo	X	X	X	50 000 000	
Total					<b>258 500 000</b>	

**Secteur 27: COMMUNICATION**  
**Problème du secteur 27: Difficulté d'accès aux informations nationales**

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
<b>Objectif global</b>	Permettre une meilleure accessibilité aux informations à caractère nationale aux citoyens de la Commune de Mouanko					- La collaboration entre la commune et ses partenaires demeure bonne - Les moyens (humains, matériels et financiers) sont utilisés à leurs justes fins
<b>Objectifs spécifiques</b>	1-Installer des antennes relais de la CRTV, des radios et télévision privées dans les localités de Mouanko d'ici 2013	-Signal des principales chaines nationales de radios et télévisions disponibles à Mouanko		Observation des antennes relais		
	2-Créer et équiper une radio communautaire	-Radio communautaire opérationnelle		Emissions produites et émises		
	3-Permettre aux citoyens de Mouanko d'accéder aux informations de la presse écrite d'ici 2015	-Nombre de carrière de sable créées et exploitées		observation des carrières de sable		
	4-Créer un journal communal	-journal communautaire effectif		Nombre de parution		
<b>Résultats attendus</b>	<b>R1</b> : 03 antennes des chaines nationales installées commission Communale créée	-Signal des principales chaines nationales de radios et télévisions disponibles à Mouanko		Observation des antennes relais		
	<b>R2</b> - 01 radio communautaire créée	-Radio communautaire opérationnelle		Emissions produites et émises		
	<b>R3</b> -01 kiosque à journaux	Kiosque à journaux fonctionnel		Achat de journaux dans la ville		
	<b>R4</b> -01 journal communal créé	-Nombre de carrières subventionnées		Lecture du journal communal		
<b>Activités /action</b>		<b>Moyens</b>			<b>Coût</b>	<b>Conditions préalables de réalisation</b>
		<b>Humain</b>	<b>Matériel</b>	<b>financier</b>		
	<b>A1</b> -Installation de 03 antennes relais de 03 chaines de télévisions et radios nationales (CRTV, Canal 2, STV) à Mbiako, Yoyo II, Bolondo	X	X	X	150 000 000	
	<b>A2</b> -Création, construction et équipement d'une radio communautaire	x	x	x	50 000 000	
	<b>A3</b> -Installation d'un kiosque à journaux	x	x	x	5 000 000	
	<b>A4</b> - Production d'un journal communal	x	x	x	1 000 000	
<b>Total</b>					<b>206 000 000 FCFA</b>	



**Secteur 28: JEUNESSE ET EDUCATION CIVIQUE**  
**Problème du secteur 28: Faible encadrement des jeunes-**

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
<b>Objectif global</b>	Promouvoir un meilleur encadrement de la jeunesse de la Commune de Mouanko					- La collaboration entre la commune et ses partenaires demeure bonne  - Les moyens (humains, matériels et financiers) sont utilisés à leurs justes fins - implication des principaux concernés
<b>Objectifs spécifiques</b>	1- Construire le centre multifonctionnel de promotion de la jeunesse de Mouanko d'ici 2015	-Centre multifonctionnel de promotion de la jeunesse opérationnelle à Mouanko			Nombre de jeunes inscrits	
	2- Faciliter l'insertion socioprofessionnelle des jeunes	-nombre de jeunes formés et installés			Evolution du sous-emploi	
	3- Lutter contre les fléaux sociaux et les maux qui minent la jeunesse de Mouanko d'ici 2015	-Nombre de carrières de sable créées et exploitées			Observation des carrières de sable	
	4-Créer un journal communal	-journal communautaire effectif			Nombre de parution	
<b>Résultats attendus</b>	01 DAJEC construite et équipée	Délégation de la jeunesse et de l'éducation civique fonctionnelle			Procès verbal de réception de chantier Procès verbal livraison de chantier	
	R1 : 02 centre multifonctionnels construits à Mouanko et Yoyo II d'ici 2015	-Nombre de centres multifonctionnels opérationnels			Procès verbal de livraison de chantier Rapports d'activités	
	R2- 03 campagnes de lutte contre les IST organisés d'ici 2013	-Nombre de campagnes organisées			Rapports d'activités	
	R3-05 séminaires de sensibilisation sur les programmes étatiques orientés vers la jeunesse organisés d'ici 2014	Nombre de séminaires de sensibilisation organisés Nombre de jeunes porteurs de projets ayant sollicité les programmes étatiques			Rapports d'activités Nombre de projets de jeunes admissibles aux financements des programmes étatiques	
	R4-20 associations des jeunes organisées, Structurées et subventionnées	-Nombre d'associations de jeunes organisées, structurées et subventionnées			Observation des programmes des jeunes réalisés	
<b>Activités /action</b>		<b>Moyens</b>			<b>Coût</b>	<b>Conditions préalables de réalisation</b>
		<b>Humain</b>	<b>Matériel</b>	<b>financier</b>		
	A1-- Création, construction et équipement de (01) délégation d'arrondissement de la jeunesse de Mouanko	X	X	X	150 000 000	

	<b>A2-</b> Construction et équipement de 02 centres de promotion de la jeunesse multifonctionnelle à Mouanko centre et à Yoyo II	X	x	x	300 000 000	
	<b>A3-</b> Organisation de 03 campagnes de sensibilisation contre la consommation des stupéfiants, la sexualité et les IST/SIDA à Yoyo II et à Mouanko ville	x	x	x	3 000 000	
	<b>A4-</b> Organisation de 05 séminaires de sensibilisation sur les programmes étatiques (PAJER-U, PIASSI, PIFMAS...) orientés vers la jeunesse	x	x	x	5 000 000	
	<b>A5-</b> - Recensement, structuration et octroi des subventions à 10 associations des jeunes sur la base de projets pertinents	X	x	x	50 000 000	
<b>Total</b>					<b>508 000 000 FCFA</b>	

**Secteur 29 : Institution Communale**  
**Problème du secteur 29: Faible intervention de l'institution communale**

	<b>Logique d'intervention</b>	<b>Indicateur objectivement vérifiable</b>	<b>Source de vérification</b>	<b>Hypothèse de réalisation</b>
<b>Objectif global</b>	Moderniser le management de la Commune de Mouanko			- La collaboration entre le conseil municipal et l'exécutif Communal
<b>Objectifs spécifiques</b>	1-Elaborer un nouvel organigramme fonctionnel de la Commune d'ici 2013	-Nouvel organigramme disponible et opérationnels	Observation du fonctionnement de la Commune	-Développement des partenariats
	2-Elaborer les jobs description des postes de l'organigramme de la Commune d'ici 2013	-Jobs description disponibles	-Déclinaison des postes de travail en fonction des jobs description	-augmentation des revenus propres de la Commune
	3- Former le personnel communal dans les domaines de l'administration, de la comptabilité et des TIC d'ici 2014	Personnel formé	Plan de formation Attestation de fin de formation	- Les moyens (humains, matériels et financiers) sont utilisés à leurs justes fins
	4-Permettre le développement et l'échange des expériences entre la Commune de Mouanko et les autres communes à travers le Cameroun et à l'étranger d'ici 2015	-Nombre de voyages d'études organisées par an Nombre de délégations communales reçues par an	Documents iconographiques Rapports d'activités Ordres de mission	
	5-Optimiser le rendement actuel de la commune par la modernisation de l'outil de travail d'ici 2014	Equipements modernes disponible	Procès verbal de livraison du matériel	
	6-Créer un office communal du tourisme à Mouanko centre D'ici 2015	Office communal du tourisme créé construite, équipé et opérationnel	Procès verbal de réception de chantier Rapports d'activité	
	7-Etablir un fichier du contribuable	Fichier du contribuable actualisé disponible	Listing nominal du contribuable disponible	
	8-Faire un inventaire exhaustif du patrimoine communal en 2013	Inventaire réalisé	Rapports d'activités	
<b>Résultats attendus</b>	<b>R1-01</b> organigramme disponible et opérationnel d'ici 2013	-Nouvel organigramme disponible et opérationnels	Observation du fonctionnement de la Commune	
	<b>R2</b> -jobs description disponibles au sein de la Commune d'ici 2013	-Jobs description disponibles	-Déclinaison des postes de travail en fonction des jobs description	
	<b>R3-06</b> personnels communaux formés dans l'administration, la Comptabilité et les TIC d'ici 2015	Personnel formé	Plan de formation Attestation de fin de formation	

	<b>R4-</b> 02 voyages d'études/an organisés d'ici 2015	-Nombre de voyage d'études organisés par an	Documents iconographiques			
	<b>R5-</b> 05 ordinateurs dont 02 portables acquis -fournitures de bureaux diverses acquises -01 camion benne acquis -01 moto acquis -01 Caterpillar acquis	Equipements modernes disponibles	Rapports d'activités Ordres de mission			
	<b>R6-</b> 01 office communal du tourisme opérationnel	Office communal du tourisme créé construite, équipé et opérationnel	Procès verbal de livraison du matériel			
	<b>R7-</b> 01 fichier du contribuable actualisé disponible	Fichier du contribuable actualisé disponible	Procès verbal de réception de chantier Rapports d'activité			
	<b>R8-</b> 01 inventaire exhaustif du patrimoine communal en 2013	Inventaire réalisé	Listing nominal du contribuable disponible			
<b>Activités /action</b>		<b>Moyens</b>			<b>Coût</b>	<b>Conditions préalables de réalisation</b>
		<b>Humain</b>	<b>Matériel</b>	<b>financier</b>		
	<b>A1-</b> Elaboration de 01 organigramme fonctionnel et d'un jobs description d'ici 2013	X	X	X	3 000 000	
	<b>A2-</b> Formation d'ici 2014 de : ▪ 02 personnels en techniques administratives ▪ 02 personnels en comptabilité et finance ▪ 02 personnels en TIC	x	x	x	2 000 000	
	<b>A3-</b> Organisation de 02 voyages d'études par an d'ici 2015	X	X	X	10 000 000	
	<b>A4-</b> Elaboration d'un plan de gestion de carrière d'ici 2015	X	X	X	5 000 000	

	<b>A5—Acquisition de :</b>					
	-05 ordinateurs dont 02 portables	X	X	X	5 000 000	
	-Acquisition de fournitures de bureaux diverses	X	X	X	3 000 000	
	-01 camion benne acquis	X	X	X	180 000 000	
	-01 moto acquis	X	X	X	300 000	
	-01 Caterpillar acquis				100 000 000	
	<b>A6-</b> Création, construction et équipement de 01 office communal du tourisme	x	x	x	30 000 000	
	<b>A7-</b> Elaboration de 01 fichier du contribuable	x	x	x	1 500 000	
	<b>A8-</b> Réalisation de l'inventaire exhaustif du patrimoine communal en 2013	x	x	x	1 000 000	
<b>Total</b>					<b>340 800 000</b>	

### 5.3. Coût estimatif du PCD

Le coût estimatif du PCD de Mouanko se présente dans le tableau ci-après :

**Tableau n° 16 : Coût estimatif du PCD de Mouanko**

Secteurs	Nbre MP	Montant	Source de financement
Elevage, pêche et industrie animale	17	275 600 000	Commune, PNDP, BIP, FEICOM et autres partenaires
Agriculture et développement rural	11	188 500 000	
Environnement et protection de la nature	9	56 800 000	
Foret et faune	10	88 800 000	
Commerce	6	64 000 000	
Santé publique	11	643 140 000	
Education de base	9	388 200 000	
Enseignements Secondaires	9	1 054 000 000	
Enseignement Supérieur	5	506 000 000	
Emploi et Formation professionnelle	7	248 000 000	
Travaux Publics	16	25 976 000 000	
Affaires Sociales	4	177 500 000	
Tourisme	7	505 000 000	
Habitat et Développement Urbain	9	767 000 000	
Eau et énergie	15	591 700 000	
Mine et Développement Technologique	4	127 000 000	
Domaines, Cadastre et Affaires foncières	6	198 000 000	
Culture	7	82 000 000	
Petites et Moyennes Entreprises	10	569 000 000	
Promotion de la femme et de la famille	5	115 500 000	
Travail et sécurité sociale	3	28 000 000	
Recherche scientifique et Innovation	4	58 500 000	
Transport	5	170 000 000	
Poste et télécommunication	6	155 000 000	
Administration Territoriale et Décentralisation	10	156 500 000	
Sport et Education Physique	7	258 500 000	
Communication	4	206 000 000	
Jeunesse et Education Civique	4	508 000 000	
Institution communale	8	340 800 000	
<b>Total</b>	<b>228</b>	<b>34 503 040 000</b>	

Source : Travaux de l'atelier de planification

**Arrêté le coût estimatif du PCD à la somme de trente quatre milliards cinq trois millions quarante mille Francs CFA)**

## **5.4. Esquisse du Plan d'utilisation et de gestion des terres de l'espace communal**

### **Utilisation actuelle des terres de la Commune**

Les terres actuelles de la Commune ont 05 principaux usages :

- 1) Les terres d'habitation situées le long des axes routiers et des pistes 15%
- 2) Des terres couvertes par le palmier à huile, culture et des cultures fruitières situées à côté d'habitations 40%
- 3) Les terres de cultures vivrières situées entre 500 m et 1 km des habitations 10%
- 4) Les terres en friche situées à plus d'un kilomètre 25%
- 5) Les terres de forêts primaires situées au delà de 3 km 10%

Utilisations souhaitées pour une bonne gestion durable des terres dans la Commune

Pour une gestion durable des terres de la Commune, les populations d'une manière générale souhaitent améliorer l'utilisation de leurs terres en leur donnant de nouvelles destinations notamment l'exploitation de nouveaux espaces pour permettre de lisser ceux actuels en jachère, la pratique de l'élevage et des cultures maraichères. Elles souhaitent également préserver des aires protégées pour la pharmacopée traditionnelle.

Les principales destinations souhaitées sont :

- 1- Terre d'habitation 5% (prévoir des espaces verts au niveau de la zone urbaine 800 m<sup>2</sup>/1000 habitants) ;
- 2- Terre d'élevage et de cultures maraichères 10% ;
- 3- Terre pour vergers 10%, terre pour culture vivrière 30% ;
- 4- Terre pour cultures pérennes 20% ;
- 5- Terre de jachère 20%
- 6- Terre pour aires protégées 5%

## **6. PROGRAMMATION**



**6.1. Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) des projets prioritaires**

Le tableau ci-après présente le Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) des projets prioritaires

**Tableau n° 17: Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) des projets prioritaires**

Activités	Indicateurs de résultat	Responsables et collaborateurs	PERIODES DE REALISATION						Ressources	Coût (CFA)
			2013	2014	2015	H	M	F		
Organisation de Sessions de formation et de renforcement des capacités des acteurs sur le module du palmier à huile	Sessions de formation organisée et rapport de formation disponible	Maire DD/MINADER	x			x	x	x	1 500 000	Budget communal
02 formations sur les techniques modernes d'agriculture (cacao culture)	Sessions de formation organisée et rapport de formation disponible	Maire DD/MINADER	X			X	X	X	1 500 000	Budget communal
Construction d'un poste agricole à Dibongo	Poste agricole de Dibongo construit et fonctionnel	Maire DD/MINADER			x	X	X	X	15 000 000	BIP
Mise sur pied d'un système d'information et de promotion du potentiel touristique de la commune	Système d'information et de promotion du potentiel touristique de la commune mis sur pied	Maire DD/MINCULT	x	x	x	x	x	x	15 000 000	Budget communal
Mise sur pied d'une pépinière des essences forestières de 1000 plants	Pépinière des essences forestières de 1000 plants mis sur pied	Maire DD/MINEFOP	x			x	x	x	5 000 000	Budget communal
Mise sur pied d'une troupe de danse traditionnelle	Troupe de danse traditionnelle mise sur pied	Maire DDMINCULTURE	x			x	x	x	5 000 000	Budget communal
Organisation, structuration, formation et appui financier des éleveurs des espèces émergents	Eleveurs des espèces émergents mis sur pied et fonctionnelle	Maire DDMINNEPIA	x	x	x	x	x	x	18 000 000	Budget communal
Formation sur les techniques moderne de fumage	Formation effectué et rapport de formation disponible	Maire	x			x	x	x	1 200 000	Budget communal
Réhabilitation de l'usine à	Usine de glace d'EPOLO	Maire	x			x	x	x		BIP

glace d'EPPOLO	réhabilité	DDMINNEPIA							25 000 000	
Organisation des campagnes de sensibilisation sur gouvernance et la gestion foncière	Campagne de sensibilisation sur la gouvernance de la gestion foncière organisée	Maire DDMINDUH	x			x	x	x	5 000 000	Budget communal
Elaboration d'un plan de zonage	Plan de zonage élaboré et disponible	Maire DDMINDUH	x			x	x	x	15 000 000	BIP
Equiperment du CETIC de Mouanko de deux moteurs	CETIC de Mouanko équipé de deux moteurs	Maire DDMINEPIA	x			x	x	x	4 000 000	BIP
Prise en charge des enseignants vacataires (03) au lycée Bilingue de Mouanko, 06 au CETIC de Mouanko	(03) au lycée Bilingue de Mouanko, 06 au CETIC de Mouanko effectivement pris en charge	Maire, DDMINSEC MINPROF	x			x	x	x	6 120 000	Budget communal
Octroi de 180 tables bancs au lycée bilingue et au CETIC de Mouanko	180 tables bancs octroyés au lycée bilingue et au CETIC de Mouanko	Maire DDMINESEC	X						5 400 000	BIP
Organisation d'une cérémonie de célébration du mariage collectif de 100 couples	Cérémonie de célébration du mariage collectif de 100 couples organisée	Maire DDMINAS	X						3 000 000	Budget communal
Mener une Campagne de sensibilisation sur les violences conjugales	Campagne de sensibilisation sur les violences conjugales menée	Maire DDMINAS	X						5 000 000	Budget communal
Création d'une association des tradipraticiens et médecines associée	Une Association des tradipraticiens et médecines associée créée	Maire DDMINSANTE	X						15 000 000	Budget communal
Création d'un comité communal chargé du recensement des plantes médicinales	Un comité communal chargé du recensement des plantes médicinales crée	Maire DDMINSANTE	X						3 000 000	Budget communal
Octroi de financement des AGR à 06 associations de personnes vulnérables	Financement des AGR à 06 associations de personnes vulnérables octroyé	Maire DDMINAS	x						6 000 000	Budget communal

Recrutement et prise en charge de 04 enseignants à la SAR SM	40 enseignants à la SAR SM effectivement recrutés et pris en charge	Maire DDMINPROF		x					2 880 000	Budget communal
Construction de 40 blocs latrines (Malimba, CMA de Mouanko)	40 blocs latrines construits (Malimba, CMA de Mouanko)	Maire DDMINSANTE		x					7 000 000	BIP
Amélioration de couverture vaccinale	Amélioration de couverture vaccinale effective	Maire DDMINSANTE		x					1 800 000	Budget communal
Recrutement de 03 personnels (Yatou, Olombe, Dibongo)	03 personnels (Yatou, Olombe, Dibongo) recrutés	Maire DDMINSANTE		x	x				13 000 000	Budget communal
Construction de 06 forages dans les villages Olombe, Yoyo I et II, Moulongo, Maldjedou, Pongo Songo	06 forages construits dans les villages Olombe, Yoyo I et II, Moulongo, Maldjedou, Pongo Songo	Maire DDMINEE		x	X				48 000 000	BIP
Electrification du CETIC de Mouanko	CETIC de Mouanko électrifié	Maire DDMINEE/ DDMINESEC			x				25 000 000	BIP
Construction de deux débarcadères à Youme et à Mbiako	deux débarcadères à Youme et à Mbiako construits	Maire DDMINTRANS		x					8 000 000	BIP
Création de 05 comités de coupes illicites de bois	05 comités de coupes illicites de bois créés	Maire DDMINFOF			x				5 000 000	Budget communal
Aménagement des aires de jeux dans les villages	Aires de jeux dans les villages aménagés	Maire DDMINSEC			x				15 000 000	Budget communal
<b>TOTAL</b>									<b>280 400 000</b>	

Source : PROMAC, Travaux de l'atelier de planification, 2011

### **6.1.1. Cadre sommaire de gestion environnementale du CDMT**

Le cadre sommaire de gestion environnementale du CDMT de la Commune de Mouanko est présenté par le tableau ci-après qui donne les détails des principaux impacts potentiels et les mesures envisageables ainsi que les mesures d'optimisation ou d'atténuation.

### **6.1.2. Principaux impacts potentiels et les mesures envisageables ainsi que les mesures d'optimisation ou d'atténuation**

Les principaux impacts socio-environnementaux potentiels portent sur trois principaux types de microprojets : la construction des infrastructures, la promotion de l'économie locale et la gestion des ressources naturelles.

### **6.1.3. Mesures d'optimisation ou d'atténuation envisageable**

**Tableau n° 18 : Principaux impacts socio-environnementaux potentiels**

Type de microprojets	Nature de l'impact	Impacts positifs possibles	Impacts négatifs possibles	Mesures d'optimisation	Mesures d'atténuation
<b>1. Microprojets de construction, de réhabilitation des infrastructures</b>	<b><u>Impact environnemental</u></b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Embellissement du paysage des sites de construction</li> <li>-sensibilisation et éducation des bénéficiaires sur la gestion et la protection de l'environnement</li> <li>-assainissement des sites de construction</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Destruction de l'écosystème par le déboisement, le terrassement des sites</li> <li>-pollution de l'environnement par les déchets d'hôpitaux, le stockage des pesticides</li> <li>-pollution des eaux et de la nappe phréatique</li> <li>-nuisances acoustiques</li> <li>- accentuation de l'érosion des sols</li> <li>-création des zones hydromorphes le long des cours d'eau (cas d'ouverture des pistes ou de nouvelles routes)</li> <li>-création des zones inondables lieu de prolifération des parasites vecteurs des maladies</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Aménager les espaces verts et des jardins publics</li> <li>-sensibiliser et former des bénéficiaires sur la thématique de l'environnement</li> <li>-construire les canalisations et les réseaux d'évacuation des eaux autour des infrastructures</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Reboiser tous les sites de construction des infrastructures</li> <li>-choisir les sites les moins accidentés pour éviter les terrassements</li> <li>-construire des dispositifs adaptés de traitements de déchets d'hôpitaux</li> <li>-sensibiliser les bénéficiaires sur le respect des normes de construction des magasins et de stockage des pesticides</li> <li>-respecter les normes dans la construction des points d'eau et des latrines et des toilettes publiques</li> <li>-sensibiliser les populations sur les éventuelles nuisances acoustiques</li> <li>-reboiser ou planter les végétaux sur les sites exposés à l'érosion</li> <li>-réaménager les voies d'écoulement des eaux et les lits des cours d'eau</li> </ul>
	<b><u>Impact sociaux</u></b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Facilitation de l'accès des bénéficiaires aux services sociaux de base</li> <li>-création des emplois</li> <li>-réduction de l'exode rural</li> <li>-amélioration des conditions de vie des bénéficiaires</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Risque de conflits sociaux sur le choix des sites de construction des infrastructures au sein des communautés</li> <li>-prolifération des IST/SIDA au sein des communautés</li> <li>-augmentation des filles mères</li> <li>-augmentation des accidents de circulation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Impliquer et faire participer les bénéficiaires à la mise en œuvre et à la gestion des infrastructures</li> <li>-mettre en place des comités de gestion des infrastructures</li> <li>-responsabiliser les jeunes au sein des comités de gestion des infrastructures communautaires</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sensibiliser et impliquer toutes les populations lors de l'identification et de la formulation du microprojet</li> <li>-construire des clôtures autour des ouvrages</li> <li>-sensibiliser les jeunes sur les risques de contamination des IST/SIDA</li> <li>-construire les zones dos d'âne sur les axes</li> </ul>

			-risque d'expropriation et de déplacement des populations		-construire des barrières de pluies -intégrer dans le coût du projet les coûts additionnels d'expropriation et de déplacement des populations -payer à temps les dédommagements et recaser les populations victimes
<b>2. Microprojets de développement de l'économie locale</b>	<b><u>Impact environnemental</u></b>	- Amélioration de la productivité des sols -restauration de la fertilité des sols -restauration de l'écosystème par l'agroforesterie -aménagement des bas fonds	- Accentuation de la déforestation -destruction de l'écosystème -pollution de l'environnement par les pesticides, les engrais chimiques et les matériaux non biodégradables -destruction de la couche d'ozone	- Vulgariser l'agriculture intensive au détriment de l'agriculture itinérante avec l'utilisation du matériel végétal amélioré -promouvoir la production et l'utilisation des fertilisants adaptés -augmenter le nombre d'encadreurs techniques -vulgariser au sein des communautés les techniques d'agroforesterie -aménager les bas fonds pour les cultures maraîchères, les cultures de contre saison et la pisciculture	- Promouvoir l'agroforesterie -promouvoir les activités non sols notamment le petit élevage, l'élevage non conventionnel et la pisciculture -sensibiliser et former les bénéficiaires sur l'utilisation des pesticides, des engrais chimiques et des matériaux non biodégradables
	<b><u>Impact sociaux</u></b>	- Création des emplois -réduction de l'exode rural -amélioration des ressources fiscales de la Commune -amélioration des revenus des populations -amélioration des conditions de vie de la population -diversification des activités	- Conflits entre les populations locales pour l'exploitation des terres agricoles -risque de pollution -risque de propagation des IST/SIDA -dépravation des mœurs au sein de la jeunesse -développement de la	- Promouvoir la diversification des activités économiques au sein des communautés locales -actualiser le fichier des contribuables -sensibiliser la gent masculine sur les droits de la femme	- Sensibiliser les populations locales à immatriculer les terres -sensibiliser et informer les populations sur les risques de la pollution -sensibiliser les jeunes sur les risques de contamination des IST/SIDA

		économiques -promotion de l'approche genre	prostitution -risque de conflits d'autorité au sein des couples	-sensibiliser les jeunes sur risques de contamination des IST/SIDA	
<b>3. Microprojets d'exploitation et de gestion de ressources naturelles</b>	<b><u>Impact environnemental</u></b>	- Valorisation des ressources naturelles - Restauration de l'écosystème forestier et environnemental	- Risque de pollution - Nuisances acoustiques -risque d'expropriation et de déplacement des populations -risque de conflits entre les populations locales sur la gestion de certaines ressources naturelles	- Recenser et identifier les ---Sites des principales ressources naturelles -sécuriser les ressources naturelles des communautés locales -promouvoir les projets de gestion rationnelle des ressources naturelles -sensibiliser sur les pratiques de gestion rationnelles des ressources naturelles	- Exiger au promoteur des - Microprojets d'exploitation des ressources naturelles le respect des normes environnementales -intégrer dans le coût du projet les coûts additionnels d'expropriation et de déplacement des populations -payer à temps les dédommagements et recaser les populations victimes -sensibiliser et former les populations locales sur gestion communautaire des ressources naturelles
	<b><u>Impact sociaux</u></b>	- Création des emplois -réduction de l'exode rurale -amélioration du revenu des populations -amélioration des conditions de vie de la population locale -amélioration des revenus fiscaux de la Commune	- Risque de conflits intercommunautaires -dépravation des mœurs au sein des populations jeunes -développement de la prostitution -risque de conflits au sein des couples -prolifération des IST/SIDA	- Promouvoir l'exploration et l'exploitation des ressources naturelles locales -promouvoir la transformation locale des ressources naturelles -promouvoir la gestion communautaire des ressources naturelles	- Former les populations sur la gestion communautaire des ressources naturelles -promouvoir la gestion transparente des revenus issus de l'exploitation des ressources naturelles -mettre en place des comités de gestion des ressources naturelles au sein des communautés locales

Source : données du DPNV Octobre-décembre 2011

#### **6.1.4. Plan sommaire de gestion de l'environnement**

Le plan sommaire de gestion de l'environnement de la Commune de Mouanko sera axé sur dix principales actions :

1. Recrutement d'un agent de développement local ;
2. Formation de l'agent de développement local aux questions environnementales et au cadre de gestion environnementale et sociale du PNDP ;
3. Recensement et identification des sites des principales ressources naturelles de la Commune ;
4. Elaboration d'un cahier des charges pour l'exploitation et la gestion de tous les microprojets du CDMT, en se basant sur les mesures d'optimisation et d'atténuation des effets envisagés ;
5. Utilisation systématique du formulaire d'examen socio environnemental ;
6. Formation des membres du comité de suivi-évaluation du PCD sur les impacts environnementaux ;
7. Organisation des sessions d'information et de formation des bénéficiaires sur le respect des normes de protection de l'environnement de leurs différents microprojets ;
8. Réalisation des études d'impacts de certains microprojets ;
9. Mise en place au sein des communautés des comités de gestion et de protection de l'environnement ;
10. Suivi du plan de gestion environnementale et sociale, et des prestataires.



**Tableau n°19 : Plan de Gestion Environnementale de la Commune de Mouanko**

Mesures environnementales	Acteurs de mise en œuvre	Périodes	Acteurs de suivi	Coûts	Observations
1. Recrutement d'un agent de développement local	PNDP Commune	2012 (mars-mai)	Conseil Municipal ; PNDP	PM	L'agent de développement local a déjà été recruté
2. Formation de l'agent de développement local aux questions environnementales et au cadre de gestion environnementale et sociale du PNDP	PNDP	2012-2014	Délégation MINEP ; Délégation MINAS ; PNDP	PM	
3. recensement et identification des sites des ressources naturelles de la Commune	Commune	2012 (sept.-déc.)	Agent de développement et comité de suivi-évaluation du PCD	2.500.000	
4. Elaboration du cahier des charges des mesures environnementales à respecter pour chaque microprojet du PCD	Commune PNDP Prestataire	2012	Agent de développement et comité de suivi-évaluation du PCD	PM	
5. Utilisation systématique du formulaire d'examen socio environnemental	Agent de développement local	2012-2014	Agent de développement et comité de suivi-évaluation du PCD	PM	
6. Formation des membres du comité de suivi-évaluation du PCD sur les impacts environnementaux	PNDP, Commune	2012	Agent de développement et comité de suivi-évaluation du PCD	PM	
7. Organisation des sessions d'information et sensibilisation des bénéficiaires des microprojets sur le respect des mesures de protection de	PNDP, Commune, prestataire	2012	Agent de développement et comité de suivi-	PM	

l'environnement			évaluation du PCD		
8. Réalisation des études d'impacts de certains microprojets	Commune	2012-2014	Délégation MINEP ; Délégation MINAS ; Comité de suivi-évaluation du PCD	PM	En cas de recasement, les coûts sont pris en charge par la Commune
9. Mise en place au sein des communautés locales des comités de gestion et de protection de l'environnement pour chaque microprojet	Commune	2012-2014	Agent de développement et comité de suivi-évaluation du PCD	2.500.000	Soit un montant de 500 frs CFA par groupement
10. Suivi du plan de gestion environnementale et sociale, et des prestataires	Commune	2012-2014	Agent de développement et comité de suivi-évaluation du PCD	PM	

**Sources :** Données DPNV Octobre-Décembre 2011

### 6.1.5. Ressources mobilisables et échéances

Le tableau ci-après présente les ressources mobilisables et les échéances

**Tableau n° 20: Ressources mobilisables et échéances**

Années	2012	2013	2014	2015
<b>Commune</b>	54 647 494	68 320 000	22 180 000	37 500 000
<b>PNDP</b>	93 000 000	-	-	-
<b>FEICOM</b>	140 000 000	-	-	-
<b>BIP</b>	144 650 000	49 400 000	39 000 000	64 000 000
<b>Autres financements</b>	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>432 297 494</b>	<b>117 720 000</b>	<b>61 180 000</b>	<b>101 500 000</b>

**Sources :** Données DPNV Octobre-Décembre 2011

### 6.1.6 – Plan d'Investissement Annuel (PIA) 2012

Le Plan d'Investissement Annuel de la Commune de Mouanko se présente ainsi qu'il suit :

**Tableau 21 : Plan d'Investissement Annuel 2012 de la Commune de Mouanko**

Secteur	Intitulé du Projet	Lieu D'implantation	Indicateur de Résultat	Période de réalisation année 2012							Porteur du projet	Coût	Sources de Financement			
				J	A	S	O	N	D	PNDP			Budget communal	FEICOM	BIP	
Santé	Aménagement du bloc opératoire, du laboratoire, d'une salle d'accouchement,	CMA Mouanko	Bloc opératoire, laboratoire, salle d'accouchement aménagé							Commune de Mouanko	29 800 000	26 820 000	2 980 000	-	-	
	Construction d'un château d'eau	Mouanko Centre	Château d'eau construit							Commune de Mouanko						
	Construction d'une morgue au CMA de Mouanko	Mouanko Centre	Une morgue construite								Commune de Mouanko	25 000 000	-	-	-	25 000 000
Administration territoriale et Maintien de l'Ordre	Réhabilitation de la Brigade de Gendarmerie de Mouanko	Mouanko	La Brigade de Gendarmerie est réhabilité							Commune de Mouanko	18 000 000	-	-	-	18 000 000	
Agriculture et Développement Rural	Construction d'un magasin de stockage et de commercialisation des intrants et des produits phytosanitaires	Mouanko Centre	magasin de stockage et de commercialisation des intrants et des produits phytosanitaires construit							Commune de Mouanko	15 000 000	12 750 000	2 250 000	-	-	
	Réhabilitation de la DADER de Mouanko	Mouanko Centre	DADER de Mouanko réhabilité							Commune de Mouanko	4 000 000	-	-	-	4 000 000	
	Construction CEAC de NKANKAZOG	NKANKAZOG	CEAC réhabilité							Commune de Mouanko	15 000 000	-	-	-	15 000 000	

Education de base	Construction et équipement de 02 salles de classe, d'un bloc latrine et 01 point d'eau à l'EP de NDOGMONGO		02 salles de classe, d'un bloc latrine et 01 point d'eau construits et équipé						Commune de Mouanko	29 600 000	26 640 000	2 960 000		
	Equipement en 60 tables bancs à l'EP de Maldjedou	Maldjedou	60 tables bancs sont confectionnées et livrés						Commune de Mouanko	1 800 000	-	-	-	1 800 000
	Equipement en bureau de maitres à l'EP de Maldjedou	Maldjedou	Deux bureaux de maitres confectionnés et livrés						Commune de Mouanko	250 000	-	-	-	250 000
	Construction d'un bloc de latrine à l'EP de Mouanko	Mouanko Centre	Un bloc latrine construit et équipé						Commune de Mouanko	3 500 000	-	-	-	3 500 000
	Construction de l'IAEB de Mouanko	Mouanko Centre	L'IAEB est construite						Commune de Mouanko	27 500 000	-	-	-	27 500 000
Eleavage, Pêche et Industries Animales	Construction d'une unité de transformation de coquille des palourdes à NKAKANZOG	Mouanko Centre	Une unité de transformation des coquilles des palourdes construite						Commune de Mouanko	25 000 000	21 250 000	3 750 000	-	-
Eau et Energie	Extension du réseau d'adduction d'eau à Yadibo 1 et Pose de 03 bornes fontaines	Yadibo 1	Réseau d'adduction d'eau étendue à Yadibo 1 et 03 bornes fontaines posées						Commune de Mouanko	24 000 000	21 600 000	2 400 000		
<b>Total</b>										<b>220 250 000</b>	<b>109 060 000</b>	<b>14 340 000</b>	<b>-</b>	<b>95 050 000</b>

Sources : Données DPNV Octobre-Décembre 2011

### 6.1.7. Plan opérationnel en faveur des populations vulnérables

**Tableau 22 :** Plan opérationnel en faveur des populations vulnérables

Activités	Indicateurs de résultat	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	Responsables du suivi	Coût estimatif	Sources de financement
Recrutement de 02 assistants sociaux au sein de la Commune	Attestations de prise de service disponibles				X									-Secrétaire Général Mairie -Bureau administratif et financier	2 000 000	Budget Communal
Organisation de 01 séminaire (03 jrs) de sensibilisation et de renforcement des capacités du bureau des affaires sociales de la commune à la prise en charge des personnes vulnérables	Rapports de fin de séminaire disponibles					X								-DDAS/Centre social Edéa -Assistant sociaux de la Commune	2 500 000	Budget Communal
recherches de partenaires	-Bureau des affaires sociales en œuvre -partenaires trouvés				x	x								-Secrétaire Général Commune -chef de bureau affaires sociales de la Commune -Receveur municipal	1 000 000	Budget Communal
Recensement et identification des personnes vulnérables (enfants en détresse, personnes handicapées, déficients auditifs et visuels, personnes du 3 <sup>ème</sup> âge...)	-Fichiers des personnes vulnérables recensées par catégorie disponibles					x	X							-Bureau affaires sociales Commune -S/préfecture Mouanko -Chefs de village	5 000 000	-Budget Communal -Apports Partenaires
Organisation des personnes vulnérables en association	Récépissés de déclaration d'association disponibles							X						-Bureau des Affaires sociales de la Commune -représentants des cibles	2 500 000	-Budget Communal -Apports partenaires
Atelier de mise en place des stratégies d'appui et d'autonomisation des cibles	Rapport d'atelier disponible								X					Bureau des Affaires sociales de la Commune -représentants des cibles	1 500 000	-Budget Communal -Apports partenaires
Financement des AGR de 10 associations cibles	-Nombre d'associations financées -reçus de versement des appuis									X				-Bureau des Affaires sociales de la Commune -représentants des cibles -receveur municipal -Agent financier de la Commune	1 500 000 X 10	Budget Communal -Apports partenaires
<b>Coût estimatif</b>															29 000 000	Budget Communal -Apports partenaires

### 6.1.8. Plan de Passation des marchés du PIA

Le plan de passation des marchés de la Commune est présenté dans le tableau ci-après. Montant, préparation et lancement de l'appel, attribution du marché et signatures des contrats et période probable d'exécution.

**Tableau n° 23 : Plan de passation des marchés**

Commune de Mouanko																							
Désignation	Elaboration de la convention		Elaboration de la requête		Responsible	Partenaires	Méthode de sélection	Montant	Préparation termes de référence / DAO/DP	Consultation, Avis d'appel d'offre		Evaluation technique et financière		Non objection de la CNC		Négociation avec les OALS		Attribution et signature contrat		Exécution		Réception	
	Date prévue	Date réalisée	Date prévue	Date réalisée					Date	Date prévue	Date réalisée	Date prévue	Date réalisée	Date prévue	Date réalisée	Date prévue	Date réalisée	Date prévue	Date réalisée	Date prévue	Date réalisée	Date prévue	Date réalisée
-Aménagement du bloc opératoire-du laboratoire - d'une salle d'accouchement et équipement en table d'accouchement  -Construction de 01château d'eau	2 <sup>ème</sup> sem. avril		3 <sup>ème</sup> Sem avril		Maire	Exécutif communal, sectoriel	Appel d'offre en procédure accélérée		3 <sup>ème</sup> Sem. avril					Dern . Sem Avril		30Sept		1 <sup>ere</sup> Sem. mai		2 <sup>ème</sup> Sem mai		2 <sup>èm</sup> Sem septembre	
Construction d'un magasin de stockage et de commercialisation des intrants et des produits	-ii-		-ii-		-ii-	-ii-	-ii-		-ii-					-ii-		-ii-		-ii-		-ii-		-ii-	

phytosanitaires																						
construction équipement de 02 salles de classe, de 01 bloc latrine de 01 point d'eau  -Octroi de 60 tables bancs et de 01 bac à ordure à Youmé I	-ii-		-ii-		-ii-	-ii-		-ii-					-ii-		-ii-		-ii-		-ii-		-ii-	
-Construction de 01 unité de transformation de coquille des palourdes à Mouanko centre	-ii-		-ii-		-ii-	-ii-		-ii-					-ii-		-ii-		-ii-		-ii-		-ii-	
-extension du réseau d'adduction d'eau à Yadibo I et pose de 03 bornes fontaines	-ii-		-ii-		-ii-	-ii-		-ii-					-ii-		-ii-		-ii-		-ii-		-ii-	

**Sources :** Travaux de l'Atelier de Planification mars 2012



## **7. MECANISME DE SUIVI EVALUATION**

## **7.1 Description du mécanisme de suivi du PCD**

Dans le contexte de la promotion de l'auto- développement au sein de la Commune de Mouanko, il a été mis sur pied, au terme du processus d'élaboration du Plan Communal de Développement le comité chargé de veiller et de conduire la mise en oeuvre du plan existant. Ce comité est composé de 06 membres dont :

- Un Président ;
- Un Secrétaire général
- 04 membres

### ***Outils de suivi évaluation participatif***

Le Comité de Suivi de la Commune de Mouanko a programmé de tenir une réunion mensuelle à l'issue de laquelle un rapport sera rédigé et mis à la disposition de l'exécutif municipal et de l'ensemble des conseillers. Au cours de cette rencontre, le CS sera chargé de stimuler la mobilisation des fonds et l'implication de toutes les couches sociales.

## **7.2 Composition et attributions du Comité de Suivi-évaluation du PCD**

### **7.2.1. Rôles et attributions du comité de Suivi du PCD**

Le Comité de Suivi a pour mission principale d'assurer la coordination et la gestion des activités à réaliser au sein du village, et la liaison entre la communauté et les institutions de développement. Pour ce faire, il a pour rôle :

- 1- Mobiliser les ressources internes et externes ;
- 2- Assurer la transparence dans l'utilisation des ressources (présenter les états de gestion à l'assemblée villageoise ;
- 3- Assurer la bonne exécution des actions contenues dans le plan de développement ;
- 4- Coordonner les différentes contributions pour plus d'efficacité ;
- 5- Suivre l'exécution des projets ;
- 6- Evaluer les projets en fin d'exécution ;
- 7- Sensibiliser les populations sur les enjeux de la décentralisation ;
- 8- Sensibiliser les populations pour leur apport personnel (financière, matérielle et humaine) aux actions communautaires du village;
- 9- Favoriser les synergies dans les actions de développement.

### **7.2.2. Critères d'éligibilité des membres du comité de concertation**

- 1- Etre disponible ;
- 2- Etre honnête ;
- 3- Avoir le souci de l'intérêt général ;
- 4- Avoir un contact facile ;
- 5- Tenir compte des différentes catégories socioprofessionnelles du village ;
- 6- Avoir participé à l'assemblée générale du processus d'élaboration du PCD

#### **▪ Rôle des autres parties prenantes dans le suivi du PCD**

**Les sectoriels** (Responsables sectoriels dans les domaines concernés) ; ils doivent :

- S'impliquer dans l'appréciation des données de base et des résultats du diagnostic pendant le processus ;
- Signer du formulaire des aspects socio environnementaux ;

- Donner un avis de conformité.

**La CRC** (la Cellule Régionale du Programme), le Comité de lecture, les sectoriels, les personnes ressources, le maire concerné, le consultant)] doivent:

- Examiner des documents contenant les observations et les recommandations ;
- Transmettre un procès verbal au consultant.

**Le COMES** (Membres du COMES, le consultant, le PNDP comme observateur) ; ils doivent se constituer en sous-comités d'analyse pour examiner les documents.

#### ▪ **Tableau de suivi évaluation**

Le tableau de suivi évaluation a été présenté à la communauté afin de lui expliquer les méthodes de suivi de la mise en œuvre du microprojet communautaire.

Le tableau présente pour chaque activité planifiée ce qui a effectivement été réalisé par rapport à ce qui a été prévu, les résultats atteints par rapport à ceux prévus, l'explication des écarts et les actions à mener.

#### **Liste nominative des membres du Comité de Suivi du PCD**

Une fois les modalités pratiques relatives aux nominations lues par l'équipe pluridisciplinaire et approuvées par l'Assemblée Générale, le maire a procédé à la lecture de la liste des membres du Comité de Suivi du PCD de Mouanko

### **7.3 Indicateurs de Suivi évaluation**

#### **7.3.1. Le suivi**

Comme dans tout mécanisme de suivi, on retiendra deux types à savoir : le suivi opérationnel et le suivi structurel.

**7. 3.1.1 Le Suivi opérationnel** : Il couvre de façon exhaustive les différentes activités liées à la matérialisation des microprojets : identification, évaluation, réalisation et exploitation. Il revêt quatre formes : socio-organisationnelle, technique, financière et administrative.

- *Le Suivi socio-organisationnel* : celui-ci concerne la participation des bénéficiaires à la conception et l'appropriation des microprojets retenus pour la commune (construction de logements sociaux, construction de forages, réhabilitation de puits, extension du réseau électrique, réhabilitation de ponts). Il s'étend de la réception des requêtes à la réalisation, en passant par l'identification et l'évaluation des microprojets.
- *Le suivi technique* : il concerne l'exécution des projets (supervision des travaux) et le suivi des indicateurs de réalisation.
- *Le suivi financier* : il concerne l'ensemble des paiements et contribution financière pour les microprojets : les apports des bénéficiaires, les déblocages de fonds en faveur de la commune, les paiements des prestataires.
- *Le suivi administratif* : il s'intéresse par contre à la gestion des conventions de financement entre la commune et les bailleurs tant sur le respect des procédures que sur l'utilisation des fonds. Il sert également à gérer les conventions de maîtrise d'œuvre et les contrats des marchés pour les microprojets réalisés en maîtrise

d'ouvrage délégué. Il s'intéresse essentiellement à la gestion des contrats depuis la passation de marchés (consultation ou appel d'offres) jusqu'à la clôture des contrats avec les prestataires.

#### **7.3.1.2. Le Suivi Structurel**

ce dernier s'appuie sur le plan d'investissement annuel (PIA) et a pour objet de suivre l'exécution technique et financière de façon périodique. Il consiste à mesurer la réalisation des objectifs annuels, notamment en termes :

- d'indicateurs de réalisation : nombre de microprojets réalisés, nombre de contrats de marchés signés, les extrants (nombre de forages construits, nombre de logements construits, longueur de pistes ouvertes, etc. ...)
- de niveau de décaissements mobilisés (pour les microprojets et les charges récurrentes ;
- de ratio de charges récurrentes ou ratio de performance financière : critère d'efficience.

Le suivi plan d'investissement annuel (PIA) ne se limite pas seulement à la comptabilisation des réalisations, mais il est surtout utile à l'analyse des écarts de réalisation afin de prendre les mesures correctives, et au besoin à rectifier le plan en cours. Il sert également à tirer des leçons et expériences pour améliorer les activités futures de programmation.

#### **7.3.2. L'évaluation**

L'évaluation se fera à posteriori et portera essentiellement sur :

- la réalisation des projets et leur degré de conformité au programme de travail établi ;
- l'effet et l'impact des projets sur les plans économique, social et environnemental ;
- le développement institutionnel, notamment la participation des bénéficiaires après la réalisation du microprojet (gestion, appropriation et pérennisation).

L'évaluation systématique du PIA sera réalisée annuellement et au moins douze mois après la réception provisoire des microprojets (délai raisonnable pour que les effets et l'impact commencent à se réaliser). Elle est composée de l'évaluation par les bénéficiaires et l'étude d'impact.

- *L'évaluation par les bénéficiaires* consiste à collecter et apprécier les avis et suggestions des bénéficiaires et des partenaires sur les activités du PCD déclinées PIA chaque année, la stratégie d'intervention de la commune et l'impact des microprojets, d'un point de vue surtout qualitatif.

- *L'étude d'impact* consiste à mesurer les effets et à apprécier les retombées des microprojets sur les bénéficiaires, surtout d'un point de vue quantitatif. Il s'agit d'évaluer les changements socio-économiques au niveau des conditions de vie des bénéficiaires et leur capacité à l'auto-développement (responsabilisation des bénéficiaires tant pour la gestion que pour la pérennisation des microprojets).

##### **7.3.2.1. Les outils**

Généralement, l'outil informatique tient une place prépondérante dans le système de suivi-évaluation. A cet effet, un logiciel de système d'information doit être installé au sein de l'exécutif communal pour le traitement et la production des informations.

### **7.3.2.2. Le Plan d'Investissement Annuel (PIA)**

Le plan d'investissement annuel détermine les objectifs globaux en se référant aux résultats de l'année en cours. Les objectifs qualitatifs et quantitatifs sont définis en termes d'activités, de ressources à mettre en œuvre, et de résultats escomptés.

#### **7.3.2.3. La fiche d'indicateurs**

La fiche d'indicateur est à la fois une fiche descriptive (qualitative et quantitative) et de suivi des indicateurs de réalisation, d'impact et de viabilité du PCD et/ou PIA. La liste des indicateurs évoqués plus haut est un exemple de fiche d'indicateurs.

#### **7.3.2.4. Les rapports d'activités**

Les rapports d'activités, périodiques et/ou spécifiques, constituent l'un des outils majeurs du système de Suivi-Evaluation dans la mesure où ils sont la principale source d'informations pour le suivi des activités. Les différents rapports se présentent sous forme de tableaux suivis de commentaires expliquant les écarts de réalisation, les problèmes rencontrés et les solutions ou mesures de correction adoptées.

#### **7.3.2.5. Les tableaux de bord**

Les tableaux de bord contiennent les informations sur les réalisations période par période au regard des objectifs fixés : réalisation et exécution de projet, indicateurs de réalisation, niveau de décaissement. Ils permettent donc d'ajuster et de rectifier le programme en temps opportun. Ils peuvent se présenter sous deux formes :

## **7.4. Dispositif, outils et fréquence du reporting**

Une fois le comité de suivi du PCD mis sur pied et le PCD mis à la disposition de la mairie, il s'agira de mettre sur pied un calendrier consensuel de suivi des travaux en cours de réalisation et à réaliser de même que la fréquence des réunions et de rapportage. Ceci ne sera effectif que le comité de pilotage est doté d'outils adéquats pour réaliser ses différentes missions. Tous les membres sont responsables du suivi des travaux à réaliser ceci avec l'appui inconditionnel des populations bénéficiaires des ouvrages ou des microprojets. Il est donc question d'organiser une rencontre mensuel d'évaluation antérieur, à mis parcours, ou postérieur des microprojets à réaliser ou en cours de réalisation. Les rapports d'activité sont mensuels, trimestriel puis annuels avant chaque tenue de conseil municipal.

### **7.3.1. Fréquence du reporting**

Afin de permettre de déceler les goulots d'étranglement et d'y remédier, il convient de désigner les responsables des différents flux d'information, de fixer la fréquence et les délais de communication en faisant par exemple recours à certains outils tels que les rapports d'activités (trimestriels, semestriels ou annuels).

### **7.3.2. Rapports d'activités trimestriels**

- La sous-commission des infrastructures soumet des rapports d'activités trimestriels au comité de suivi de la mise en œuvre du PCD ou comité de pilotage, au plus tard dix jours après la fin du dernier mois du trimestre considéré.
- Les communautés bénéficiaires (comités locaux de gestion des microprojets) doivent fournir à la sous-commission des infrastructures des rapports d'avancement dans lesquels seront mentionnées les activités de suivi opérationnel qu'elles ont effectuées. Ces rapports doivent parvenir aux sous-commissions des infrastructures au plus tard dix jours après la fin du mois considéré. A la réception provisoire du projet, elles ont l'obligation de soumettre un rapport

d'exécution institutionnelle, technique et financière. Le Maître d'œuvre (Bureau d'Etudes ou Consultant Individuel) doit les assister dans la production de ces rapports.

- Les prestataires ont l'obligation de produire des rapports d'activités trimestriels à la sous-commission des infrastructures. Un rapport final est obligatoire à la fin du chantier.
- Il en est de même pour les autres prestataires responsables de l'encadrement et du renforcement institutionnel des communautés bénéficiaires. Une fois le projet réalisé, ces partenaires doivent aussi fournir un rapport final.

### **7.3.3. Rapports d'activités semestriel et annuel**

Le comité de suivi de la mise en œuvre du PCD (comité de pilotage) produit et soumet des rapports d'activités semestriels et annuels au Conseil municipal et aux bailleurs de fonds de la Commune, au plus tard trente jours après la fin de la période considérée.

Les rapports du Comité de Suivi de la mise en œuvre du PCD sont des rapports de synthèse pour une période déterminée (trimestre ou année) qui consolident les informations contenues dans les rapports trimestriels des sous-commissions des infrastructures, notamment l'exécution du programme d'investissement annuel.

Les rapports trimestriels sous-commission des infrastructures, et les rapports semestriels et annuels du comité de suivi de la mise en œuvre du PCD constituent les outils de suivi de l'exécution du PCD et de l'avancement des activités.

## **7.5. Mécanisme de préparation du PIA et de révision du PCD**

Le Plan d'Investissement Annuel qui devient désormais l'outil incontournable à la réalisation des microprojets contenus dans le PCD se doit d'être pris avec beaucoup de minutie. Pour ce fait il est préparé à partir des besoins effectivement recensés dans les différents villages et à l'institution communal. Le comité de suivi du PCD a la lourde responsabilité avec l'ensemble de l'exécutif et des conseillers de rédiger le PIA à partir des microprojets contenus dans le Cadre de Dépense à Moyen Terme et dans le PCD ainsi que la liste des besoins en formation et le PUGT. Il s'agit de procéder à un glissement des microprojets contenu dans le PCD. Des microprojets structurants et générateurs de revenus peuvent s'intégrer en cas de fond disponibles. Ceci dépend du dynamisme et de la capacité des acteurs à rechercher des financements. Les ressources issues de la décentralisation doivent aussi être prises en compte dans le PIA. Pour ce faire le comité de suivi doit travailler en étroite collaboration avec l'ensemble des sectoriels mais surtout avec le Délégué du MINEPAT.

La révision du PCD quant à elle est un processus qui se fait par l'ensemble des acteurs (exécutif municipal, Comité de Suivi, Conseil Communal, Sectoriels). Il s'agira à partir des projets déjà réalisés d'actualiser le PCD en fonction des besoins des populations et des ressources mobilisables pour la réalisation de ces microprojets.

## **7.6. Plan de communication sur la mise en œuvre du PCD**

Pour ce qui est de la communication, les activités à mener doivent permettre la circulation de l'information entre les parties prenantes et les populations à la base une meilleure lisibilité des différentes interventions.

Les différents outils de communication ci-après seront utilisés il s'agit de :

- ❖ Les rapports d'activité et les rapports financiers mensuels, trimestriels, semestriels et annuels du comité de suivi du PCD;
- ❖ Les rapports des chefs de village et des comités de concertation chargés de suivre les activités à la base ;

Il s'agira aussi dans ce cadre de mettre à contribution les éléments de communication de masse à savoir les mass média publics et privés (presse écrites audio et vidéo) de même que les organes de presse écrites. Un journal local pourra à travers les témoignages recueillis, les images et autres éléments de visibilité renseigner les populations sur l'état d'avancement des travaux.

S'agissant particulièrement de l'appropriation du Plan de développement communal, elle entend :

- Organiser une réunion de restitution aux élites de la localité et aux acteurs au développement ;
- Organiser une réunion de restitution aux chefs de villages et des Comité de Concertation niveau village ;
- Mettre à la disposition de chaque village un Plan Communal de Développement ;
- Editer un bulletin de communication de la Commune pour susciter une saine émulation au sein des communautés à travers la publication des réalisations des unes et des autres ;
- Mettre en place un site internet à l'horizon des trois ans.

**Tableau n°24 : Plan de communication**

Objectif	Activités	Délais	Coûts(en milliers)	Observations
A l'horizon 2025, les populations de Mouanko sont mieux informées sur tous les aspects concernant leur développement.	Organiser une réunion de restitution aux chefs de villages et des Comité de Concertation niveau village ;	Décembre 2012	3 000	28 chefs de villages et 28 présidents des comités de concertation
	Mettre à la disposition de chacun de village un Plan Communal de Développement ;	Décembre 2012	530	1 Plan par village à raison de 10 000 Fcfa
	Edition d'un bulletin de communication de la Commune pour susciter une saine émulation au sein des communautés à travers la publication des réalisations des unes et des autres	Continue	500	200 Fcfa l'exemplaire
	Mettre en place un site internet à l'horizon des trois ans.	mars 2012	500	
<b>Total</b>			<b>4 530</b>	

Source : Modèle PROMAC



## BIBLIOGRAPHIE

1. **KUATE Jean Pierre ; les Collectivités Territoriales Décentralisées au Cameroun, recueil (2007) ;**
2. **KAMDEM Jean Baptiste ; l'action du conseiller municipal CVUC/GTZ (2007) ;**
3. **Vivien J. FAURE J.J ; les arbres de forêts denses d'Afrique centrale (1985) ;**
4. **CRADDEL ; manuel pour l'accompagnement des communes de services (2006) ;**
5. **Guide de référence de la gouvernance locale : décentralisation, textes législatifs et réglementaires MINATD/CVUC (2010) ;**
6. **Recueil de fiches techniques pour l'entrepreneur rural- voix du paysan (1998) ;**
7. **Mémento de l'agronome (1984) ;**
8. **Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi : Cadre de référence de l'action gouvernementale pour la période 2010-2019 (projet mars 2009) ;**
9. **Guide méthodologique de planification régionale et locale (1<sup>ère</sup> édition octobre 2009) ;**
10. **Rapport consolidé des données des diagnostics de la Commune de Mouanko (2011) ;**
11. **Rapport du Diagnostic Institutionnel Communal de la Commune de Mouanko (2011) ;**
12. **Rapport du Diagnostic de l'Espace Urbain Communal de Mouanko (2011)**
13. **Comptes Administratifs de la Commune de Mouanko (2008-2009-2010).**